SEANCES DU MARDI 30 JANVIER 1990
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 30 JANUARI 1990

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

INTERPELLATIONS (Discussion):

Interpellation de M. Hasquin au Premier ministre sur « les carences du gouvernement en matière de politique d'immigration ».

(Reprise). — *Orateurs:* **MM. Vaes, Peeters, S. Moureaux, Valkeniers, Pataer, Donnay, Stroobant, Van Hooland, Borin, M. Martens,** Premier ministre, **Mme Smet,** secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale, adjoint au Premier ministre, **M. Wathelet,** Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes, p. 1374.

Interpellation de M. Vandenhaute au secrétaire d'Etat à l'environnement et à l'Emancipation sociale sur « la situation des enfants de réfugiés politiques accueillis au Centre du Petit-Château ».

Orateurs: **M. Vandenhaute, Mme Smet,** secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale, adjoint au Premier ministre, p. 1395.

INHOUDSOPGAVE:

INTERPELLATIES (Bespreking):

Interpellatie van de heer Hasquin tot de Eerste minister over « het falen van de regering op het stuk van migrantenbeleid ».

(Hervatting). — *Sprekers:* **de heren Vaes, Peeters. S. Moureaux, Valkeniers, Pataer, Donnay, Stroobant, Van Hooland, Borin, de heer Martens,** Eerste minister, **mevrouw Smet,** staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, toegevoegd aan de Eerste minister, **de heer Wathelet,** Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand, blz. 1374.

Interpellatie van de heer Vandenhaute tot de staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie over « de toestand van de kinderen van politieke vluchtelingen in het opvangcentrum van het Klein Kasteeltje ».

Sprekers: **de heer Vandenhaute, mevrouw Smet,** staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, toegevoegd aan de Eerste minister, blz. 1395.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi interprétatif de l'article 10 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

Discussion et vote de l'article unique, p. 1397.

Projet de loi complétant l'article 20 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 et modifiant l'article 1798 du Code civil en vue de protéger les sous-traitants.

Discussion et vote des articles, p. 1397.

Projet de loi visant à insérer dans le Code civil un article 2276*ter* relatif à la prescription de la responsabilité des experts et de leur action en paiement de leurs frais et honoraires.

Discussion générale. — *Orateur:* **M. Barzin,** rapporteur, p. 1398.

Discussion et vote des articles, p. 1399.

Projet de loi ajustant le budget du ministère de la Justice de l'année budgétaire 1989.

Discussion générale. — *Orateur:* **M. Pataer,** p. 1399.

Discussion et vote des articles, p. 1399.

Projet de loi ajustant le budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1989.

Discussion et vote d'articles, p. 1400.

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet tot interpretatie van artikel 10 van de hypotheekwet van 16 december 1851.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 1397.

Ontwerp van wet tot aanvulling van artikel 20 van de hypotheekwet van 16 december 1851 en tot wijziging van artikel 1798 van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de bescherming van de onderaannemers.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1397.

Ontwerp van wet tot invoeging in het Burgerlijk Wetboek van een artikel 2276*ter* betreffende de verjaring van de aansprakelijkheid van deskundigen en van hun vordering tot betaling van hun kosten en ereloon.

Algemene beraadslaging. — *Spreker:* **de heer Barzin,** rapporteur, blz. 1398.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1399.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Justitie van het begrotingsjaar 1989.

Algemene beraadslaging. — *Spreker:* **de heer Pataer,** blz. 1399.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1399.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Diensten van de Eerste minister van het begrotingsjaar 1989.

Beraadslaging en stemming over artikelen, blz. 1400.

PRESIDENCE DE M. ERDMAN, VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER ERDMAN, ONDERVOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 55 m.
De vergadering wordt geopend te 19 h 55 m.

INTERPELLATION DE M. HASQUIN AU PREMIER MINISTRE SUR « LES CARENCES DU GOUVERNEMENT EN MATIERE DE POLITIQUE D'IMMIGRATION »

Reprise

INTERPELLATIE VAN DE HEER HASQUIN TOT DE EERSTE MINISTER OVER « HET FALEN VAN DE REGERING OP HET STUK VAN MIGRANTENBELEID »

Hervatting

M. le Président. — Nous reprenons l'interpellation de M. Hasquin au Premier ministre sur « les carences du gouvernement en matière de politique d'immigration ».

La parole est à M. Vàes.

M. Vaes. — Monsieur le Président, « si la question de l'immigration hante aujourd'hui à ce point les esprits, c'est sans doute parce qu'elle exprime de façon emblématique ce choix décisif et de portée générale que doit opérer une société entre son intégration et sa segmentation. L'absence prolongée de droits politiques à ces vieux partenaires des sociétés industrielles que sont les immigrés s'inscrirait alors comme le couronnement d'un principe d'organisation sociale reproduisant, au sein de notre société, l'équivalent de la situation dans les villes coloniales anciennes, une citoyenneté à deux vitesses ».

Je rappelle ces propos de M. De Batselier qui s'est posé la question fondamentale de savoir si nous allons faire le pari de considérer les immigrés qui sont établis chez nous et qui, pour la plupart, y resteront longtemps, comme des citoyens ou comme des marginaux.

Je dois à la vérité de reconnaître que le travail entamé à l'initiative du gouvernement, par le Commissariat royal à l'immigration, exprime très clairement la volonté d'en faire progressivement des citoyens et non des marginaux. Nous nous en réjouissons parce qu'il était temps non seulement de réagir, mais aussi d'agir et c'est peut-être conforté par ce travail à mon sens important et positif, réalisé en profondeur par le Commissariat royal, que j'introduirai mon intervention.

Il me paraît important, monsieur le Premier ministre, de réfléchir un instant à cette mission du Commissariat royal à l'immigration parce que c'est effectivement un choix stratégique qui a été opéré.

Le problème de l'immigration est extrêmement complexe. Il a déjà fait l'objet de nombreuses réflexions, d'initiatives civiles et de politiques contradictoires par les différents pouvoirs publics et gouvernements. Et quand je dis politique, j'entends aussi l'absence de politique. Le choix d'un Commissariat royal était, à mon avis, judicieux parce que le rôle de coordination verticale et horizontale, le rôle de définition objective de la réalité, le rôle d'impulsion et de pression sur le gouvernement pour la prise de décisions ainsi que le rôle d'évaluation de l'application de la politique qui devrait être menée, me semblent bien localisés dans cette initiative que je qualifierai de stratégique, consistant à organiser et à doter de moyens encore insuffisants sans doute le Commissariat royal à l'immigration.

Le problème politique que je voudrais brièvement évoquer concerne l'avenir de ce Commissariat royal : quel est-il ? Il nous paraît très important de savoir dans quelle mesure cette structure sera durable car, dans notre esprit, elle est la seule qui puisse, à moyen terme en tout cas, coordonner ce qui, M. Hasquin l'a reproché, ne l'est pas encore.

L'esprit de coordination, d'impulsion, de recommandation, de dialogue permanent avec tous les pouvoirs concernés, acteurs privés et publics, est indispensable en la matière. Pouvoir donner un esprit plus indépendant à ce qu'on appellerait « l'aspect politicien de la chose » me paraît très important.

Jusqu'à nouvel ordre, le contenu du rapport issu des travaux du Commissariat royal nous donne confiance par son sérieux, son aspect approfondi et le fait qu'il ne « tourne pas autour du pot ».

J'aimerais, ici, rendre hommage à Mme D'Hondt, à M. Vinikas et à leur équipe. Ils se sont entourés de gens qui, sur le terrain, en contact avec la population immigrée et les associations proches de celle-ci ont depuis longtemps œuvré pour reconnaître la dignité à ces personnes qui vivent chez nous et essayé de se rendre compte en quoi notre culture politique doit se redéfinir dans des choix beaucoup plus clairs que ceux qui ont été faits jusqu'à présent.

On peut donc espérer que la mission que vous présidez, monsieur le Premier ministre, à savoir la conférence interministérielle entre les différents Exécutifs pour assurer le suivi des propositions prioritaires du Commissariat royal, sera effectivement menée à bien afin de ne pas reléguer aux oubliettes les différentes propositions émises.

Je vous invite dès lors, monsieur le Premier ministre, à préciser la mission confiée, à moyen terme, au Commissariat royal, les moyens que vous lui donnerez et le choix politique réel que cela représente de l'avoir désigné comme coordonnateur, impulseur et « évaluateur » de la politique.

J'en reviens aux moyens de travail du Commissariat royal. La fin du tome premier du rapport évoque une stratégie appelée « d'information plus fine et plus permanente ». Manifestement, le Commissaire royal souhaite pouvoir mettre au point un certain système de banque de données permettant, de façon plus précise, et dans des domaines non encore couverts, de mieux connaître la réalité.

Pour ma part, je voudrais demander au Commissariat royal, par votre intermédiaire, monsieur le Premier ministre, de préciser — ceci n'est qu'illustratif — certains problèmes qui ne me semblent pas encore avoir été réellement évoqués dans les données du tome III et qui nous seraient utiles pour mieux comprendre la réalité, pouvoir évaluer l'efficacité des politiques et nous rendre compte de la diversité des situations.

Je pense à la première notion, celle du ghetto et des concentrations, argument largement évoqué par le PRL et selon lequel il faut arrêter la concentration et les ghettos d'immigrés, notamment à Bruxelles. Cette notion de ghetto mérite une analyse sociologique, urbanistique et historique et je regrette que M. Hasquin n'ait pas accepté d'en faire une analyse objective. En effet, il existe, et j'en conviens, des avantages et des inconvénients à cette concentration de personnes en difficulté d'aculturation et disposant d'un réseau de solidarité spécifique. Il y a là un champ d'investigation strictement objectif à mieux définir.

Par ailleurs, certains renseignements sur les migrations nous manquent. Il faut savoir que les migrants et les émigrants établis en Belgique ont des origines géographiques multiples. En effet, certains d'entre eux proviennent des pays de la CEE, d'autres vont d'une région du pays vers l'autre : ainsi, des Flamands s'installent à Bruxelles, des émigrés bruxellois vont en Wallonie et vice versa. Au sein même des grandes agglomérations, des migrations d'étrangers ont lieu entre les communes.

Cette analyse assez fine du comportement spatial des immigrés est importante parce que non seulement elle est liée à la limitation d'inscription des immigrés dans les communes — sujet sur lequel on reviendra — mais également parce qu'elle s'insère dans les régions et les sous-régions où l'histoire de l'immigration et la façon dont les problèmes sont vécus ne sont pas similaires.

Il est donc important de disposer de données plus fines sur les migrations et sur l'origine du déplacement des personnes émigrées et étrangères dans la Communauté européenne, en Belgique entre les régions, dans les régions entre les villes, et au sein même des grandes agglomérations.

Une autre question nous interpelle et nous souhaiterions obtenir des précisions objectives supplémentaires à son sujet. Elle concerne le taux de demandes de naturalisation par nationalité et par région. En d'autres termes, il n'est peut-être pas inutile de savoir, après un certain temps d'établissement en Belgique, selon que l'on est turc, algérien, marocain ou pakistanais, dans quelle mesure la propension existe ou non de demander la naturalisation.

Certaines stratégies s'appuyant précisément sur la naturalisation, la nationalité, comme base d'intégration, il est donc important d'analyser plus finement la manière dont s'exprime la propension à la naturalisation selon le cycle de vie de l'immigré chez nous, selon sa nationalité, de même que selon l'attitude de son pays d'origine. A cet égard, par exemple, la réaction du roi du Maroc n'a pas été sans influence sur l'attitude des Marocains lorsque le droit de vote a été accordé aux étrangers en Hollande. Il a manifesté son opposition à la participation à une telle opération démocratique d'intégration dans le pays d'accueil.

Il serait intéressant d'explorer un quatrième champ d'investigation — à ce propos, je fais partiellement écho à certaines informations fournies de façon un peu biaisée, je crois, par M. Hasquin —: le contenu de la religion musulmane et des différentes cultures prophétiques ou maraboutiques qui la guident, les différentes sectes spécifiques dans leur histoire et dans leur localisation géographique qui influencent cette pratique de la religion.

Une généralisation trop hâtive du comportement religieux des musulmans, des islamistes ou des intégristes intervient souvent. En fait, il mériterait une analyse de type ethnologique, anthropologique et social. A cet égard, nous sommes mal informés au stade actuel des recherches effectuées par le Commissariat.

Toujours à titre illustratif, dans le cadre de sa volonté d'information sur la réalité, le Commissariat pourrait utilement se pencher sur une dernière question — et vous pourriez l'y inviter, monsieur le Premier ministre —, à savoir : en quoi la politique que nous pouvons mener en Belgique et les relations que nous pouvons entretenir avec les résidents étrangers immigrés peut être ou non dépendante de l'attitude des pouvoirs politiques de leur pays d'origine ?

J'ai cité l'exemple du roi du Maroc. On pourrait parler de la Chine, du Ghana ou de l'Afrique du Sud. Il n'est pas donc pas inintéressant de savoir dans quelle mesure des interactions se produisent entre la situation future d'un certain nombre de ressortissants étrangers en Belgique et les latitudes de conventions bilaté-

rales qui seraient, par exemple, possibles afin de faciliter leur intégration. La même interrogation peut être posée au niveau de la réciprocité des politiques entre la Belgique et ces pays.

A titre de complément et d'interrogation, je souhaiterais aborder brièvement un deuxième volet, relatif au rôle du Commissariat à l'immigration. Il concerne la nécessité de mieux analyser et définir les relations qu'il y a déjà et qu'il doit y avoir entre la politique d'immigration menée chez nous et différents aspects de la réalité européenne.

J'illustre rapidement mon propos: la dimension européenne, déjà importante, prendra, dans le futur, une importance croissante sur la pertinence des choix stratégiques que nous poserons. Je prends l'exemple de la Charte sociale et de la latitude, dans le cadre du marché intérieur, de la mobilité des personnes. Le statut des étudiants et des pensionnés, par exemple, n'est pas encore correctement organisé sur le plan juridique. Leur statut n'est pas clair en ce qui concerne leurs droits d'entrée, de séjour et d'établissement dans les différents pays de la Communauté et il n'y a pas encore de décision précise, par exemple, sur les critères d'évaluation de l'exigence de « pouvoir disposer de ressources suffisantes » pour être autorisé à s'établir.

Il existe donc un lien à mieux préciser entre le statut des étrangers, selon certaines catégories, et la Charte sociale, c'est-à-dire le droit des travailleurs lorsqu'ils émigreront pour des raisons professionnelles dans les différents pays.

Le deuxième lien entre politique nationale et dimension européenne est évidemment en relation avec les recommandations politiques que la Communauté européenne a déjà exprimées dans certains domaines, par exemple sur le droit de vote aux élections communales. Il est important de déterminer si nous allons être au sein de l'Europe un élément d'impulsion ou si nous allons attendre que l'Europe prenne position avant de préciser la nôtre.

En tant qu'écologiste, je préfère que l'on mène une politique dynamique et active de l'intégration afin d'être un élément d'impulsion. Il conviendrait, dès lors, d'harmoniser vers le haut et non vers le bas les droits politiques des étrangers dans les différents pays européens.

En troisième lieu, la politique de développement du tiers monde, et donc notre intervention à moyen terme sur les causes qui poussent à l'immigration, présente évidemment un lien avec l'Europe. Cette politique peut avoir des retombées très importantes sur notre stratégie en matière d'immigration. En effet, lorsqu'on analyse les prévisions démographiques des pays du tiers monde, de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique latine, on est impressionné par la différence de croissance entre l'Europe et ces différents pays. Si nous ne nous rendons pas compte ensemble des implications de stratégie de développement que cela représente, nous allons arriver d'ici à dix ans à un nouvel équilibre des forces et des pressions de migration, tant pour des raisons économiques que politiques, au sein même du monde. Il est important que cette dimension soit analysée et débattue, à l'initiative du Commissariat.

Je citerai un quatrième et dernier exemple indiquant les liens à définir entre notre politique d'intégration et les options européennes, celui de la transformation de nos relations avec les pays de l'Est, qui pose très clairement le problème de la migration des travailleurs dans l'Europe: quels travailleurs, dans quelle Europe? A cet égard, les scénarios de fédéralisme européen ou de confédération européenne, selon des options de calendrier et d'extension géographique différentes, n'ont pas du tout les mêmes implications en matière de perspective sur l'identité ou l'étrangeté des citoyens des différents pays dans le cadre de l'Europe que nous allons construire.

Le débat sur la réunification de l'Allemagne et sur la rapidité avec laquelle l'Allemagne de l'Est serait intégrée à la CEE est certainement important à cet égard.

On a parlé récemment des propositions de la Pologne en matière de travailleurs de la construction. Ce sont des exemples précis et concrets qui démontrent que nous devons élargir notre réflexion quant à la politique à moyen terme, tout en nous rendant compte qu'une impulsion et des contraintes européennes doivent nous inciter à trouver la juste perspective dans laquelle nous allons « positionner » notre stratégie.

Je passe rapidement sur l'élargissement européen des pratiques judiciaires et sur l'accord de Schengen, bien qu'il soit pourtant très important car il a trait aux problèmes de poursuite, à des problèmes d'extradition, et de fichage de toute personne, de la CEE ou non, qui présente une menace pour la sécurité.

En conclusion de cette réflexion complémentaire sur l'investigation nécessaire de l'insertion de la politique proposée dans la perspective européenne, se pose la question, que nous vivons déjà au sein de notre système institutionnel belge, à savoir: quelle autonomie de politique d'immigration allons-nous revendiquer et dans quels domaines? Allons-nous revendiquer une politique strictement belge d'intégration par opposition à une coordination et une solidarité au niveau européen, voire mondial?

Cette question n'est pas neutre, car elle a des implications juridiques certaines et des implications quant au lieu de la décision démocratique.

Une autre question dont personne n'a encore, je pense, souligné l'importance est liée à cette analyse de la perspective européenne: quels seront nos interlocuteurs pour représenter les populations dites de la CEE qui habitent dans notre pays? Pour avoir suivi d'assez près la négociation concernant le projet du quartier Léopold et l'extension des Communautés européennes, je me suis rendu compte de la difficulté de définir sans ambiguïté qui représentait qui au niveau de la Communauté européenne.

Or, on constate qu'en Belgique, plus de 65 p.c. de la population étrangère sont des ressortissants de pays membres de la Communauté européenne, et, à Bruxelles, plus de 41 p.c. Il est donc important de savoir qui est l'interlocuteur représentant ces populations européennes. S'agit-il de la Commission, d'un commissaire spécifique ou, éventuellement, d'un conseil des ressortissants de la CEE qui vivent chez nous?

La même question se pose pour d'autres communautés étrangères vivant en Belgique. De nombreuses nations sont présentes chez nous, qui n'ont apparemment aucun point commun. Qui va représenter les Pakistanais, les Polonais et les Ghanéens dans leurs intérêts spécifiques et en tenant compte de leurs difficultés particulières, notamment dans le cadre des échanges bilatéraux et des interférences entre la politique de leur pays d'origine et celle de la Belgique? Ce problème mérite une investigation en profondeur. Quels interlocuteurs représenteront donc les populations étrangères avec lesquelles nous voulons cheminer vers l'intégration?

J'en ai ainsi terminé avec ma première réflexion, relative au rôle du Commissariat et à deux investigations nécessaires: un complément d'information sur certains points et une interrogation sur l'insertion de notre stratégie dans une prospective des liens avec l'Europe qui est toujours en train de se définir et qui change.

Le grand champ d'interrogation porte sur les préalables de l'analyse, c'est-à-dire sur le fond du problème tel que le Commissariat l'a étudié. Un grand nombre d'analyses fines ont été faites par le Commissariat. Je voudrais simplement résumer l'esprit de certaines d'entre elles en insistant sur ce qui me paraît important comme préalables pour essayer de trouver de vraies bases solides et non contestables de la politique à mener, celle-ci devant être beaucoup plus claire et unifiée qu'elle ne l'est actuellement.

Mon premier préalable est peut-être difficile à exprimer, mais il est réaliste: si le gouvernement veut donner suite aux propositions du Commissariat royal, il ne doit pas attendre qu'elles fassent l'objet d'un consensus pour décider. En effet, il est évident que, pour une série de raisons que vous connaissez aussi bien que moi et sur lesquelles je voudrais ne pas m'attarder malgré l'intérêt de la chose, de nombreuses propositions ne donneront pas lieu à un consensus. Je vous invite à faire preuve d'un certain courage politique, monsieur Martens, dans la mesure où, si j'ai bien compris, vous soutenez assez largement l'approche et les conclusions du Commissariat. Ce courage politique consiste à accepter qu'une partie de la population s'oppose aux propositions et s'élève contre un certain nombre de mesures que vous voudrez prendre dans une perspective d'intégration positive. Il me paraît illusoire d'attendre un consensus et il faut donc aller de l'avant en acceptant cette situation.

M. Seeuws. — J'ai parlé d'un consensus politique.

M. Vaes. — Le consensus politique est souvent fondé sur l'abstention d'un certain nombre de gens qui, pour rester en accord avec la majorité, ne se prononcent pas explicitement contre les mesures. Dans le cas présent, il faut une majorité claire de « pour », acceptant que d'autres personnes soient « contre ». Cette majorité peut être alternative au Parlement et ne doit pas nécessairement se reposer sur toutes les composantes du gouvernement.

Il faut insister sur un deuxième préalable qui ne me semble pas encore avoir été mis assez en valeur par le Commissariat : tant la population étrangère que la population belge ne sont pas homogènes. Il s'agit d'éléments diversifiés, et nous ne pouvons pas faire des amalgames et des généralisations trop rapides sur les comportements, sur la volonté ou non d'intégration, etc. Il existe au sein de la population étrangère et surtout de la population belge une très grande diversité de conceptions, d'approches, de résistances, de sensibilités et de compréhension des problèmes de l'immigration. Il sera difficile de trouver des solutions qui fassent l'unanimité, de trouver le plus grand commun dénominateur puisque les conditions de vie ne sont pas les mêmes. Ici aussi, il faudra parier sur ce qui est capable de mobiliser, de grouper des personnes ne partageant pas les mêmes conceptions.

Je voudrais procéder à l'analyse de ces différentes conceptions existant chez nous. En effet, certains estiment que l'immigration est impossible, impraticable. D'autres la jugent difficile, et d'autres encore la considèrent possible et souhaitable.

Se prononcer pour l'assimilation revient à dire : « Fais comme moi, sinon tu disparaîtras. » Choisir la cohabitation revient à déclarer : « Nous sommes différents, mais nous devons trouver un moyen de vivre ensemble. » Refuser l'immigration revient à considérer que les étrangers sont de trop, qu'il prennent le pain, le temps, l'espace et l'emploi des Belges. Toutes ces conceptions, fondées sur des acquis culturels, sur des *a priori* et surtout sur un manque d'informations concernant la réalité, ne peuvent disparaître en un jour.

Je voudrais vous lire une définition du racisme qui me paraît montrer combien celui-ci est un choix culturel qui se bloque lui-même. L'écrivain Memmi a dit : « Le racisme est la valorisation généralisée, généralisante et définitive de différences, réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de justifier ses privilèges ou son agressivité. » Cette définition met en évidence le fait que non seulement le racisme observe des différences mais, de plus, les exploite.

Et précisément, le racisme n'est pas spontané. Il est construit par une impuissance ou par une frustration, et il devient un système lorsqu'il est exploité politiquement et démagogiquement par certains leaders de l'opinion. Le racisme est donc cette élaboration complexe dans une culture, dont les conséquences sont évidemment graves.

Par cette définition, je voulais montrer toute la différence entre ce type d'attitude et celui que les écologistes veulent développer, tout en restant réalistes, puisque tous les étrangers et tous les candidats réfugiés ne sont pas des enfants de chœur. Nous voulons défendre une attitude d'efficacité; nous voulons que nos lois soient respectées et appliquées.

Je rejoins ici certains collègues qui ont fait observer que l'on n'utilise pas les lois existantes et que l'on n'offre pas les moyens d'appliquer correctement ces lois. On observe une inertie propre à certains pouvoirs, qu'ils soient de niveau national, communautaire, régional ou communal. Les lois actuelles, qui constituent déjà des éléments positifs et représentent une certaine conception du statut des étrangers, ne sont pas appliquées correctement.

J'en arrive au troisième préalable sur lequel il faut insister comme élément d'analyse, c'est que la situation varie selon la région. Charleroi, Hasselt, Bruxelles, Liège ou Ostende ne connaissent pas les mêmes problèmes. C'est pourquoi il est important de réfléchir aux moyens à accorder — mais dans quel esprit politique et à quelles conditions ? — aux Régions, aux Communautés, aux communes, de manière à prolonger localement, et de manière adaptée aux problèmes locaux, la politique générale proposée par le gouvernement.

Dans le cadre de l'examen de ces préalables de départ, je désire rappeler un élément important du rapport du Commissariat, qui constitue un des points névralgiques opposant les stratégies entre différentes conceptions politiques, à savoir le problème de la nationalité.

A la page 53 du tome I, le rapport du Commissariat note clairement : « L'acquisition de la nationalité ne résout pas tous les problèmes existants. Elle permet uniquement d'échapper aux discriminations légales basées sur la nationalité; les effets de la nationalité ne vont manifestement pas à l'encontre de l'intégration. » Mais le Commissariat, favorable à l'amélioration du système de naturalisation, fait clairement observer que celle-ci ne résout pas tous les problèmes. Il poursuit en ces termes : « La nationalité belge n'est pas une condition nécessaire ni indispensable à l'intégration. »

Cette position est stratégiquement capitale, notamment lorsqu'on envisage le droit à la participation politique ou à l'accès à la fonction publique.

Si j'ai bien compris la position, il me semble percevoir que le Commissariat fonde davantage le statut et la reconnaissance des droits et des devoirs corrélatifs des étrangers dans notre pays sur la durée de l'établissement et la participation effective pendant un certain temps à la vie économique et sociale, impliquant par exemple le paiement d'impôts plutôt que sur la reconnaissance du statut externe octroyé par la nationalité.

Vous n'ignorez pas que les écolos sont favorables à l'attribution du droit de vote aux étrangers résidant en Belgique depuis plus de cinq ans, tout au moins lors des élections communales. Il est évident que la stratégie que je viens d'évoquer permet de placer les ressortissants de la CEE et les autres sur un pied d'égalité à cet égard. Par contre, si l'on se fonde sur la nationalité, on risque de créer une nouvelle discrimination entre ressortissants et non-ressortissants de la CEE. C'est à mon sens un mauvais pari et c'est pour cette raison que je me suis permis, monsieur le Premier ministre, d'attirer votre attention sur ce point important des propositions du Commissariat, à savoir ce changement du fondement stratégique sur lequel on se base pour la reconnaissance du statut et des droits des étrangers.

Je terminerai, monsieur le Premier ministre, en examinant les lignes à suivre en matière de politique d'immigration. Il faut, en premier lieu, confirmer notre maîtrise de l'immigration d'étrangers nouvellement arrivés, dont l'élément essentiel réside à l'heure actuelle dans la problématique des réfugiés politiques puisque nous nous dirigeons vers une décroissance de l'impact du droit au regroupement familial. Depuis 1974, en effet, l'afflux d'étrangers nouveaux n'est plus autorisé.

Dans le même domaine, il faut prendre en considération le problème des clandestins. Par respect pour les immigrés légitimes, pour les Belges et pour notre Etat de droit, cette problématique mérite une analyse rigoureuse et une fermeté sans équivoque.

La deuxième option politique à retenir est la poursuite d'une politique plus humanitaire du droit d'asile. Dans une perspective européenne, il convient d'examiner la meilleure façon d'intégrer le droit d'asile dans notre culture européenne démocratique, sans mettre un frein à notre conception de la démocratie et de l'accueil des étrangers. Les réfugiés réellement demandeurs d'asile ne sont absolument pas du même ordre que ceux qui composaient les vagues d'immigration que nous avons connues antérieurement.

Le troisième axe essentiel concerne la politique à mener envers les immigrés déjà établis dans notre pays, selon qu'ils sont en première, deuxième ou troisième phase d'aculturation, la première étant la référence principale aux éléments de leur culture d'origine, la seconde, étant celle d'une tension de déculturation-aculturation, les situant entre deux cultures, et la troisième impliquant l'adhésion sociale à notre culture. Les immigrés des deuxième et troisième générations sont généralement dans cette dernière situation.

Je crois donc que la politique locale est essentielle en matière de logement, d'enseignement et d'aide sociale à procurer aux immigrants implantés chez nous. Tout cela serait conforté par une orientation claire et une impulsion solide de la part du gouvernement national, et notamment du Parlement, dans le sens de l'intégration et d'une volonté positive de réciprocité du travail à

accomplir par les Belges, d'une part, et les immigrés, d'autre part. De cette manière, les communes pourront adapter localement la politique aux besoins et aux spécificités des populations.

A ce sujet, je vous poserai une question, monsieur le Premier ministre, qui reprend des éléments déjà évoqués précédemment: quelle est votre position concernant la reconduction de l'arrêté royal du 7 mai 1985 sur la limitation d'inscription des étrangers dans les communes? Six communes bruxelloises seulement ont voté, aux deux tiers, la proposition du ministre Gol.

Dans le cadre de ce débat, il n'est pas inutile de savoir si vous allez considérer que l'effet de l'application de cette loi et de cet arrêté royal est marginal et aléatoire — ce qui d'après mes données est le cas — ou si vous allez redonner un gage à ceux qui se montrent plus restrictifs, afin de leur permettre d'exprimer et maintenir leur résistance à l'intégration.

Pour ma part, je considère qu'il ne faut pas prolonger cet arrêté royal; nous devons démontrer clairement que c'est une mauvaise voie et que le problème de l'immigration ne sera pas résolu de cette manière, même à Bruxelles, même dans les quartiers à forte concentration d'immigrés.

En effet, cet arrêté renforce la légitimité d'une résistance à l'intégration. « Ils sont trop nombreux » entend-on. C'est fausser la réflexion de prétendre que c'est une question de nombre: le problème n'est pas là, puisqu'on assimile sans le dire, des étrangers à des stades très différents d'intégration ou de dépendance des politiques d'aide publique. Je vous demanderai donc, monsieur le Premier ministre, de préciser votre pensée à ce sujet.

En ce qui concerne l'accès à la fonction publique, je suis d'avis que nous devrions suivre les pistes avancées par le Commissariat. Pour le mouvement Ecolo, un des critères essentiels du fonctionnement de l'administration publique est sa qualité de service public et donc son efficacité. Dans notre logique, c'est en fonction de l'aptitude des personnes et non pas en fonction de leur statut — nationalité ou carte de parti politique — que nous devons choisir les fonctionnaires qui vont contribuer à l'administration du pays.

Le Commissariat ainsi que d'autres observateurs remarquent d'ailleurs que dans de nombreux services de l'administration — enseignement, police, politique sociale ou santé — les étrangers seraient des « plus-values » de qualité de service à des populations qui, elles-mêmes, sont étrangères et nombreuses dans certains endroits. L'accès à la fonction publique est donc un excellent indicateur de la volonté réelle du gouvernement de changer la politique et d'affirmer que son but est l'intégration, donc la participation et la reconnaissance de la qualité des personnes, en fonction de ce qu'elles sont et non pas du nom qu'on leur donne, de leur ethnie ou de leur nationalité. Il s'agit d'un point central par son efficacité et également par le symbole qu'il représente.

J'ai voulu réaffirmer ce qui m'apparaissait comme des changements de stratégie pertinents et importants dans la proposition du Commissariat telle que j'ai pu la comprendre. Je souhaitais attirer votre attention sur certaines questions complémentaires à élaborer et demander des précisions à propos de quelques points qui me paraissaient devoir être éclaircis.

Je ne me prononcerai pas sur le problème du Conseil islamique; d'autres ont déjà évoqué cette question. Nous estimons néanmoins qu'il faut pouvoir accepter les risques du choix démocratique d'une communauté musulmane parce que cela fait partie de la loi sur la liberté des cultes dans notre pays. Il n'y a aucune raison de recourir à un système d'organisation de l'interlocuteur différent de celui appliqué aux orthodoxes, aux protestants ou aux catholiques.

Nous devons tenir la même logique d'Etat de droit et de principe de liberté d'organisation des religions elles-mêmes dans la définition de leurs représentants et de leurs interlocuteurs avec l'Etat.

Quant aux modalités, les propositions sont multiples. Je serais heureux, monsieur le Premier ministre, de vous entendre sur ces différentes questions.

Enfin, je vous demanderai de nous dire comment vous avez perçu la réponse des Exécutifs régionaux aux propositions du Commissariat royal. La réponse de l'Exécutif bruxellois mériterait notamment votre commentaire. J'aurais aimé également être, par votre intermédiaire, informé des réponses et positions exprimées par les Exécutifs flamand et wallon. *(Applaudissements.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Peeters.

De heer Peeters. — Mijnheer de Voorzitter, migratie is een met de groei van de mensheid parallelle golfbeweging, zo oud dus als de mensheid zelf. Het is onze unieke ervaring van de driedubbele golfslag van zo'n golfbeweging in de leefduur van onze eigen generatie getuigen te zijn.

Een eerste generatie nam immers de arbeidsplaatsen in die onze ouders weigerden. Zij leeft met in haar achterhoofd nog het thuisland, maar zag haar gezinnen hier opgroeien en gaat dus niet terug.

Een tweede generatie groeide op met ons, onwennig tussen een familiale omgeving die elders wortelt en een maatschappij waarin zij noodgedwongen haar weg zoekt. Een derde generatie loopt thans school met onze kinderen.

Ik woonde onlangs een kwalitatief zeer hoogstaande provinciale voordrachtwedstrijd bij voor van acht tot twaalfjarigen. Migrantenkinderen met vreemde namen brachten met doorvoeld declameertalent Sophocles en Schmidt. Door de migratiestop is de golf thans uitgedeind en ook dat hoort tot de geschiedkundige wetmatigheid. In deze driedubbele golfbeweging is het migratieproces nochtans een continuüm.

Iedere golfslag botst tegen tolerantiedrempels als tegen zoveel golfbrekers. Tolerantiedrempels worden opgeworpen zowel door migranten als door de maatschappij die ze in haar structuren moet inpassen.

Deze drempels zijn kwantitatief en kwalitatief zowel van procentuele als van sociale en culturele aard. Noch de migranten noch onze maatschappij hebben echter een keuze. Iedereen die het probleem van nabij volgt, is ervan overtuigd dat onze samenleving met belangrijke groepen van een andere herkomst zal moeten leren leven. En ook dat is niet nieuw. Zowel de migranten als onze samenleving hebben er dus alleen voordeel bij dat een vlotte inpassing, met behoud van ieders eigenheid, wordt gerealiseerd. Tolerantiedrempels dienen daartoe te worden weggebroken.

Dat moet duidelijk zijn zowel voor hen, die besloten hebben zich onder ons te vestigen, als voor onze eigen bevolking, die hen in onze eigen maatschappelijke structuren moet inpassen. Het is voor mij, als huisarts, die werkt in een gemeente met een belangrijk aantal migranten, een ervaringsgegeven dat wij, onder het mom van menselijk begrip, daarover tegen deze migranten nooit echt duidelijk zijn geweest, integendeel. De migranten zijn eigenlijk vooral slachtoffer van een gebrek aan duidelijkheid, waarop zij rekenen en waarop zij tenslotte recht hebben.

Deze tolerantiedrempels zullen moeten worden weggebroken op het niveau waar zij werden opgeworpen en dat is het niveau waarop zowel onze bevolking als de migranten dagdagelijks met elkaars aanwezigheid worden geconfronteerd: de buurt, de gemeente, de stadswijk, de stad.

De meeste beleidsvoorstellen van de Koninklijke Commissaris zijn dan ook — terecht — vooral gericht naar de Gemeenschappen en de gemeenten. Zij passen bovendien in een globaal kansarmoedebeleid waarbij van iedere negatieve, en ook positieve discriminatie in de richting van welke bevolkingsgroep ook abstractie dient te worden gemaakt. De beleidsterreinen waarop in die zin moet worden gewerkt zijn huisvesting, welzijn, gezondheid, onderwijs, tewerkstelling, gemeenschapsbevoegdheden dus.

In het korte tijdsbestek dat mij naar aanleiding van de interpellatie van de heer Hasquin werd toegemeten over het migrantenbeleid van de regering, wil ik het dan ook alleen hebben over de wellicht meest verzwegen, minst gemakkelijk te benaderen, maar belangrijkste tolerantiedrempel voor een integratiebeleid op nationaal niveau. Het is een kwalitatieve tolerantiedrempel van sociaal-culturele aard; de islam, of, correcter uitgedrukt, de wijze waarop de islam als geloofsgemeenschap zijn plaats zoekt in het gegeven van onze Westerse beschaving, waarin de islam zich hoe dan ook zal dienen in te passen.

Mevrouw Aelvoet heeft dit probleem terecht op het einde van haar uiteenzetting aangehaald. De oprichting van een islamitische school in september 1989 in Brussel heeft heel wat stof doen

opwaaien en heeft het voordeel dat zij in belangrijke mate de politieke lethargie inzake het migrantenprobleem heeft doorbroken, meer bepaald rond een sociaal-culturele tolerantiedrempel die tot de belangrijkste behoort, zoniet de belangrijkste is, maar waarover tot nu toe voorzichtig werd gezwegen. Het gaat in deze kwestie duidelijk om een spanning tussen grondwettelijk recht en wenselijkheid.

In België bestaat er vrijheid van onderwijs. Men kan de moslims in België dus niet het recht ontzeggen dat andere geloofsgemeenschappen wel hebben, te meer omdat de islam sinds 1974 een wettelijk erkende godsdienst is. Vanzelfsprekend moet men nagaan of aan de wettelijke voorschriften is voldaan, maar het recht moet men erkennen.

Reeds vroeger, in 1968, werd bij koninklijk besluit rechtspersoonlijkheid gegeven aan het ICC, het Islamitisch Cultureel Centrum, in Brussel.

In 1978 maakte een nieuw koninklijk besluit de oprichting van een Bestuur voor de Islamitische Eredienst mogelijk. De in de verscheidene moskeeën ingeschreven gelovigen moesten dat bestuur verkiezen. Het ICC werd aangewezen om de eerste verkiezing te organiseren en kreeg dus eigenlijk de opdracht om zijn eigen controlepositie uit handen te geven. De verkiezingen kwamen er in de eerste jaren echter niet en het bestuur van het ICC bleef de enige vertegenwoordiger van de islam in België, de enige gesprekspartner ook van de overheid.

Het ICC wordt overheerst door de Islamitische Wereldliga, die zelf onder de controle staat van Saoedi-Arabië. Het bestuur bestaat vooral uit ambassadeurs van pro-westerse moslimlanden. De verkiezing van een Hoge Moslimraad in 1986 was een formaliteit. Het overwicht van het ICC werd bevestigd: slechts een minderheid van de leden zijn echt verkozen en de raad heeft slechts een adviserende bevoegdheid tegenover de raad van ambassadeurs van het ICC.

Het ICC werd daarenboven werkelijk en wettelijk erkend als inrichtende macht voor het islamonderwijs. Het ICC rekruteert alle moslimleraars, die door de Belgische Staat worden betaald. En daar ligt het kernprobleem. Ik verwijs in dit verband naar het debat dat gisteravond door de BRT werd georganiseerd.

Via het ICC blijven conservatieve, integristische, dus contra-integrationistische kringen uit de herkomstlanden, Turkije en Marokko, het islamonderwijs controleren. Zij sturen de leraars en de handboeken. Die leraars worden bovendien na enkele jaren teruggeroepen, wellicht uit angst voor « besmetting » door onze westerse pluralistische, democratische maatschappij. Deze leraars kennen de sociale en economische realiteit van de islamitische migrantenkinderen niet.

Ik spreek nu uit ondervinding: de meesten hebben nauwelijks bindingen met de Vlaamse samenleving, wensen ze zelfs niet. Zij kennen de taal niet. Afwijkingen op de wettelijke verplichting van de taalkennis worden door de overheid bovendien oogluikend toegelaten. Deze islamleraars hebben minder contact met het lokale migrantenmilieu dan de gemiddelde Belgische welzijnswerker. Kortom, het Parlement moet de waarheid duidelijk onder ogen zien, namelijk dat de Belgische islam in handen is van een buitenlands bestuur, van buitenstaanders die uitsluitend de belangen van het moederland behartigen.

Wij mogen hierbij immers het economisch belang niet uit het oog verliezen van de geldtransfers die deze migrantengroep, binnen het geëigende, specifiek islamitisch familiepatroon, naar de thuislanden stuurt, naar Marokko en Turkije dus, landen waarvoor export van arbeid de belangrijkste industrie én één van de grootste deviezenbronnen betekent.

Verder komt de lokale, Belgische islam alleen aan zijn trekken in kleine buurtmoskeetjes, zoals we die kennen in meer rurale situaties. Alleen daar heeft de Belgische moslim enige inspraak in zijn religie. Maar zelfs daar zijn heel wat imams uit het moederland afkomstig en blijft de religieuze, maar vooral politieke invloed van het ICC groot. Wij kunnen dus gerust verklaren dat de Belgische overheid te laks is geweest en getolereerd heeft dat het ICC de organisatie van de islam heeft gemonopoliseerd en tot nu toe blijft beheersen. Dit feit wordt in het rapport van de Koninklijke Commissaris duidelijk onderkend.

Die gecentraliseerde structuur bemoeilijkt de integratie van de moslims en is bovendien zelfs in strijd zowel met belangrijke elementen uit de islamtraditie als met delen van de hedendaagse realiteit.

In het kader van een integratiebeleid voor de islamitische migranten, kan nóch mag de Belgische overheid dus verder dulden dat de islam in België van buitenaf wordt gedirigeerd. Gezien de huidige realiteit in de meeste moslimlanden wordt elke ontwikkeling van een « westerse » islam daarvoor immers ten zeerste bemoeilijkt.

Het persartikel waarnaar mevrouw Aelvoet verwees, is ter zake illustratief.

In de huidige omstandigheden is de oprichting van een islamitische school dan ook niet wenselijk.

Voor de integratie van kinderen die bijna allemaal, of wij het nu graag hebben of niet, maar dat is de realiteit, in België zullen blijven wonen, is het gevaar van een honderd procent concentratieschool voor de kwaliteit van hun opleiding trouwens zeer groot.

Laten wij hierbij niet uit het oog verliezen dat het ICC nu, misschien goedbedoelde, religieuze redenen laat primeren op latere maatschappelijke promotiekansen van de kinderen. En dat is toch het tegengestelde van wat wij met een inpassingsbeleid bedoelen.

Vanuit de optiek van een integratiebeleid hebben wij het recht, méér zelfs de plicht, aan de vertegenwoordigers van de moslims te zeggen dat in de huidige omstandigheden een islamitische school bijna zeker onder de contole van de religieuze conservatieven, zeg maar fundamentalisten dreigt te vallen.

En als gastvolk, met het recht op onze eigen integriteit, maken wij ons, evenals belangrijke stromingen in Noord-Afrika en Turkije zelf, terecht zorgen over de opkomst van het fundamentalisme met zijn theocratische opvattingen over de Staat, de politiek en zelfs de economie.

Of men het nu graag hoort of niet, die stroming is in opmars, onder andere ook via de Islamitische Wereldliga.

De migranten die ik nu reeds sinds vele jaren in mijn omgeving zie aankomen, zijn meestal afkomstig uit een rurale omgeving. Ze maken, zeker in onze verstedelijkte samenleving, met haar verwarrende veelheid van levenspatronen en morele codes, een tot grote onzekerheid leidend vervreemdingsproces door.

Daardoor juist klampen zij zich vaak vast aan de voornamelijk religieuze tradities van hun dorpsgemeenschap en zijn — daardoor juist — gevoeliger voor fundamentalistische invloeden. Wij moeten luidop, ook en vooral tegen de migranten, durven zeggen dat hun integratie slechts mogelijk is als zij enkele van hun principes vergeten, waarbij het niet gaat om het verlies van hun religiositeit als dusdanig, maar wel om het opgeven van sommige gedragingen en normen die ermee verbonden zijn.

De ophefmakende uitspraken van de Franse Eerste minister Rocard kunnen wij alleen maar onderschrijven.

Als de moslims tijdens het integratieproces hun cultuur willen behouden, dan moet er zoiets komen als een « westerse islam », een westerse islam die tot andere man-vrouwverhoudingen leidt, een islam met een pedagogisch project waarin plaats is voor een aantal basisvoorwaarden van onze samenleving, met respect voor individuele vrijheden en kansen tot individuele ontplooiing, met de daarbij horende scheiding tussen kerk en Staat.

Wij hebben het recht en de plicht de moslims te zeggen dat alleen onder die voorwaarden integratie kan lukken en dat zij, die deze integratie niet wensen, consequent moeten zijn en moeten beseffen dat zij in dat geval tussen ons volk niet thuishoren, niet kunnen thuishoren.

Er bestaat een islamtraditie die niet fundamentalistisch is, die ruimte laat voor pluralisme. Onze cultuur heeft trouwens heel wat aan de Arabische cultuur ontleend. Er is dus een basis om met inpassing van elementen uit de islamitische cultuur in onze eigen cultuur het nooit afgebroken continuüm van het groeiproces van onze westerse maatschappij positief te verrijken.

Maar zoals dat niet kan met sommige groepen en stromingen uit onze eigen maatschappij, zo kan dat ook niet met sommige stromingen uit de islam.

De ontwikkeling van een « westerse islam » is, tenslotte, vooral voor de moslims zelf belangrijk. De vervreemding tussen de tweede generatie van Marokkanen en Turken en het ICC is een feit. Integratie van de derde generatie van jongere migranten verloopt via pijnlijke generatie- en rolconflicten, waarvan wij, huisartsen en welzijnswerkers, dagelijks getuige zijn en waarvan vooral jonge meisjes het slachtoffer zijn.

De BRT-uitzending gisteren was ter zake zeer illustratief.

Die ontworteling is tragisch en onvermijdelijk, maar leidt tegelijk tot nieuwe kansen. Wij moeten de migranten helpen om dat noodzakelijk proces van culturele verandering niet te ontvluchten. Alleen praten met groepen waarmee te praten valt en deze tegelijk duidelijk maken over welke waarden niet te praten valt en waarom niet, kan leiden tot verdere verlaging van de belangrijke integratiebelemmerende tolerantiedrempel, die werd opgericht en die vooral dreigt te worden verhoogd door hen die op het ogenblik nog steeds — en dat op een oneigenlijke wijze — het monopolie van de vertegenwoordiging van de islam voor zich opeisen.

Opdat die constructieve dialoog tot stand kan komen en enige zin en kans op slagen heeft, is — om het verslag van de Koninklijke Commissaris te citeren — « de snelle oprichting van een democratisch verkozen en representatieve gesprekspartner van de Islamitische Gemeenschap in België inderdaad essentieel en primordiaal. *(Applaus.)*

M. le Président. — La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, ma présence à cette tribune vise, non pas à prolonger l'interpellation qui a suscité ce débat, mais à dire, au nom du groupe socialiste, combien il soutient le gouvernement dans la démarche intellectuelle entreprise pour essayer d'arriver à la solution d'un problème délicat et fondamental pour l'évolution de nos sociétés.

Par rapport à l'interpellateur qui malheureusement est absent, je dirai que la façon d'aborder le problème qui a prévalu il y a quelques années n'est pas bonne. Je l'ai personnellement dénoncée à cette tribune. C'était, en fait, de la poudre aux yeux. Les problèmes étaient résolus au moyen d'artifices. Les solutions préconisées sont finalement apparues comme des sparadraps sur des plaies purulentes.

Aujourd'hui, une série de mesures qu'on a cru prendre pour circonscrire le problème se sont révélées inefficaces. Ainsi, en matière de réfugiés, le gouvernement se trouve confronté aujourd'hui à une situation dramatique qui va l'obliger, sur le plan juridique et humanitaire, à prendre des mesures « en blanc et en noir ».

La démarche actuelle, et c'est très bien ainsi, consiste à partir d'une philosophie commune aux valeurs essentielles de la société belge, pour résoudre le problème d'abord intellectuellement. Il faut remercier le Commissaire royal et son adjoint d'avoir pris le problème par le bon bout et de nous avoir interpellés comme hommes politiques et responsables en nous demandant de nous mettre d'accord sur une façon d'aborder intellectuellement le problème et, à partir de là, de désigner des solutions qui sont la traduction d'une philosophie.

Je voudrais simplement et le plus brièvement possible vous faire part de notre sensibilité par rapport à cette conception à laquelle nous adhérons très globalement.

Le respect de l'autre, le non-racisme puise sa source dans l'adhésion à des valeurs universalistes, à des concepts humanistes qui postulent qu'au-delà des différences physiques ou culturelles, héréditaires ou acquises, il existe un fonds commun conduisant à une équivalence de potentialités, notamment intellectuelles et culturelles, qui impliquent des droits égaux.

C'est une démarche philosophique égalitariste qui, seule, permet de surmonter le préjugé social ou racial et conduit au respect de l'autre.

La reconnaissance positive de l'altérité est donc parfaitement inséparable de façon paradoxale à la fois de la reconnaissance d'une identité fondamentale et donc de l'ouverture positive — comme l'a dit avec bonheur l'intervenant précédent — à l'accession aux valeurs universelles qui réifient cette identité en la faisant passer du concept théorique à la réalité vécue.

Il en est ainsi de toutes les règles d'égalité, notamment du point de départ pour tous, des libertés de pensée, d'opinion, d'expression, de réunion, de mariage, etc.; des règles touchant au respect de la personne humaine, à son intégrité, etc.

Il en est ainsi, à nos yeux, des règles d'égalité politique et donc de démocratie qui proscrivent l'occupation ou la réservation du pouvoir et confient ce dernier à la responsabilité collective des citoyens, en vertu de la foncière, fondamentale égalité de ceux-ci.

C'est dire que dès que l'on prétend isoler et confirmer l'autre dans de prétendues « valeurs culturelles » qui lui seraient propres et cela au nom du respect de l'autre, de l'acceptation de la différence, on met, en réalité, en cause les principes universels fondamentaux d'égalité et de progrès humains au nom desquels la condamnation du racisme est irrémédiable pour pénétrer dans un domaine hasardeux de racisme rampant qui génère les cloisonnements, les exclusions et les ghettos.

On peut donc dire que l'attitude qui consiste à sacraliser les différences et à en imposer le respect absolu au nom de Dieu sait quelle pseudo-générosité à l'égard de l'autre, participe soit, dans le meilleur des cas, d'une réflexion insuffisante sur le phénomène du racisme, soit, ce qui est plus grave, d'une conception inégalitaire de l'espèce et de la société humaines.

A l'inverse de ce comportement, ceux qui entendent imposer à l'autre toutes et chacune des habitudes et des coutumes du groupe dominant dans ce qu'elles ont de contingent et de non-essentiel — votre rapport l'illustre parfaitement — tout en refusant l'accès à tout ce qui fait le corpus social traducteur du principe d'égalité — en refusant l'enseignement, l'accès aux emplois, la participation à la vie sociale, la pratique des libertés — ceux-là finalement mettent en cause les bases fondamentales du contrat social et en nient les termes mêmes. Ce n'est pas un hasard s'ils rejoignent tôt ou tard une philosophie d'extrême droite qui encense les inégalités, plaide l'élitisme, prône l'ordre et la discipline imposés aux faibles et aux déshérités seulement.

La voie est donc clairement tracée.

Nous n'acceptons pas qu'une société fermée, hostile à nos valeurs essentielles, gardienne des préceptes destructeurs des valeurs universelles se constitue de façon autonome à l'écart de la société civile.

Il convient de rappeler aussi souvent que nécessaire que le non-racisme postule que nous offrions à chaque immigré, à chaque fils et à chaque fille d'immigré, la possibilité d'adhérer à nos valeurs essentielles d'égalité, de tolérance, de respect humain et de les partager avec nous.

La notion de société pluriculturelle — je suis attentif à la terminologie — est tout à fait ambiguë. Cela ne peut, en aucun cas, signifier la juxtaposition de sociétés fermées sur des valeurs inconciliables, le Premier ministre français l'a très clairement rappelé. L'infibulation des filles, l'excision, le culte du chef, l'inégalité des hommes et des femmes, le mépris et l'exclusion de l'infidèle ne sont pas des valeurs culturelles protégées, ce sont des convictions, des habitudes ou des pratiques que la société moderne doit combattre ou, pour les plus graves d'entre elles, extirper au nom de ses valeurs universelles fondamentales.

J'adhère donc à l'esprit du rapport des Commissaires royaux, sinon toujours à sa terminologie.

Le respect de l'autre et de sa différence consiste à lui offrir l'accès à l'égalité dans la liberté, au partage des droits et des devoirs de la collectivité nationale.

En face de cette conception humaniste, les injures de l'imam à l'égard des « athées racistes », dont je suis sans doute, comme les menaces physiques que l'on peut relever dans des publications émanant du Front de la jeunesse et du *Vlaams Blok* se rejoignent tragiquement.

Permettez-moi de vous lire un texte extraordinaire — je n'ai plus jamais lu un pareil texte depuis près de quarante ans — imprimé et diffusé aujourd'hui sous le patronage de ces deux organisations: « Le racisme sélectif surgit spontané de la vertu, de l'esthétique, du sens de la beauté, du bon goût, de l'ordre et de la

discipline. Le racisme est l'expression de l'intelligence humaine. L'homme intelligent est inexorablement raciste. » Ecoutez ce qui suit car cela vous concerne tous, je le crains : « Si les racistes sont en minorité, c'est parce que les crétins sont majoritaires. » *(Sourires.)*

Dans ce même texte, on peut lire ce qui est une forme d'avertissement : « Pour tous ces gens-là, il faudrait rédiger une liste noire, former des escadrons d'action pour éliminer les traîtres et sauver l'Europe du danger islamique et de la peste nègre. »

Mme Smet, secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale, adjoint au Premier ministre. — De qui émanent ces propos ?

M. S. Moureaux. — Les publications ont été diffusées, à Bruxelles, sous le patronage du *Vlaams Blok* et du Front de la jeunesse et sont vendues en librairie. Si vous le désirez, madame, je vous communiquerai les références. Cette littérature insulte notre collectivité dans ce que je crois être son intelligence et brave, bien entendu, les lois de notre pays, mais impunément, semble-t-il.

Franchement, je trouve que les injures — je ne puis qualifier autrement ses propos — de l'imam qui, heureusement, nous quitte et celles de ces « nazillons » débutants se rejoignent de manière tragique.

Il nous appartient d'être assez adultes pour les renvoyer les uns et les autres dans leur coin et de mesurer exactement l'ampleur des problèmes. L'islam intégriste — aspect le plus souvent abordé dans ce débat — doit être combattu — nous en convenons tous — partout dans le monde, partout où, cyniquement, avec le mensonge, la violence, voire même le sang, il menace les valeurs humaines essentielles.

Nous n'acceptons évidemment pas que l'humanité retourne en arrière. Mais 15 p.c. d'intégristes, parmi les immigrés d'origine islamique qui représentent moins d'un quart des immigrés, cela ramène ces gens-là à quelque 0,3 p.c. de la population belge, ne l'oublions pas.

Alors, s'il vous plaît, ne les « surdimensionnons » pas. Soyons vigilants, mais pas stupides au point de les installer en représentants qualifiés ou en interlocuteurs privilégiés.

Ainsi que je l'ai déclaré lors du débat sur la reconnaissance du culte islamique, je répète aujourd'hui — c'est peut-être plus facile à dire maintenant que naguère — qu'il n'y a pas de clergé, pas de hiérarchie, pas de pape en islam, pas de dogme même. Ne les créons pas de toutes pièces parce que nous sommes imprégnés d'une autre culture religieuse.

Laissons chaque musulman en liberté avec sa conscience, comme sa religion le lui permet, même si les ayatollahs d'aujourd'hui essaient de le lui faire oublier. Parlons directement aux immigrés, selon nos traditions et nos pratiques démocratiques et rappelons aux imams qu'ici, il n'y a pas de petite ou de grande religion d'Etat, sauf une : la liberté de conscience. *(Applaudissements.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Valkeniers.

De heer Valkeniers. — Mijnheer de Voorzitter, wanneer jaren geleden in bepaalde gemeenten sociale woonwijken werden opgezet dan bestonden die uit enkele honderden woningen. Men kwam tot de conclusie dat er heel wat problemen werden gecreëerd omdat zoveel personen van overal bij elkaar werden gebracht. Zeer dikwijls werd daardoor het evenwicht in de gemeenten verstoord gedurende vele jaren. Men is van die grote projecten afgestapt en overgegaan naar kleine met enkele tientallen woningen, waardoor de integratie veel gemakkelijker verloopt.

Momenteel is in bepaalde delen van ons land de verdraagzaamheid verstoord omdat in sommige wijken, zelfs in sommige sociale woonwijken, het percentage van migranten, van politieke vluchtelingen, van buitenlanders in het algemeen, te hoog is.

Ik ben zelf tweemaal in mijn leven migrant geweest. Mijn vennoot is een Chinees. Ik ben dus geen racist, maar men mag de ogen niet sluiten voor het migrantenprobleem, wat al te vaak gebeurt.

Mevrouw de staatssecretaris, ik ben blij dat u hier aanwezig bent. Ik verneem graag van u wat er nu eigenlijk gaat gebeuren met de politieke vluchtelingen. Reeds jaren kunnen wij lezen dat 15 à 20 pct. van de vluchtelingen in ons land worden erkend als politiek vluchteling en al de overige als economisch vluchteling. Wij weten dat er groepen uit bepaalde Afrikaanse landen zijn die zich hier komen vestigen en die onmiddellijk thuis zijn in de onderwereld en in de prostitutie. Wij laten hier maar begaan.

Mevrouw de staatssecretaris, het is beschamend dat het soms drie tot vijf jaar duurt vooraleer het dossier van een politiek vluchteling is afgehandeld. Het is niet humaan personen die verscheidene jaren in ons land verblijven, wier kinderen hier school lopen, die een landstaal hebben geleerd en die ingeburgerd zijn, op een bepaald ogenblik, wanneer alle rechtsmiddelen zijn aangewend, worden verplicht België te verlaten omdat ze economisch vluchteling zijn.

Mevrouw Smet, staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, toegevoegd aan de Eerste minister. — Dat is juist.

De heer Valkeniers. — Duizenden zijn in dat geval. Is het normaal dat die procedure zo lang duurt ? Kan deze niet op enkele maanden worden afgehandeld ? Zullen de economische vluchtelingen worden teruggestuurd ? Ik vrees van niet. Ik vrees dat zij hier in de illegaliteit zullen blijven hangen en dat zij zelfs door bepaalde OCMW's zullen worden gesteund hoewel de wettelijke bepalingen ter zake anders luiden. Per maand zijn er ongeveer 800 nieuwe aanvragen. Volgens de jongste cijfers zijn het er zelfs meer.

Wat gaat u, als staatssecretaris belast met deze materie, doen opdat dit schandaal eindelijk een einde kan nemen ?

Mevrouw Smet, staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, toegevoegd aan de Eerste minister. — Ik zal daarover met minister Wathelet van gedachten wisselen.

De heer Valkeniers. — Ik meen, mevrouw de staatssecretaris, dat de bevolking het recht heeft te weten wat u beiden van zins bent.

Ik ben ervan overtuigd dat, wanneer vlug te werk kan worden gegaan, wanneer eventueel de wet wordt gewijzigd zodat het niet meer mogelijk is een gerechtelijke procedure verscheidene jaren te laten aanslepen, wanneer wij de moed zouden hebben om enkele duizenden vluchtelingen terug te sturen, de stroom onmiddellijk zou worden ingedijkt. Het is omdat men weet dat men in België bijna nooit wordt teruggestuurd dat de vreemdelingen blijven binnenkomen.

Er zijn ook nog de buitenlandse arbeidskrachten. In de Brusselse agglomeratie was ik bevoegd voor de problemen inzake arbeid. Het heeft mij toen verwonderd op een bepaald ogenblik bezoek te krijgen van een ambassadeur en zelfs van een buitenlands minister die mij kwamen vragen om de dossiers van hun landgenoten gunstig te behandelen. Zij vonden dat van kapitaal belang omdat het exporteren van arbeidskrachten voor hen de beste investering was. In bedoeld geval ging het zelfs om miljoenen eenheden.

Als beleidsman wordt men vanuit alle politieke partijen benaderd om arbeidsvergunningen af te leveren. Kan deze praktijk niet worden ingedijkt ?

De hereniging van de gezinnen is een pijnlijk probleem. Wij weten allemaal wat er met de Viëtnamese bootvluchtelingen gebeurt. Vanuit goede bron vernam ik dat onder het mom van gezinshereniging, bijna hele dorpen uit Turkije naar België worden overgebracht. Waarom wordt dit probleem niet ernstiger aangepakt ?

Uit een studie die ik als staatssecretaris heb laten uitvoeren, bleek dat de meeste mensen uit de Maghreblanden en uit Turkije in België willen blijven, zeker als ze ouder worden en hier kinderen en kleinkinderen hebben. Op de groene partijen na vinden de meeste partijen dat je maar stemrecht kan geven aan personen die de Belgische nationaliteit hebben. En de meeste zijn het er ook over eens dat je maar de Belgische nationaliteit kan toekennen, als er integratie is. Mijn partij en ikzelf vinden dat we in Vlaanderen, maar wellicht is dat ook waar voor Wallonië, moeten streven naar assimilatie omdat we kleine Kosovo's in Vlaanderen willen vermijden. Het mag niet zijn dat bepaalde groepen zich gaan isoleren en nadien een bron van onrust zijn. Onze partij heeft het principe van het residentschap vooropgesteld om de integratie te vergemakkelijken.

Iedereen is het erover eens dat er inspanningen moeten gebeuren voor degenen die zich willen aanpassen. Mevrouw de Koninklijke Commissaris, ik kan u zeggen dat dit op papier zeer mooi klinkt, maar in de praktijk moeilijk te realiseren valt. U hebt gezegd dat er voor de migranten extra sociale huisvesting in Brussel moet komen. Ik stel vast dat dit voorstel deze week al door de Brusselse Executieve wordt tegengesproken. Zij vindt dat dit niet kan. En dit is politiek ook niet te verkopen. Kunt u zich inbeelden dat u 3 à 4 000 sociale woningen ter beschikking van de migranten zou stellen als er een wachtlijst is van 10 à 20 000 Belgen?

In Dilbeek en Groot-Bijgaarden, gemeenten die ik goed ken, wonen er ook een aantal migranten in de appartementen van de sociale-woningmaatschappij Providentia. Dat heeft het Vlaams Blok bij de laatste verkiezingen heel wat stemmen opgeleverd. Ik acht het ook niet realistisch 2 à 3 000 Geco-jobs te reserveren voor de migranten op een ogenblik dat duizenden jonge Brusselaars ook werk als Geco willen vinden.

Mevrouw de Koninklijke Commissaris, hoe gaat u uw doelstellingen in de praktijk omzetten? Bovendien hebt u daarvoor de medewerking nodig van de Gewesten die zelf al geen middelen hebben om de eigen mensen te huisvesten. Ik geloof dan ook dat van de prachtige intenties van de nota weinig in huis zal komen.

De inspanningen voor de bevordering van de taalkennis zijn lovenswaardig. Ook in onze gemeente stel ik vast dat sommige migranten de taal willen leren. De vraag is alleen of er centen zijn om zulke projecten te financieren en of daarenboven de politieke wil aanwezig is.

Wie durft te spreken over een terugkeer naar het land van herkomst en het toekennen van een premie, wordt onmiddellijk afgeschilderd als racist. Het is een illusie te geloven dat de migranten die ons moeilijkheden berokkenen, bereid zullen zijn om terug te keren. We zijn te oud om nog in Sinterklaas te geloven.

Iemand die hier is en moeilijkheden maakt is zeker niet vatbaar voor enige premie. Ik ben de mening toegedaan dat wij de moed moeten hebben om de politieke vluchtelingen, die economische vluchtelingen zijn, binnen een redelijke termijn naar hun land terug te sturen, zoals wij ook de moed moeten hebben selectiever te werk te gaan bij het aanwerven van buitenlandse arbeidskrachten of voorzichtiger te zijn bij de hereniging van gezinnen.

Om de misbruiken te bestrijden moeten wij degenen die zich niet willen aanpassen en hier enkel zijn om onrust te stoken zoals bepaalde godsdienstfanaten of criminele gezinnen, terugsturen, zonder premie. Ik ken gezinnen van wie haast permanent twee of drie leden opgesloten zijn in de gevangenis voor het verhandelen van drugs. Zij die het goed menen, die gelukkig en tevreden zijn en in België een nieuw vaderland hebben gevonden, zijn dezelfde mening toegedaan.

Bij een dergelijke handelwijze zal men weten dat er in België slechts plaats is voor echte politieke vluchtelingen, die hier een nieuw vaderland vinden en dat men hier slechts welkom is wanneer men bereid is zich aan te passen. Wanneer men de moed voor een dergelijk optreden niet kan opbrengen, dan zal alles bij mooie intentieverklaringen blijven. *(Applaus.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, dit is een vreemd debat. Collega Erdman had het over een eigenaardig debat. Ik zeg « vreemd » niet alleen vanwege de aangeboorde thematiek — wij hebben het over vreemdelingen — maar ook vanwege de afgesproken procedure. Wij worden uitgenodigd om in te pikken op een interpellatie en krijgen tevens de kans om commentaar te leveren op het eerste rapport van de Koninklijke Commissaris voor het migrantenbeleid. Ik blijf derhalve perfect binnen het afgesproken kader wanneer ik niet zozeer reageer op de uiteenzetting van collega Hasquin, maar meteen, en vooral, commentaar lever op het rapport van de Koninklijke Commissaris, tevens collega, mevrouw D'Hondt.

Ik wil vooraf de Koninklijke Commissaris oprecht feliciteren met de eerste proeven van de werkzaamheden van het Koninklijk Commissariaat. « Het werk van lange adem », zoals het eerste rapport wordt betiteld, is degelijk voer voor eenieder die zich voor de problematiek van de migranten interesseert of er op een of andere wijze bij betrokken is, — dus wij allemaal tenslotte. Wij weten dat de Koninklijke Commissaris heeft kunnen rekenen en nog zal kunnen rekenen op een degelijke equipe van bekwame en hard werkende medewerkers. Ik wens ook deze dames en heren, Belgen en niet-Belgen, in mijn waardering te betrekken.

Ik verheug mij over de algemene strekking van dit rapport en over de concrete beleidsvoorstellen die erin worden voorgesteld. Het zal wellicht geen toeval zijn dat de krachtlijnen van dit rapport op zeer veel punten parallel lopen met de besluiten van de algemene raad van de SP van 2 december 1989.

Ik zeg « geen toeval » omdat wij er ons rekenschap van geven dat de sociale wortels en de blijvende sociale inspiratie van de Koninklijke Commissaris, alsmede van haar adjunct, van die aard zijn dat zij moeilijk in tegenspraak kunnen zijn met de beleidsopties die door onze partij — die in de eerste plaats als sociaal erkend wil worden — worden voorgestaan.

Ik kan ook niet voorbijgaan aan de vaststelling dat de voorstellen van de Koninklijke Commissaris meer aanleunen bij de SP-standpunten ter zake — of is het omgekeerd — dan bij de voorstellen van een andere meerderheidspartij. Ik denk daarbij vooral aan drie punten, namelijk: de verantwoordelijkheid van alle onderwijsnetten wat de kansarmoede van de migranten in het onderwijs betreft, het voorstel om de nationaliteitsvoorwaarde niet langer voor alle functies in de openbare diensten te handhaven en de idee om de strijd tegen het racisme en de vreemdelingenhaat meer te stimuleren op basis van de eventueel aan te passen wet van 30 juli 1981.

Aangezien over bedoelde nationaliteitsvoorwaarde in dit debat nog maar weinig werd gezegd, en gelet op de misvattingen die ter zake bij de publieke opinie, maar ook in het politiek milieu blijken te bestaan, wil ik daarover enkele ideeën kwijt.

Mag ik eerst vaststellen dat buitenlandse voorbeelden, onder meer in de USA en Groot-Brittannië, hebben uitgewezen dat het doelbewust betrekken van leden uit etnische minderheidsgroepen bij het overheidsapparaat zeer interessante en positieve resultaten heeft opgeleverd? Zo heeft de Raad van Groot-Londen reeds in 1981 beslist dat de samenstelling van het ambtenarenkorps een afspiegeling moest zijn van de Londense bevolking, namelijk 51 pct. vrouwen en 20 pct. etnische minderheden.

Vermelden we ook dat in Nederland voor onderwijs en lagere overheden de nationaliteitsvoorwaarde op het ogenblik niet meer geldt voor de tewerkstelling, behalve voor politie, rechterlijke macht en krijgsmacht en voor de zogenoemde vertrouwensfuncties. Tegelijk werd in Nederland de rijksoverheid de verplichting opgelegd om een percentage migranten in haar personeel op te nemen. Ik haal deze gegevens uit het rapport van de Koninklijke Commissaris en het lijkt mij zinvol ook de argumenten in herinnering te brengen die in bedoeld rapport worden aangehaald om het openbaar ambt in zekere mate open te stellen voor sommige vreemdelingen.

1. Het rolmodel dat de leden van een minderheidsgroep wordt voorgehouden. Door opname van leden uit de eigen groep, wordt aan migranten inderdaad voorgehouden dat actief inschakelen in het raderwerk van het gastland wel degelijk mogelijk is.

2. Er is de katalysatorfunctie. Door de beroepenstructuur te differentiëren, zullen raciale vooroordelen afnemen en groeit er meer gelijkheid en wederzijds respect.

3. Opkomen voor de integratie van vreemdelingen — en dat doen de meesten in deze vergadering — betekent tegelijkertijd het bevorderen van de participatie aan de activiteiten en doelstellingen van de meerderheidsgroep.

4. De voorbeeldfunctie naar de privé-bedrijven mag ter zake niet worden onderschat. Een overheidsoproep om niet te discrimineren in de samenleving klinkt uiteraard geloofwaardiger als dezelfde overheid het voorbeeld geeft.

5. Een faire tewerkstelling. Het zou bijzonder unfair zijn als overheid in een aantal sectoren migranten via precaire statuten of in onderaanneming te werk te stellen, maar zich voor dezelfde migranten hermetisch af te sluiten wanneer hetzelfde werk statutair via een overheidsbetrekking wordt aangeboden.

Het verheugt mij dan ook dat de Koninklijke Commissaris uitdrukkelijk verwijst naar een voorstel tot herziening van artikel 6, tweede lid, tweede zin, van de Grondwet, dat ik heb ingediend bij de Senaat en dat ertoe strekt de militaire en burgerlijke bedieningen die gereserveerd worden voor Belgen te beperken tot de betrekkingen in overheidsdienst in functionele zin, die typerend zijn voor de specifieke taak van de overheid, zoals bepaald door de rechtspraak van het Hof van justitie van de Europese Gemeenschap d.d. 17 december 1980. Ook onze ex-collega Blanpain heeft een dergelijk voorstel ingediend zodat we kunnen hopen dat de wijziging van artikel 6 van de Grondwet geen hopeloze onderneming is.

Ik wil toch even repliceren op onze thans afwezige collega Hasquin. Ik ben het dus grondig oneens met de slotzin van zijn *tribune libre* in *Le Soir* van 12 januari 1990, waarin stond te lezen « que le laxisme en matière d'accès des étrangers à la fonction publique, risque fort de perturber davantage encore les citoyens belges ». Ik vind dat onze collega zijn Belgische medeburgers schromelijk onderschat en oneer aandoet door dit te beweren.

Ik wil in een laatste gedeelte nog iets zeggen over de politieke vluchtelingen. Bij al het gejuich over de gebeurtenissen in Oost-Europa, het Europa zonder grenzen van na 1992 en het naderbij komen van een meer verenigd Europa, is een schaduwkant van de Europese integratie even uit het zicht verdwenen : het haast ongemerkt ontstaan van een blank Europees bolwerk.

De voorbereidingen voor het opheffen van de Europese binnengrenzen in 1992 verkeren in een cruciale fase en alles wijst erop dat de nieuwe, gemeenschappelijke regels voor de toelating van niet-Europeanen het deze buitenlanders veel moeilijker zullen maken nog werk of politiek asiel te vinden in de twaalf lid-staten.

Ongetwijfeld zullen Europeanen van buiten de EG een voorkeursbehandeling krijgen. Anderzijds dreigen vluchtelingen uit Ghana, Sri Lanka of Turkije nog minder begrip en verdraagzaamheid te ontmoeten dan nu al het geval is. Zo is afgesproken, in Schengen en op andere intieme Europese plekjes, dat vluchtelingen voortaan nog maar in één EG-lid-staat asiel kunnen aanvragen en alles wijst erop dat de gemeenschappelijke toelatingsregels van de Europese Gemeenschap, waaraan men nog moet beginnen, uiteindelijk niet veel zullen afwijken van de regels die momenteel gelden in de minst gastvrije lid-staten. Dit beleid wordt vaak verdedigd met het argument dat veel vluchtelingen, die zich beroepen op politieke vervolging, in werkelijkheid economische vluchtelingen zijn, die « alleen maar » hopen op een beter leven.

Afgezien van de vraag of iemand die vlucht voor armoede minder recht heeft op een menselijke behandeling, wordt dit excuus steeds vaker gebruikt om ondeskundige en vooringenomen beslissingen door immigratie-beambten af te dekken.

Ik heb geen enkele reden om te veronderstellen dat onze ambtenaren zich daaraan bezondigen, maar degenen die, zoals de heer Hasquin, een eerder dreigend en donker beeld ophangen van de illegalen die ons land zouden overspoelen, hopen wellicht dat onze ambtenaren zich daardoor zullen laten beïnvloeden. We zijn allen voorstander van een immigratiestop en we zijn er allen voorstander van dat er een niet-permissief vluchtelingenbeleid wordt gevoerd.

Er is echter niet veel fantasie voor nodig om binnenkort een nieuw soort bootvluchtelingen voor ogen te zien, bestaande uit werklozen en kansarmen die de Middellandse Zee oversteken op zoek naar werk, en die dan als illegale immigranten in interneringskampen belanden. Dat schrikbeeld kan alleen in goede aarde vallen bij de neo-fascisten die in verscheidene delen van West-Europa, ook bij ons, de kop opsteken. Een steeds zelfgenoegzamer Europa wekt de indruk dat het niets te maken wil hebben met de armen, met de verdrukten, met de krioelende mensenmassa's daarbuiten. Als extreem-rechts de komende jaren aan invloed wint, moeten we misschien een deel van de schuld zoeken bij onszelf in de mate waarin wij onvoldoende hebben bijgedragen tot een verandering van het politiek klimaat waarin racisme en vreemdelingenhaat niet langer kunnen gedijen.

Ik wenste deze algemene beschouwing te geven, eerder dan concreet aan te geven op welke punten ons vluchtelingenbeleid precies moet worden bijgestuurd. Niet dat we daar niet klaar mee zijn, zoals de heer Erdman heeft aangestipt. Integendeel, ik heb zelf met een aantal collega's een wetsvoorstel ingediend om de zogenoemde wet-Gol van 14 juli 1987 op een aantal punten te corrigeren, zodat de procedure, in beide fasen, kan worden vereenvoudigd en versneld met zelfs betere garanties voor de rechten van de betrokkenen. Voorts staan we positief tegenover de voorstellen die de regering halfweg november 1989 heeft uitgewerkt om de achterstand in de afhandeling van de dossiers door de dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-Generaal voor de vluchtelingen weg te werken. Wij vrezen echter dat ze niet zullen volstaan.

Ik eindig met de bedenking dat nieuwe wetten en nieuwe reglementen in deze materie niets uithalen indien de burgers en de plaatselijke overheden ze gewoon aan hun laars lappen. Ik ben het dan ook eens met de staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Vic Anciaux, die gisteren in *Le Soir* het feit aan de kaak stelde dat sinds 27 oktober van vorig jaar de OCMW's van de Brusselse gemeenten weigeren vergoedingen uit te keren aan asielaanvragers. Deze weigering is volkomen onwettelijk en bovendien zeer slecht gefundeerd vermits de kosten van die uitgaven integraal worden terugbetaald door het ministerie van Volksgezondheid. In de mate dat die gemeenten weigeren vluchtelingen in te schrijven, zijn ze zelf rechtstreeks oorzaak van de achterstand in de afhandeling van de dossiers, vermits de betrokken kandidaat-vluchtelingen moeilijker te vinden zijn met het oog op ondervragingen door de bevoegde ambtenaren.

Het koninklijk besluit van 7 maart 1989, waarbij de Koninklijke Commissaris en haar adjunct werden benoemd, bepaalt in artikel 5 dat ze om de zes maanden een verslag zal uitbrengen over de resultaten van haar werkzaamheden. Het tweede rapport mogen we dus reeds verwachten in de maand mei van dit jaar. Dit debat zal dus een aantal verlengstukken krijgen.

Laten we samen hopen dat onze politieke bedrijvigheid zich niet beperkt tot debatteren. Als het migrantenbeleid een werk van lange adem is dan moeten we er samen voor zorgen dat ons spreken over de kwestie niet al te adembenemend is. We moeten niet al te lang elkaar met een verwonderde blik blijven aanstaren, omdat we het over een aantal fundamentele zaken eens zijn. Eensgezindheid over de integratie en/of inspanning van onze vreemde medeburgers is een opdracht om meteen aan te beginnen. *(Applaus.)*

M. le Président. — La parole est à M. Donnay.

M. Donnay. — Monsieur le Président, j'aurais souhaité pouvoir m'exprimer en d'autres circonstances sur les problèmes posés par l'immigration, mais je n'ai pas eu le choix puisque nous avons appris que le rapport déposé par le Commissariat royal à l'immigration et les propositions qui y sont contenues, ne seraient pas soumis, dans l'immédiat, à la discussion publique des Chambres.

L'urgence d'une remise en cause de certains aspects fondamentaux de la politique adoptée, en la matière, m'amène cependant à intervenir brièvement dans ce débat, en espérant que dans un délai raisonnable, le gouvernement acceptera cette discussion et fixera clairement son attitude face à ce très délicat problème.

Je veux croire que le gouvernement souhaite réellement développer une politique humanitaire d'accueil de réfugiés politiques. Toutefois, les événements que nous vivons depuis plusieurs années contribuent à entretenir l'équivoque, voire à jeter le doute sur cette intention car, vraiment, il ne semble pas exister de volonté délibérée de se doter des moyens financiers et matériels indispensables pour mener cette politique.

En effet, lorsque les actes ne concrétisent pas les déclarations généreuses, on a finalement l'impression que les discours ne servent qu'à se donner bonne conscience. L'insuffisance de l'organisation de l'accueil dénoncée depuis au moins deux ans, est là pour en témoigner : insuffisance des locaux pour assurer l'hébergement provisoire, insuffisance du personnel et des moyens financiers. Ces manquements se sont révélés au fil du temps, en raison de la progression anormale de l'arrivée, dans notre pays, de candidats réfugiés, vrais et faux, certains à la recherche de la sécurité physique, d'autres attirés vraisemblablement par les avantages sociaux, ce qu'à la rigueur on peut comprendre.

C'est cet afflux anarchique de réfugiés qui se trouve à la base du désordre que je viens d'évoquer et qui jette le discrédit sur la mission humanitaire que le gouvernement s'est assignée.

Ce qui frappe l'opinion publique à cet égard, c'est la facilité déconcertante avec laquelle des personnes s'introduisent dans notre pays et, se prévalant de leur état de réfugié politique qu'ils sont seuls à pouvoir affirmer, s'engagent ainsi automatiquement dans une procédure qui pendant des mois, voire des années, les mettra à charge du pays et principalement de nos communes, car ces dernières surtout sont mises à contribution, sur tous les plans, et cela arbitrairement puisqu'on dispose d'elles de la manière la plus absolue, sans demander leur avis.

En effet, si le réfugié est reconnu comme tel, le CPAS devra, après cinq ans, lui payer la moitié du minimex. Pendant les cinq premières années, cette institution devra cependant assurer seule le paiement de cette allocation qui ne lui sera remboursée par l'Etat qu'une ou deux années plus tard, lui causant ainsi des difficultés financières qu'elle ne peut surmonter qu'en faisant appel à l'administration communale, laquelle le plus souvent devra avoir recours à des ouvertures de crédits dont elle assume seule la charge. C'est ainsi que, madame le secrétaire d'Etat, j'ai eu l'occasion de vous interroger sur un problème semblable, vécu par notre CPAS. Vous m'avez appris, il y a quelques semaines, que ce dernier pouvait espérer, dans un proche avenir, recevoir — et je m'en réjouis — le solde relatif à l'année 1988.

Si le statut de réfugié n'est pas reconnu au candidat, celui-ci peut entamer une procédure d'appel contre cette décision, ce qui oblige le CPAS à continuer pendant de nombreux mois à payer, je dirais même à avancer, pour compte de l'Etat, les allocations prévues, jusqu'à ce qu'intervienne soit la confirmation de la décision et, en pareil cas, cet accueil a été inutile et l'argent du contribuable gaspillé, soit l'annulation de la décision, et on retrouve alors le processus de l'autre alternative.

Cela me permet de souligner une autre faiblesse fondamentale du système actuel, à savoir le fait de ne pas encore avoir trouvé le moyen de séparer le bon grain de l'ivraie, c'est- à-dire de distinguer les vrais des faux réfugiés, ce qui, je vous le concède, n'est pas facile.

Il y a deux ans, j'ai vécu un exemple particulièrement révélateur dans ma commune. En 1987, le Petit-Château nous a envoyé, en plus du contingent d'immigrés que nous avions déjà, 92 Yougoslaves dont la majorité bénéficiaient du statut provisoire de réfugiés politiques.

Le fait que ces immigrés soient venus principalement s'installer dans le même quartier a entraîné une très vive réaction agressive de la population locale. Le climat hostile ainsi créé était devenu à ce point dangereux que j'ai été amené à charger la police communale, en collaboration directe avec l'Office des étrangers, d'enquêter d'urgence sur ces candidats réfugiés.

Dans un délai de quinze jours, la police est parvenue à établir l'irrégularité de la situation de ces faux réfugiés et l'ordre d'expulsion leur a été signifié tout aussi rapidement par le service des étrangers. La preuve a ainsi été faite que lorsqu'il y a une volonté, on peut arriver à un résultat.

Une chose est certaine en tout cas : nous ne pouvons plus nous satisfaire du laxisme charitable actuel qui génère finalement la xénophobie et le racisme que nous condamnons tous, je l'espère, mais que nous sommes incapables de juguler dans l'opinion publique, car on crée insensiblement, et sans qu'il y paraisse, une discrimination par rapport aux Belges les plus démunis. Il en est ainsi notamment en matière de minimex qui n'est accordé aux Belges qu'après enquête rigoureuse sur les revenus et appel des débiteurs d'aliments. Il en est de même de l'obligation qui leur est imposée par les CPAS, conscients de leurs obligations, de chercher du travail et d'avoir un domicile, à peine de tomber sous l'application du Code pénal qui sanctionne ceux qui ne disposent pas d'un domicile. On en arrive ainsi à constater que c'est un bien curieux pays que le nôtre !

Certes, la critique est aisée et je réalise les difficultés pratiques qu'il faut surmonter, mais il est devenu absolument indispensable d'adopter une politique d'accueil qui soit à la fois plus rigoureuse et plus efficace. Les premiers bénéficiaires en seraient les vrais réfugiés politiques parce qu'une sélectivité plus rapide dégagerait les moyens de poursuivre l'action au-delà du simple accueil.

N'y a-t-il pas une démarche à entreprendre au niveau de la Communauté économique européenne ? Ne pourrait-on convenir, au sein de cette institution, d'un quota de réfugiés à répartir suivant des critères à déterminer ? Ne peut-on engager la responsabilité des compagnies aériennes qui amènent ces réfugiés politiques et arrêter une liste restrictive des pays dont le régime politique peut expliquer la fuite de certains de leurs ressortissants, à l'exclusion des délinquants de droit commun ?

Voilà ce que je désirais souligner sur un plan très général. Je voudrais maintenant émettre quelques considérations plus particulières.

Dans une circulaire de 1989, Mme le secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale avait fait part de son intention de répartir les candidats réfugiés à raison d'une personne par 1 000 habitants. Cela m'est apparu comme une règle raisonnable et vraisemblablement supportable pour les villes et communes, mais, à ma connaissance, cette disposition n'a pas été mise en application, je ne sais pour quelle raison.

Si cette règle ne pouvait être respectée par le biais de votre circulaire, madame le secrétaire d'Etat, pourquoi n'avez-vous pas fait preuve de plus de rigueur en imposant cette mesure par la voie d'un arrêté royal, par exemple ?

Ne serait-il pas opportun, par ailleurs, tenant compte de la propension des réfugiés à s'établir dans les villes et leur agglomération, de décentraliser les services du Petit-Château au niveau régional afin, d'une part, de simplifier leurs démarches administratives et, d'autre part, d'alléger les obligations d'hébergement créées de ce fait aux communes concernées ?

Je suis bourgmestre d'une commune de 24 000 habitants, située dans l'agglomération liégeoise et qui a la caractéristique de compter le plus grand nombre d'immigrés de Wallonie puisque ceux-ci constituent plus de 37 p.c. de la population. Ces immigrés qui proviennent de pays de la CEE — pour près de 90 p.c. en tout cas — sont parfaitement intégrés et, on peut le dire, assimilés aux Belges tout en conservant leur identité, et ne posent pas plus de problèmes que ceux-ci. Nous comptons également 1 600 chômeurs, et 150 personnes sont aidées par le CPAS.

Malgré cet environnement social qui nous distingue des autres communes wallonnes, nous avons accepté le quota de réfugiés politiques que le secrétaire d'Etat avait suggéré et ce malgré la présence de 9 000 immigrés sur le territoire de notre commune.

Nous l'avons accepté, mais nous ne pouvons pas faire plus, pour des raisons budgétaires. De plus, nous ne voulons pas contribuer à provoquer des réactions xénophobes que nous dénonçons certes, mais que nous sommes incapables de maîtriser. Trop c'est trop et nous avons atteint la limite du tolérable !

Si vous ne parvenez pas à imposer la solidarité nationale dans les limites de la circulaire à laquelle j'ai fait allusion, il faudra craindre que, dans d'autres communes que celles de l'agglomération bruxelloise, les autorités locales se refusent dorénavant à inscrire les réfugiés politiques qui cherchent à s'y installer.

Il est devenu indispensable que vous interveniez énergiquement en la circonstance dans l'intérêt des vrais réfugiés politiques que nous nous devons d'aider. *(Applaudissements.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Stroobant.

De heer Stroobant. — Mijnheer de Voorzitter, in deze uiteenzetting wens ik het uitsluitend te hebben over de tewerkstelling van de vreemdelingen in België. Uiteraard gaat het hier slechts om één aspect van de globale problematiek. Het is echter wel een héél belangrijk aspect.

De tewerkstelling moet steeds worden gezien in relatie tot de andere deelgebieden van de migrantenproblematiek, zoals de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de nationaliteitsvereiste, de gezinshereniging, het integratieproces, en dergelijke. De mobiliteit van de burgers op wereldvlak houdt verband met politieke overwegingen of met psychologische overwegingen, maar ook heel vaak, zoniet vooral, met sociaal-economische overwegingen. De migranten op zoek naar betere levensomstandigheden vormen een merkelijk grotere groep dan de politieke asielzoekers.

Het moeilijke is de complexiteit van deze problematiek en vooral omdat de belangen die erbij te pas komen niet één richting, maar meerdere richtingen uitgaan. Bovendien gaat het vaak om samenvallende belangen. Niet alleen de immigrant heeft belang bij een tewerkstelling, maar ook de werkgever van het onthaalland. De aangelegenheid wordt moeilijker wanneer de wederzijdse belangen niet meer rechtstreeks met elkaar in relatie staan of wanneer zij elkaar opvolgen in de tijd.

Het aanvaarden van een immigratie van werknemers in ons land kan een compensatie vormen voor één of andere handelstransactie, of kan twintig jaar geleden een economische noodzaak geweest zijn. Dat kan vandaag een economische last betekenen voor het onthaalland, maar een voordeel voor de werknemer die twintig jaar geleden werd aangetrokken. Deze complexiteit vergroot nog wanneer in hetzelfde onthaalland de ene belangengroep baat heeft bij de immigratie en een andere belangengroep er hinder van ondervindt.

In de discussie omtrent het migrantenbeleid, ook in de nota-D'Hondt, wordt onvoldoende het onderscheid gemaakt tussen EG-onderdanen en niet-EG-onderdanen. De reden daartoe is wellicht dat in België de regel van het vrij verkeer van werknemers na dertig jaar een algemeen aanvaard sociaal gegeven is geworden. Daarbij komt dat de huidige discussie omtrent de migranten vooral gericht is naar de Maghreblanden. Levensbeschouwelijke overwegingen en de omvang van de immigratie kunnen dit waarschijnlijk verklaren.

Tenslotte pleit een bepaalde opvatting van de rechten van de mens tegen elke vorm van discriminatie op grond van een nationaliteitsbeginsel. Artikel 1 van de Universele Verklaring van de rechten van de mens bepaalt dat alle mensen vrij en gelijk in waardigheid en rechten worden geboren. Artikel 24 voegt daaraan toe dat ieder recht heeft op arbeid, op vrije keuze van beroep, op rechtmatige en gunstige arbeidsvoorwaarden en op bescherming tegen werkloosheid.

Deze genereuze, maar terzelfder tijd utopische opvatting van hoe de burgers op wereldvlak met elkaar zullen leven, komt in conflict met de realiteit van het dagelijks leven. Individuele en groepsbelangen staan immers vaak lijnrecht tegenover elkaar. De tewerkstelling van de ene kan wel eens broodroof voor de andere betekenen.

De bestaande sociale structuren kunnen of willen deze contradicties niet steeds wegwerken. Men moet er dus mee leven en werken. Ook de door België goedgekeurde IAO-conventie nummer 111 van 1958 over de non-discriminatie inzake tewerkstelling kan tegen deze feiten niet optornen.

Men zal een anti-vreemdelingenreactie van de plaatselijke bevolking op het vlak van de tewerkstelling en de arbeidsomstandigheden maar kunnen vermijden, wanneer de werkgelegenheid zo groot is dat migranten niet meer worden ervaren als een bedreiging voor de plaatselijke bevolking.

Er moet dus een evenwicht in het tewerkstellingsbeleid worden nagestreefd. De eenheidsmarkt in de EG biedt dit perspectief. Vandaar dan ook het gemakkelijker aanvaarden van het vrij verkeer van werknemers in EG-verband. Het lijkt mij nuttig dat deze situatie wordt benut als levend bewijs dat de tewerkstelling van niet-EG-onderdanen in sommige omstandigheden ook kan onder normale omstandigheden. Het vrij verkeer van werknemers in EG-verband moet aansluiting vinden op het nationaal en het Europees migrantenbeleid.

Wat is het aandeel van de migranten in de tewerkstellingsproblematiek? Op 1 januari 1989 bedroeg het aantal vreemdelingen in België 868 757 op 9 872 239 inwoners. Volgens de nota-D'Hondt zijn er 411 550 buitenlandse werknemers tewerkgesteld in België eind 1987, waarvan 60 pct. EG-onderdanen. 20 pct. komen uit Marokko en Turkije. De openbare opinie heeft het vooral over deze laatste groepen.

In 1988 telde de RVA 58 855 vreemde volledig uitkeringsgerechtigde werklozen of 15,3 pct. van de totaliteit van de werklozen. 16 pct of 9 604 zijn Marokkanen en 13 pct. of 7 739 zijn Turken. Het aantal illegalen wordt in België op zowat 70 000 geschat. In verband met de oorsprong van de immigratie in ons land is de historische nota van het rapport-D'Hondt bijzonder leerrijk. De Italiaanse immigratie van 1946-1954 is het gevolg van een Belgisch-Italiaans protocol. België was vragende partij voor Italiaanse mijnwerkers. In 1964 verspreidde het Belgisch ministerie van Arbeid en Tewerkstelling een informatiebrochure in de Maghreblanden met het oog op de recrutering van vooral ongeschoolden. De economische crisis slaat echter toe in 1970.

Een prioriteit voor elke regering bij een tewerkstellingsbeleid van immigranten is dat de bestaande arbeidsmarkt niet mag worden verstoord of beter niet méér mag worden verstoord dan zij het reeds is.

Wat deze stelregel betekent moet in de concrete realiteit worden afgewogen. Zo kan met een werkloosheid van 400 000 eenheden de bevolking niet begrijpen dat buitenlandse werkkrachten worden aangeworven om voor een bepaalde fractie van de arbeidsmarkt aan behoeften van het bedrijfsleven tegemoet te komen. Het incident met de Joegoslavische lassers en de Poolse vakarbeiders was daarvan een illustratie.

Concreet betekent deze stelregel dat vandaag een immigratiestop moet worden ingevoerd, uiteraard met eerbiediging van de stelregel van het vrij verkeer van de werknemers in EG-verband. Dit betekent ook dat er streng moet worden opgetreden tegen illegalen.

Wij plaatsen dan ook vraagtekens bij een persmededeling van Fabrimetal van 22 september 1989 waarin gepleit wordt voor het herzien van het Belgisch beleid inzake mobiliteit van buitenlandse werknemers wegens de zogenaamde « spanningen » op de arbeidsmarkt. Wij menen dat dit probleem moet worden opgelost via een beleid van beroepsopleiding gericht op de bestaande arbeidsmarkt.

Wat met de andere arbeidsvoorwaarden? Eens de immigrant op wettelijke wijze in België is tewerkgesteld, moet hij als een volwaardig werknemer worden behandeld. Evenals de Belgische werknemer heeft hij rechten en verplichtingen. Hij mag niet worden gediscrimineerd, maar hij moet evenmin een voorkeurbehandeling krijgen. België moet op dat vlak zijn internationale verplichtingen volkomen naleven.

In haar migrantennota oordeelt de SP dat laaggeschoolde migranten ook in de opleidings- en tewerkstellingsprogramma's aan bod moeten komen. Er mag geen feitelijke discriminatie zijn inzake arbeidsomstandigheden, onder meer wat de beloning betreft. Zij moeten op normale wijze kunnen worden ingeschakeld in de scholing en de beroepsopleiding van de communautaire beroepsopleidingsdiensten als de VDAB. In de praktijk kunnen hier geen moeilijkheden rijzen daar er geen lange wachtlijsten bestaan.

Sta mij toe tot slot mijn belangrijkste conclusies te herhalen.

Ten eerste, het vrij verkeer van werknemers binnen de EG moet worden aangegrepen om een houding van verdraagzaamheid te bevorderen.

Ten tweede, een optimale tewerkstelling is een voorwaarde tot het aanvaarden door de openbare opinie van een migrantenbeleid.

Ten derde, de genomen maatregelen mogen de arbeidsmarkt niet verstoren.

Ten vierde, de huidige oververzadiging van de Belgische arbeidsmarkt moet leiden tot een immigratiestop en tot een strenge controle op de illegalen.

Ten vijfde, bij een wettelijke tewerkstelling moet de migrant als volwaardig werknemer worden behandeld.

Ten zesde, de migrant moet samen met de plaatselijke werknemers worden ingeschakeld in de opslorpingsprogramma's en in de programma's voor beroepsopleiding. *(Applaus.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Hooland.

De heer Van Hooland. — Mijnheer de Voorzitter, graag sluit ik mij aan bij het zoveel goed bedoelde dat werd gezegd binnen het raam van de merkwaardige interpellatie van de heer Hasquin. Ik sluit mij ook aan bij de woorden van waardering die hier werden uitgesproken aan het adres van de Koninklijke Commissaris en haar equipe.

Vanuit het standpunt van mijn partij en vanuit mijn geografische hoek, het Gentse, wil ik elementen aan het debat toevoegen in afwachting dat wij hier of elders nogmaals een discussie over de betrokken materie kunnen voeren.

Het probleem is zo complex en universeel dat wij het nauwelijks geordend kunnen vatten in een debat. De historiek is ons bekend. De mijlpalen in de jongste 25 jaar zijn : 1974 met de immigratiestop, 1978 met de eerste beleidsnota inzake immigratie door de toenmalige staatssecretaris, de heer Vic Anciaux, bij de Ministerraad ingediend. Hij waarschuwde toen reeds voor de aangroei van een etnisch proletariaat.

Dan was er 1988 met de aanstelling van de Koninklijke Commissaris. Straks is er 1993 met de Europese integratie. Het probleem zal niet vanzelf verdwijnen zoals het er niet vanzelf is gekomen hoewel sommigen dat denken. Er wordt gesproken van een non-beleid dat in de voorbije 20 jaar zou zijn gevoerd. Ik meen dat er een nogal liberaal beleid, een minimaalbeleid, werd gevoerd. Wij zijn er in elk geval veel mee bezig geweest. Wij merken nu dat het probleem niet kleiner is geworden. Integendeel, het gevaar is reëel dat het in de toekomst nog groter wordt.

De problematiek is momenteel zo groot omwille van ons institutioneel en politiek systeem.

Ik denk dan vooral aan de politieke discontinuïteit van de voorbije 15-20 jaar. Wij weten allemaal dat het probleem complex is en we kennen het in grote lijnen. We hebben ook het onsmakelijke electorale opbod rond het probleem meegemaakt. Ik ga daar vandaag niet nader op in.

Naar aanleiding van de interpellatie wil ik het vandaag heel speciaal hebben over de Gentse situatie, want het migrantenprobleem is niet alleen een probleem van de Staat, van de Gemeenschappen en de Gewesten, van de provincies — die men wel vaak over het hoofd ziet en ik vraag me af of dit terecht is — maar ook in belangrijke mate van de lokale besturen. Het probleem verschilt nogal van gemeente tot gemeente, van stad tot stad en zelfs in een zelfde stad zijn er onderlinge verschillen tussen de wijken. Zo zijn er in het zuidelijk gedeelte van Gent, waar ik het dichtst bij woon, haast geen problemen; in het noordelijk gedeelte van de stad zijn er echter wel.

De wijk Sluizeke-Muide telt 12 000 inwoners, dus te vergelijken met een behoorlijke Vlaamse gemeente. In die wijk wonen 33 pct. Turken. Hele Turkse dorpen zijn de jongste jaren overgekomen omwille van het principe van de gezinshereniging dat overigens niet wordt toegepast zoals oorspronkelijk in 1974 bedoeld. In 25 straten van die wijk zijn meer dan 50 pct. van de bewoners migranten.

In verband met de werkloosheid wil ik u volgende gegevens over de Gentse situatie meedelen. Gent telt 6,4 pct. migranten. Op een populatie van 15 000 migranten beloopt de werkloosheid er 11,3 pct., zowat tweemaal meer dan bij de Belgische bevolking. De migranten die werk zoeken zijn in feite veel talrijker omdat er heel wat verdoken werkloosheid is. We kunnen haast zeggen dat ongeveer 25 pct. van de potentiële actieve migranten werkloos zijn en het helaas lang zal blijven. Het zijn overwegend de Turken die werkloos zijn. Zij vormen 77 pct. van de werkloze migranten in Gent. 64 pct. onder hen zijn mannen, 36 pct. vrouwen en, wat opvallend is, 31 pct. zijn jonger dan 25 jaar. 41 pct. is tussen 25 en 40 jaar. 60 pct. is langer dan twee jaar werkloos, 38 pct. is langer dan vijf jaar werkloos. Voor zover we dat kunnen weten is de scholingsgraad opvallend laag. Van de werkloze migranten in Gent die in België schoolliepen, heeft 53 pct. enkel een diploma van lager onderwijs.

Een derde, ongeveer 35 pct., heeft enkel het lager middelbaar beroepsonderwijs « met goed gevolg » afgewerkt. Een steekproef in de wijk van Sluizeke-Muide van twee jaar geleden heeft nog enkele andere gegevens aan het licht gebracht. Daar blijkt dat van de werkloze migranten, van de werkbekwame inwoners, wat wij de economische actieven noemen, 61 pct. jonger is dan 25 jaar; 88 pct. heeft alleen een lagere schoolopleiding genoten; 1 pct. heeft een diploma dat hoger is dan het niveau lager middelbaar en 98 pct. heeft vroeger uitsluitend handenarbeid verricht.

Tot zover mijn praktische benadering van het probleem. Ik ben ervan overtuigd dat alleen een praktische benadering van de problemen kan leiden tot het effectief beleid dat wij allen wensen, anders verzinken wij ook in dit geval in wat ik telkens weer een *management by speech* noem, dat ons niet kan helpen. Het spreekt vanzelf dat ik niet gekant ben tegen de principes die hier herhaaldelijk zijn geciteerd en toegelicht. Ik pleit voor een aanpak die, op korte en lange termijn, tot resultaten kan leiden.

Mijn laatste opmerking betreft het onderwijs in Gent. Het officiële en vrije onderwijsnet telt op dit ogenblik tien scholen die integraal Turks zijn. In de gegeven omstandigheden hebben we hier een dubbel probleem. Ten eerste, en dat zie ik als een kortetermijnproblematiek en aanpak, is er de beeldvorming, de perceptie van het probleem, een politiek probleem dat wij best niet onderschatten.

Ten tweede hebben wij een structureel probleem dat alleen op lange termijn kan worden opgelost. In de plaats van twee winnaars hebben wij twee verliezende partijen, de autochtone Vlamingen en de migranten. De autochtone Vlamingen voelen zich bedreigd in hun welvaart en welzijn en soms ook in hun veiligheid. De oplossing dient niet te worden gezocht in extreme uitspraken zoals « alle gastarbeiders buiten » wat neerkomt op pure volksmisleiding en politieke en economische nonsens. De oplossing is niet alleen te zoeken in verbalisme en goede principes, maar in een professioneel, zakelijk gefundeerd, effectief beleid.

Ik zal drie punten hiervan nader toelichten. Ik zal daardoor niet het grote kader schetsen van wat volgens mij het probleem is en van wat de aanpak moet zijn, namelijk een groot beleidsproject en een groot managementproject voor vele jaren omdat het een groot beleids- en managementprobleem is.

Een eerste punt betreft het effectief migrantenbeleid. Het tweede de integratie en het derde de organisatie.

Het effectief migrantenbeleid is hier reeds aan bod gekomen toen men het had over de immigratiestop, de illegale inwijking en tewerkstelling. Hier zijn veel lekken. Er is trouwens geen sprake van een effectief migrantenbeleid. Een correcte toepassing van de wetgeving zou reeds in aanzienlijke mate bijdragen tot de effectiviteit van ons migrantenbeleid. Wij beschikken niet steeds over een nauwkeurige juridische omschrijving. Wat is een huwelijk ? Wanneer een Turk zijn vrouw vervloekt, is er geen huwelijk meer. Wat is monogamie ? Wat is de situatie van een immigrant die met een vrouw een huis bewoont en tegelijkertijd een relatie heeft met de vrouwen die de drie aanpalende huizen bewonen ? Hoe wordt onze sociale zekerheid toegepast ? Welke sociale voordelen bieden wij en welke tegenprestatie wordt daarvoor gevraagd ? Wordt de wetgeving inzake de OCMW's correct uitgevoerd ? Het is niet uitgesloten dat de OCMW's milder zijn voor migranten dan voor Belgen. Wij weten dat er in verband met de gezinshereniging misbruiken bestaan. Nochtans beschikken wij over een aangepaste wetgeving. Die wordt echter niet correct toegepast.

Collega Peeters is ook ingegaan op verscheidene aspecten van de gelijkheid tussen man en vrouw. Al die punten moeten aan bod komen in een samenhangend en gefundeerd migrantenbeleid dat ten grondslag ligt aan een migrantenstrategie. Daar zijn wij nog niet aan toe.

Indien wij een doelbewust migrantenbeleid willen voeren, moeten wij ook bepaalde cijfers vooropstellen. Welke migrantenconcentratie kan in ons land als leefbaar worden beschouwd nu, over twee, vijf of over tien jaar ? Hoeveel mensen wensen wij jaarlijks te naturaliseren en hoe zien wij die evolutie op langere termijn ? In welke mate kunnen wij gezinshereniging aanvaarden ?

Een tweede punt betreft het integratiebeleid. Dit strekt zich uit tot verscheidene domeinen. Wij moeten niet alleen een beleid ontwikkelen, wij moeten het ook effectief voeren.

Het integratiebeleid is daarvan een onderdeel. Daarover is reeds zoveel gezegd dat ik uiterst kort kan gaan. Wanneer wij denken aan de integratie, dan bedoelen wij integratie in de zin van

het harmonieus samenleven, eventueel in grote verscheidenheid, zoals in de metropool Brussel. Wij bedoelen ook dat het moet gaan om integratie hier in België en in het buitenland, in het land van herkomst. Wij zijn voor integratie hier. Wij zijn zelfs voor assimilatie op termijn, zodat men in Vlaanderen ook Vlaming kan worden als men dat wil. Wij zijn ook voor het scheppen van kansen wat betreft de werkgelegenheid. Daarover werd reeds uitvoerig gehandeld.

Inzake het scheppen van mogelijkheden om de taal te leren, kan men een voorbeeld nemen aan Gentse organisaties en VZW's, zoals De Poort die met achttien medewerkers en vijftig vrijwilligers erin slaagt, met succes, onze taal aan te leren aan migranten. Er kan echter nog meer gebeuren. Er moet misschien zelfs honderdmaal meer worden gedaan. Dat kan ook, en zelfs zonder dat het veel geld kost. Ik verwijs in dit verband naar artikel 60 van de wet op de OCMW's waardoor heel wat germanisten zouden kunnen worden ingeschakeld om het Nederlands aan migranten aan te leren op een professionele manier.

Wij gaan akkoord wat het scheppen van de voorwaarden betreft, maar menen dat moet worden bepaald waar de grenzen liggen van ons integratiebeleid in Vlaanderen en in het buitenland. Men moet dan de vrije keuze laten aan degenen die zich niet wensen aan te passen in een gastvrij, maar goed georganiseerd land, in een gastvrije, maar goed georganiseerde samenleving. Sommigen zullen dan wellicht kiezen voor het vertrek. Op dit domein moet de komende jaren een intensief en gericht beleid worden gevoerd. Is onze samenleving vandaag georganiseerd op dit domein en zal ze het in 1993 zijn? Ik betwijfel het.

In verband met die organisatie werd een Koninklijke Commissaris aangesteld, die het probleem bestudeert in zijn geheel en voor alle bestuursniveaus. Wat echter daarna? Persoonlijk had ik er de voorkeur aan gegeven dat een projectminister met die taak werd belast. Een projectminister is een resultaatminister, die een opdracht kan uitvoeren op één of twee jaar, naar gelang de grootte van het project en de tijd die men eraan kan of wil besteden. Met een dergelijk minister, die een maatschappelijk project op twee, drie of vier jaar moet verwezenlijken, kunnen gekwantificeerde resultaten worden behaald. Deze formule zou naar mijn mening betere resultaten opleveren dan het aanstellen van een Koninklijke Commissaris.

Mevrouw de Koninklijke Commissaris, wij weten dat het de Gemeenschappen en de Gewesten zullen zijn die de komende jaren het merendeel van de maatregelen zullen moeten uitvoeren.

De provincies worden naar mijn gevoelen ten onrechte over het hoofd gezien, tenminste als men aanvaardt dat het om een probleem gaat dat zich op verschillende bestuursniveaus situeert en dus ook moet worden aangepakt, gezien de diversiteit van het probleem. Eén migrantenprobleem, dat bestaat niet.

De Voorzitter. — Mijnheer Van Hooland, wilt u afronden, te meer omdat de Koninklijke Commissaris als dusdanig niet aanwezig is.

De heer Van Hooland. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal inderdaad afronden.

Over de gemeenten wil ik nog kort iets zeggen. Ik pleit voor een reorganisatie op dat vlak, ook van de OCMW's. Ik ben er voorstander van dat de leden van het OCMW en zelfs van de sociale comités in bepaalde gevallen spreekrecht of -plicht krijgen. De werking, het personeelsbeleid en de organisatie van de sociale comités moet worden herzien. Ik ga hierop echter niet dieper in.

Voor de gemeenten moeten wij een ander beleid uitstippelen dan dat wij nu voorstellen. Ik verwijs naar de elementen waarvan de Koninklijke Commissaris in de loop van 1990 ernstig werk wil maken. Zij wil ten eerste een reflectie over een gemeentelijk migrantenbeleid en een uitwisseling van ervaringen dienaangaande organiseren. Ten tweede wil ze in een aantal gemeenten meehelpen aan het op gang brengen van een dialoog tussen de betrokken partijen, tussen overheid en privé-initiatieven, tussen autochtonen en allochtonen. Ten derde wil zij op sommige plaatsen projecten suggereren die door hun modelmatig karakter een constructieve impact zullen hebben op de lokale samenleving.

Met deze weliswaar goede initiatieven zijn wij echter nog jaren verwijderd van effectieve resultaten. Ik stel daarom voor resoluut te kiezen voor een formule van beheer en bestuur die ook in het regeerakkoord is opgenomen en werkt op basis van districten.

Aan bepaalde wijken en eventueel districten in een stad moet zelfbeheer worden toegekend, dit wil zeggen bevoegdheden en middelen. Wij merken dat inwoners van bepaalde wijken zelfs niet eens tijdig worden gehoord of jarenlang door het stedelijk bestuur miskend zijn. Ik pleit dus voor zelfbeheer van bepaalde wijken via de districten. Er zijn veel bevoegdheidsdomeinen die hiervoor aangewezen zijn. Met deze formule kunnen wij veel meer doen dan met het organiseren van hoorzittingen om culturele mobilisatie tot stand te brengen. Wij kunnen in eigen beheer op korte termijn projecten laten uitvoeren die de perceptie gunstig kunnen beïnvloeden. Op lange termijn biedt de districtswerking veel mogelijkheden, vooral in grote steden waar ook de problemen het grootst zijn. *(Applaus.)*

M. le Président. — La parole est à M. Borin.

M. Borin. — Monsieur le Président, comme on dit en flamand: *Ik ben de «leste» en de «leste» is de beste. (Rires.)*

Avec la célébration du bicentenaire de la Révolution française, l'année 1989 a été marquée par une réflexion sur les droits de l'homme.

Parallèlement à cette réflexion, les événements démontrent l'existence de tensions réelles, particulièrement dans certaines régions de notre pays, entre les valeurs revendiquées par une partie importante de la population belge et celles affirmées par une partie de la communauté étrangère immigrée dans notre pays.

Aussi, je pense que nous devons nous réjouir du rapport très fourni que nous a proposé le Commissariat royal à l'immigration. Certes, celui-ci ne donne pas ou peu de propositions concrètes et reste muet quant aux moyens à mettre en œuvre. Néanmoins, il définit une philosophie politique de base relative au problème de l'immigration et en trace les grandes lignes. Ce sera, je pense, un excellent outil de réflexion. Au gouvernement et aux Chambres éclairés par cet excellent travail, il appartient maintenant de rechercher des propositions concrètes et de trouver les moyens à mettre en œuvre pour parvenir au but visé, tant au niveau national que communautaire et régional, selon les matières.

En ce qui me concerne personnellement, j'adhère pleinement à cette philosophie de l'intégration que propose le rapport, entre autres, à cause du double principe suivant: de notre part, le respect sans équivoque de la diversité culturelle en tant qu'enrichissement réciproque, et de la part des immigrés — ceci est tout aussi fondamental — le respect absolu de notre culture, de nos règles constitutionnelles, de notre idée de pluralisme, des règles d'émancipation, de la liberté de conscience et de religion en vigueur dans notre Etat occidental moderne.

Si nous considérons d'abord les immigrés occidentaux — notamment les nombreux Italiens, Polonais et Espagnols — venus dans nos régions après la seconde guerre mondiale, ces deux principes d'intégration que je viens de citer sont d'application. Nous nous sentons et ils se sentent égaux en droits, mais aussi en devoirs. En effet, ces femmes, ces hommes, ces enfants surtout, se sont depuis longtemps fondus et parfois même confondus dans la population belge.

Il y a évidemment des exceptions. Les raisons de cette intégration sont principalement de deux ordres. Tout d'abord, une raison culturelle. Ce n'est pas que les Occidentaux que j'ai cités soient plus intelligents ou plus cultivés que les autres immigrés, mais les valeurs éthiques, religieuses, morales et sociales contenues dans leurs cultures sont proches des nôtres. En tout cas, ces valeurs ayant les mêmes racines ou les mêmes souches, les différences, plutôt que d'engendrer des conflits, étaient souvent considérées comme un apport et un enrichissement de la culture des uns vers les autres et vice versa.

Ensuite, il ne faudrait pas oublier le contexte socio-économique très favorable lors de ces premières immigrations. C'était l'époque du démarrage économique où nous manquions de travailleurs, époque qui allait bientôt déboucher sur celle des *Golden sixties* et du plein emploi.

A ces deux raisons, d'ailleurs liées, il convient d'en ajouter une troisième: le Traité de Rome. Peu à peu, l'Europe allait se créer. Peu à peu et de plus en plus, nous nous sentons devenir des citoyens de l'Europe.

Envisageons enfin l'immigration sous un angle plus large. Pour les immigrés d'obédience musulmane, le problème est évidemment beaucoup plus complexe et plus difficile à résoudre. Tout d'abord, leur culture se base sur des valeurs qui, pour quelques-unes d'entre elles, se situent aux antipodes des nôtres et, par conséquent, peuvent devenir des motifs de conflits. Ces conflits s'amplifient d'autant que les conditions que nous connaissons actuellement ne sont, hélas, pas de nature à inciter au dialogue et encore moins à susciter l'intérêt des uns pour les autres. Nous vivons, en effet, une période de crise qui n'en finit pas. Le chômage est un cancer de notre époque.

Par ailleurs, le nombre de nos concitoyens qui vivent d'allocations sociales, augmente. Parmi eux, on rencontre un nombre important d'immigrés, malheureusement perçus comme des profiteurs de notre système social.

En outre, la concentration d'immigrés occupant des quartiers presque entiers dans certaines de nos villes aboutit à la création de ghettos, ce qui n'arrange évidemment rien.

Par ailleurs, l'arrivée de l'idéologie intégriste parmi nos immigrés musulmans est basée sur l'intolérance la plus totale. Elle incite même à la contestation de nos lois. Elle amplifie de manière extrême — au sein d'une minorité, peut-être — le sentiment de rejet des étrangers par notre population.

Hélas, d'aucuns s'alimentent systématiquement des problèmes suscités par l'immigration. Ce comportement accroît inutilement le sentiment d'insécurité ressenti par la population et justifie leur proposition de rejet des étrangers.

Cependant, au nom des valeurs qui sous-tendent le fonctionnement de la démocratie, le respect des autres et celui de nos différences, tous les démocrates de ce pays, moins soucieux des opinions contenues dans les sondages en matière d'immigration, moins soucieux de leur image que des valeurs et des espoirs qu'ils incarnent, refusent le retour aux valeurs traditionnelles les plus obscures. Ils refusent le rejet systématique de l'autre pour le seul motif qu'il est différent. Ils refusent l'adhésion aux pulsions autoritaires et fanatiques. Les démocrates savent que la réussite de l'immigration dans un pays n'est pas une chose facile, même lorsque les conditions sont favorables, et maintenant, *a fortiori*. Ils savent également que ce n'est pas en adoptant une attitude laxiste, en fermant les yeux sur une immigration désordonnée, ou en proposant une loi qui permettrait le vote politique à tous les immigrés, que les problèmes seront balayés.

Il est cependant incontestable que, pour les immigrés, la meilleure voie réside dans l'intégration. Celle-ci ne se fera pas pour autant d'un coup de baguette magique. Elle requiert du temps, de la patience, des moyens et un projet qui tienne compte des erreurs du passé.

Ce chemin est certes plus long et plus difficile, mais il est plus beau, plus noble et plus fort que celui qui consiste à se complaire dans des idées simplistes et que celui de la xénophobie et des solutions racistes.

Ce chemin, monsieur le Président, est celui que la Belgique connaissait — je le rappelle avec émotion — lorsque mes parents, très modestes immigrants italiens, sont venus s'installer à Châtelet, il y a cinquante-six ans. Les villes, les régions et le pays tout entier ont assuré à des milliers d'immigrants une vie faite de dignité, de droits, de devoirs, d'estime réciproque, de liberté religieuse et de conscience. Ce sont là les vraies grandeurs de ce pays auquel je suis fier d'appartenir aujourd'hui. Nous devons continuer dans ce sens car il en va de l'avenir même de la démocratie, ainsi que du rayonnement de notre culture dans le monde. Je suis personnellement très heureux de constater que la démarche du gouvernement va dans ce sens. *(Applaudissements.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de Eerste minister Martens.

De heer Martens, Eerste minister. — Mijnheer de Voorzitter, in mijn antwoord zal ik de twee punten aanhalen die het voorwerp uitmaken van dit debat.

In de eerste plaats zal ik antwoorden op de interpellatie van de heer Hasquin.

Vervolgens zal ik het eerste verslag van de Koninklijke Commissaris voor het migrantenbeleid, de besissingen die door de regering en door de interministeriële conferentie werden genomen en de vooruitzichten voor de verdere besluitvorming, situeren.

De heer Hasquin maakte een zonderlinge amalgaam van de migrantenproblematiek en de politieke vluchtelingen.

Twee van de zeven punten van zijn interpellatie hebben betrekking op de migranten.

M. Hasquin affirme que le gouvernement est démuni actuellement pour coordonner une action efficace, en raison de l'éclatement des compétences entre le national, le communautaire et le régional. Cette thèse a déjà été défendue par M. Gol lors du débat sur l'immigration à la Chambre des représentants.

Par ailleurs, M. Hasquin indique dans un septième point que l'actuel projet d'élection d'un Conseil supérieur des musulmans de Belgique traduit la méconnaissance des réalités islamiques. Cet aspect concerne également la problématique des immigrés.

Je m'exprimerai quant à ces deux problèmes, les cinq autres aspects s'intégrant dans la problématique des réfugiés politiques seront traités par le ministre de la Justice et par le secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale.

De interpellant maakte eveneens een amalgaam van de bevoegdheden van de Executieve aan de ene kant en de regering aan de andere kant.

Hij maakte een reeks opmerkingen die rechtstreeks ressorteren onder de bevoegdheid van de Brusselse Executieve. Ik vind dit geen ernstige handelwijze.

Zoals altijd ben ik bereid om de interpellaties die tot mij zijn gericht te beantwoorden. Ik ben politiek verantwoordelijk voor de Koninklijke Commissaris, haar adjunct en hun werkzaamheden.

Dit debat, hoofdzakelijk gebaseerd op het eerste verslag van de Koninklijke Commissaris, betekent een grote steun voor de regering die op dat domein haar eigen verantwoordelijkheid draagt. De regering zal, bijvoorbeeld in verband met de islam of de nationaliteitskeuze, een reeks beslissingen nemen.

Zij is echter niet de enige die verantwoordelijkheid draagt. Er werd een interministeriële conferentie voor het migrantenbeleid opgericht omdat drie politieke niveaus bevoegd zijn voor het voeren van het beleid ter zake.

De nationale instanties zijn bevoegd voor de juridische aangelegenheden, voor de nationaliteitskeuze en voor het erkennen van de islam. De Gemeenschappen zijn bevoegd voor het onderwijs en de Gewesten zijn verantwoordelijk voor de huisvesting.

Indien er aan de basis geen overeenstemming bestaat over de basisoptie, met name het aanvaarden van de integratie van de migranten — de zogenaamde inpassing —, zal een coherent migrantenbeleid onmogelijk zijn.

De ontwerpmotie die de fracties van de meerderheid in de Senaat hebben ondertekend, evenals de motie trouwens die door de fracties van de meerderheid werd ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers, duidt aan dat de meerderheid het beginsel van de integratie aanvaardt. Ik hoop dus dat die ontwerpmoties van de week zullen worden aangenomen in Kamer en Senaat. Het is een vitale stap die ten grondslag ligt aan het beleid dat door de verscheidene politieke overheden, de nationale regering en de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten, kan worden gevoerd.

Die overheden dragen immers de bevoegdheid voor verscheidene essentiële punten van het migrantenbeleid. Indien deze basisconceptie, dus de bereidheid tot integratie van de migranten in onze samenleving, door een van de politieke overheden niet wordt aanvaard, zou het migrantenbeleid vastlopen.

Ik stel dus met genoegen vast dat zowel in de Kamer als in de Senaat de fractievoorzitters van de meerderheidspartijen in hun ontwerpmoties zeggen dat zij uitgaan van het blijvend karakter van de aanwezigheid van mensen van vreemde herkomst en culturen in onze samenleving, dat zij beseffen dat de integratie van deze

mensen in onze samenleving een proces van inpassing is, dat naast een bereidheid tot aanvaarding door onze samenleving van deze mensen, een bereidheid tot aanpassing wordt gevergd en dat zij vaststellen dat er eensgezindheid bestaat over de noodzaak een beleid uit te bouwen dat erop gericht is het samenleven tussen autochtone Belgen en migranten zo goed mogelijk te maken. Tot daar het standpunt dat door de meerderheid in de Senaat wordt ingenomen en dat van wezenlijk belang is.

Ik signaleer u trouwens dat de interministeriële conferentie voor het migrantenbeleid op haar jongste vergadering ook deze basisoptie uit het rapport van het Koninklijk Commissariaat heeft aanvaard. Die vergadering, waaraan afgevaardigden deelnemen van de nationale regeringen en van de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten, heeft dus ook de integratie aanvaard als basis voor het te voeren migrantenbeleid.

Er zullen nu vlug beslissingen volgen. Dit is mijn vierde vooraf-gaande opmerking. De nationale overheid wordt geconfronteerd met beslissingen aangaande de islam, aangaande de nationaliteitskeuze en aangaande een aantal andere punten die voorkomen in het rapport van het Koninklijk Commissariaat. Daarom heeft de nationale regering ook gezegd dat zij het interessant en zelfs noodzakelijk vindt dat er in Kamer en Senaat een debat wordt gevoerd over dit rapport.

Blijkbaar is hierover in het Parlement een misverstand gerezen. Ik heb immers nooit gezegd dat de regering in de loop van januari met een mededeling over het migrantenbeleid en met eigen standpunten ter zake voor het Parlement zou komen. Ik heb wel altijd gesuggereerd dat het rapport van het Koninklijk Commissariaat zou worden besproken in Kamer en Senaat, dat er opties zouden worden vastgelegd en dat de regering dan, in een volgend stadium, met beslissingen zou komen.

Het is mijns inziens verstandig deze beslissingen niet te forceren, te meer omdat de regering verplicht is een coherent beleid op te bouwen samen met de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten. Het rapport van de Koninklijke Commissaris is wel een *momentum* in de besluitvorming inzake de migrantenproblematiek na jaren van immobilisme en passiviteit. Het is het begin van een reeks beslissingen en besluiten die belangrijk zullen zijn. Ik ben trouwens van oordeel dat de benoeming van de Koninklijke Commissaris en haar adjunct een van de beste beslissingen is die ik de vorige jaren aan het hoofd van de regering heb kunnen nemen.

Het is het begin van een reeks beslissingen en van de uitbouw van een echt migrantenbeleid. Ik meen dat het een heel wezenlijke beslissing was. Degenen die indertijd kritiek hebben uitgeoefend indertijd kunnen nu best zwijgen.

De Koninklijke Commissarissen hebben een merkwaardig verslag uitgebracht. Ik signaleer aan de heer Vaes dat het koninklijk besluit bepaalt dat de Koninklijke Commissaris gedurende vier jaar, en dit onafgezien van de politieke verhoudingen, kan werken. Daardoor wordt er een grote autonomie gegeven. De politieke verantwoordelijkheid wordt natuurlijk gedragen door de Eerste minister omdat in onze politieke verhoudingen een Koninklijk Commissaris niet verantwoordelijk kan zijn voor het Parlement.

Over de houding van de regering kan ik het volgende zeggen.

Reeds in de regeringsverklaring die ik op 10 mei 1988 uitsprak voor het Parlement deelde ik mee dat de regering naast de sociaal-economische doelstellingen ook een reeks andere belangrijke maatschappelijke problemen wilde aanpakken. Ik vermeldde in dat kader de bevordering van de harmonieuze samenleving van de migranten en de Belgische bevolking. Dit is niet alleen voor de regering een belangrijke opdracht, maar eveneens voor alle beleidsverantwoordelijken.

Bovendien is sinds het regeringsakkoord gebleken dat de migrantenproblematiek in een stroomversnelling is terechtgekomen en dat de bevolking er in toenemende mate door wordt gesensibiliseerd. Dit is niet verwonderlijk. De migrantenproblematiek uit zich immers in alle belangrijke sectoren van het maatschappelijk leven: de huisvesting, de tewerkstelling, het onderwijs, het welzijns- en gezondsheidsbeleid, de cultuur, de godsdienst en de levensbeschouwing.

Ik ben het eens met de vaststelling dat, te lang, de bevoegde overheden te kort zijn geschoten in het tot stand brengen van een aangepast migrantenbeleid. De toestand was gekarakteriseerd door een een dubbele impasse. De benadering was te fragmentarisch, te zeer beperkt tot wat men vanuit de eigen bevoegdheden kon doen. Verder beperkte men zich vaak tot goede intenties, tot vrijblijvende verklaringen, zonder echte beslissingen te nemen. Kortom versplintering enerzijds, gebrek aan engagement en beslissingen anderzijds, hebben belet dat een echt migrantenbeleid tot stand kwam. Natuurlijk is ook de complexiteit van het migrantenbeleid en het feit dat zovele verschillende instanties op zeer veel verschillende niveaus beleidsverantwoordelijkheid dragen, een factor die de zaken niet vergemakkelijkt. Steden en gemeenten, provincies, Gewesten, Gemeenschappen en de Staat hebben alle een eigen en specifieke verantwoordelijkheid.

Dit alles heeft ons overtuigd van de noodzaak werk te maken van een geïntegreerd migrantenbeleid, waarbij de verschillende bevoegde instanties hun inspanningen bundelen in een gecoördineerde aanpak, en tot gecoördineerde beslissingen komen, die ze ieder op hun niveau ook uitvoeren.

In het eerste rapport van de Koninklijke Commissaris is deze aanzet het essentiële. Het is niet alleen, zoals het rapport ook zegt, een werk van lange adem, maar tevens de basis van een coherent en gecoördineerd beleid dat in ons politiek systeem door verscheidene politieke instanties moet worden uitgevoerd.

Laten wij trouwens niet onderschatten wat het betekent voor de toekomst. Dat geldt niet alleen voor het migrantenbeleid. Dat geldt ook voor het beleid in verband met het leefmilieu. Daar zijn dezelfde moeilijkheden, en daar is eenzelfde vraag naar een gecoördineerd beleid.

De staatssecretaris voor het Leefmilieu zal begin mei deelnemen aan de Noordzeeconferentie. Ik ben toevallig ook voorzitter van de interministeriële conferentie voor het leefmilieu. In de voorbereidende documenten heb ik gelezen dat meer dan 140 produkten die op het ogenblik nog in de rivieren en stromen worden geloosd om dan in de Noordzee terecht te komen, zullen moeten worden verboden. Ons land maakt voorbehoud voor een twintigtal produkten omdat er moeilijkheden waren met Landbouw of met bepaalde Gewesten.

Ook langs de ministeriële conferentie voor het leefmilieu moeten we tot een basisconceptie komen, zoniet zullen we onbekwaam zijn een coherent beleid te voeren. Dat was ook de betekenis van mijn antwoord enkele weken geleden op de interpellatie van mevrouw Mayence die de regering een gebrek aan samenhang in het milieubeleid verweet.

Un double constat me permet donc de réfuter l'affirmation de M. Hasquin, selon laquelle le gouvernement est incapable de mener une action efficace et coordonnée en matière de politique des immigrés. Le 8 novembre 1988, la création du Commissariat royal à la politique des immigrés a fait l'objet d'un consensus au sein du comité de concertation gouvernement-Exécutifs. Vous n'ignorez pas que ce Commissariat a pour mission de formuler des propositions concrètes dans les différents domaines de la politique en question. Ces propositions ont un caractère formel mais qui n'ôte rien, toutefois, aux compétences des différentes instances politiques auxquelles elles s'adressent. En effet, il appartient à chacune de ces instances de prendre une décision au sujet des propositions formulées par le Commissaire royal.

La mission de ce commissaire consiste donc également à veiller à la coordination nécessaire entre les différentes instances politiques compétentes. La réalisation de cet objectif et d'une politique coordonnée constitue donc la mission, comme je l'ai expliqué tout à l'heure, de la conférence interministérielle, dont la présidence est assurée par le Premier ministre. Sans la collaboration des Régions et des Communautés, il est impossible de mener une politique coordonnée et efficace dans notre pays. Cet objectif n'est pas

non plus concevable sans un accord sur la base, la conception même de la politique d'intégration proposée par les Commissaires royaux.

La politique des immigrés, qui devra pouvoir répondre à la diversité commune, doit être inspirée par le concept de base commun dont j'ai parlé. La conférence interministérielle doit veiller à ce qu'une politique réelle soit menée et à ce que la coordination nécessaire soit établie. Lors de sa première réunion, le 7 décembre 1989, cette conférence a pris un certain nombre de décisions en constituant des groupes de travail chargés de la préparation du processus décisionnel. La presse a mentionné, comme seul résultat au niveau du gouvernement, l'existence de treize groupes de travail; il s'agit donc des groupes proposés et créés par le Commissariat royal.

Au cours de la réunion de la conférence interministérielle du 23 janvier de cette année, nous avons tous — le gouvernement ainsi que les Exécutifs des Communautés et des Régions — donné notre accord sur le concept de base du premier rapport semestriel du Commissaire royal. Je vous en rappelle le contenu qui figure aux pages 38 et 39 du rapport: « Concept d'intégration des immigrés dans notre société 1° par la notion d'insertion répondant aux critères suivants:

a) Assimilation là où l'ordre public s'impose.

b) Promotion conséquente d'une insertion la plus poussée conformément aux principes sociaux fondamentaux soutenant la culture du pays d'accueil en tenant à la modernité, à l'émancipation et au pluralisme confirmé dans le sens donné par un Etat occidental moderne.

c) Respect sans équivoque de la diversité culturelle en tant qu'enrichissement réciproque dans les autres domaines.

Ce concept d'intégration va de pair avec une promotion de l'implication structurelle des minorités aux activités et objectifs des pouvoirs publics. »

Au cours de la prochaine réunion de la conférence interministérielle prévue à la fin du mois de février, nous examinerons plusieurs propositions importantes relatives à la politique à l'immigration et nous prendrons des décisions, notamment en ce qui concerne l'islam.

J'en arrive aux questions spécifiques posées par les intervenants, et tout d'abord à celle relative à la soi-disant méconnaissance de la réalité de l'islam par l'actuel projet d'un Conseil supérieur des musulmans de Belgique. Il s'agit du septième point évoqué par M. Hasquin.

Permettez-moi de préciser, une fois de plus, que la mission du Commissariat royal consiste à formuler des propositions, et qu'il appartient au gouvernement et au Parlement de prendre les décisions. Il n'existe donc pas actuellement de projet organisant des élections pour un Conseil supérieur de l'islam, et je répète que la décision qui sera prise au sein du gouvernement sera proposée à la conférence interministérielle du mois de février.

A la demande du Commissariat royal à la politique des immigrés, la problématique de l'islam et la reconnaissance de l'islam ont été retenues comme points tout à fait prioritaires dans la politique des immigrés.

Je suis persuadé que ce choix se justifie. En effet, déjà en 1974, le Parlement avait adopté des mesures législatives relatives à l'islam, et en 1978, un arrêté royal organisant certains aspects relatifs à la reconnaissance de l'islam avait été promulgué, mais jusqu'à présent, cette loi et cet arrêté royal sont restés lettre morte en ce qui concerne la gestion des biens temporels du culte.

En outre, la problématique de l'islam relève du pouvoir national, et plus spécialement du département de la Justice pour la reconnaissance des cultes, mais aussi des Communautés, en ce qui concerne l'enseignement et la nomination des enseignants.

Par conséquent, sur ces deux points, une décision devra s'appuyer sur un large consensus. Lorsque la décision interviendra, elle devra concilier différents aspects: nos coutumes, les dispositions légales et constitutionnelles relatives aux rapports entre l'Etat et le culte, la réalité propre de l'islam et de la communauté islamique en Belgique, la nomination d'enseignants islamiques, conformément à la loi sur le pacte scolaire de 1959, ainsi que l'intégration nécessaire.

J'aborde une autre question de M. Hasquin, concernant l'éventualité d'une liaison directe entre Bruxelles et Accra. Le ministre des Communications m'a transmis la réponse suivante: en ce qui concerne la première question, l'information suivant laquelle la Sabena a l'intention d'ouvrir prochainement une liaison directe entre Bruxelles et Accra est démentie. De ce fait, la deuxième question devient sans objet en raison de la réponse à la première question.

En ce qui concerne la troisième question se rapportant à la loi du 15 juillet 1987 relative aux réfugiés et à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est précisé qu'il appartient au pouvoir judiciaire et non au gouvernement de poursuivre les infractions éventuellement commises.

Mijnheer de Voorzitter, ik wil mijn antwoord besluiten als volgt. De benoeming van de Koninklijke Commissaris en haar adjunct en hun eerste rapport zijn ongetwijfeld gewichtige momenten in het uitbouwen van een echt migrantenbeleid. Het spreekt vanzelf dat er coherentie nodig is in het optreden van de verschillende politieke instanties die op dat domein bevoegdheid dragen. Ik denk aan de Gemeenschappen, voor het onderwijs, de Gewesten, voor de huisvesting, de nationale overheid, voor een hele reeks juridische aangelegenheden. Het was een belangrijke beslissing een koninklijk commissariaat te creëren. Het werk dat daar werd verricht verdient al onze waardering en gelukwensen, zoals ettelijke sprekers hebben gezegd. In een tijdsspanne van enkele maanden werd prachtig werk verricht.

Wij constateren dat vele ambassades zeer geïnteresseerd zijn in dit eerste rapport en het ter inzage hebben gevraagd. Sommige landen van Centraal-Europa, zoals Hongarije, richten zich tot ons voor toelichting omtrent het onthaal en de wetgeving over vreemdelingen en migranten. De Franse regering heeft wezenlijk niets anders gedaan dan de door ons voorgestelde initiatieven over te nemen. Er bestaat in Frankrijk ook een ministercomité dat om de veertien dagen bijeenkomt. Er is een directeur-generaal met een coördinatie-opdracht aangesteld. In zijn uitstekende antwoorden heeft de voorzitter van de Europese Commissie, de heer Jacques Delors, onlangs verklaard dat hij onder meer onomwonden voor het gemeentelijk stemrecht van de migranten gewonnen is, maar dat hij anderzijds het oprukkende militante islam-fundamentalisme als één van de grootste bedreigingen ziet voor Europa.

Op het Europese vlak wens ik op te merken dat zowel mijn Nederlandse collega, minister-president Lubbers, als ikzelf reeds tweemaal op een Europese top ten sterkste hebben aangedrongen opdat ook de Commissie een migrantennota en voorstellen indient in het kader van de Europese Gemeenschap. Ook de Zwitserse regering heeft in haar uitstekende rapporten over de vreemdelingenproblematiek duidelijk gemaakt dat zij alle heil verwacht van een Europese aanpak.

Het behoort dus tot onze politieke verantwoordelijkheid het probleem van het migrantenbeleid en de politieke vluchtelingen op Europees vlak opnieuw aan de orde te brengen.

Het probleem van de politieke vluchtelingen vormt een tweede zwaarwichtig dossier dat telkens opnieuw wordt gemengd met de discussie over de migranten. De verantwoordelijke minister en staatssecretaris zullen antwoorden op de vragen die daaromtrent werden gesteld. Dit is één van de vraagstukken die wij ook op een efficiënte manier moeten aanpakken.

Het probleem zelf wens ik te onderscheiden van wat hier het voorwerp was van de discussie, op basis van het rapport van de Koninklijke Commissaris. De Koninklijke Commissaris zal ook in een volgend rapport handelen over het vraagstuk van de zes Brusselse gemeenten. Ze zal een tussentijds rapport overmaken aan de regering, met een evaluatie en met voorstellen, zoals werd afgesproken met de minister van Justitie. In haar eerste rapport heeft zij trouwens aangekondigd dat zij in een volgend verslag zal handelen over de voorstellen van beleid op het gemeentelijk vlak.

Ik meen dat de kritiek op de regering inzake het migrantenbeleid onterecht was. Er zal onmiddellijk worden geantwoord op de vragen omtrent de politieke vluchtelingen. Ik denk integendeel dat wij met de bevoegdheidsverdeling die in ons land bestaat, met de behoefte aan een gemeenschappelijke basisoptie, goed hebben

gehandeld zowel in de benoeming van de Koninklijke Commissaris, in de creatie van de interministeriële conferentie als in de tijd die wij nemen om bepaalde beslissingen te treffen, in samenspraak met de Gewesten, en ze nadien voor het Parlement te verdedigen.

Dit is de enige manier om de dubbele impasse waarover ik het daarnet had, te kunnen doorbreken. Men kan betreuren dat het initiatief te laat komt. Dat is ongetwijfeld zo, maar daarom hoeven wij ons niet aan onze verantwoordelijkheid te onttrekken. Het debat in de Senaat was, evenals het debat in de Kamer, een merkwaardig debat. Het was geen eigenaardig debat maar wel een opmerkelijk debat dat in ruime mate zal bijdragen tot het concipiëren van het migrantenbeleid. *(Applaus.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Smet.

Mevrouw Smet, staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, toegevoegd aan de Eerste minister. — Mijnheer de Voorzitter, in een debat over politieke vluchtelingen valt het mij telkens op hoeveel tegenstrijdigheden worden naar voren gebracht afhankelijk van de streek waar men woont. Vertegenwoordigers van de Brusselse regio komen hier op de tribune pleiten voor een sterke spreiding van de politieke vluchtelingen, liefst met opvangcentra op andere plaatsen in het land, terwijl vertegenwoordigers van andere regio's of gemeenten, komen pleiten voor een beperking van de spreiding.

Voor de goede gang van zaken, wens ik een en ander te verduidelijken. De vraag werd gesteld welke de bevoegdheid is van de nationale overheid inzake politieke vluchtelingen. Deze is tweevoudig: enerzijds de toelating tot het grondgebied en de erkenningsprocedure die onder de bevoegdheid vallen van de minister van Justitie terwijl anderzijds ikzelf verantwoordelijk ben voor de eerste opvang en de organisatie van de spreiding van de nieuwe asielzoekers, dus de kandidaat-politieke vluchtelingen. Voor de erkende vluchtelingen zijn de Gewesten en de Gemeenschappen verantwoordelijk, zoals dit het geval is voor de migranten in het algemeen.

Wanneer een vluchteling erkend is, geniet hij grotendeels dezelfde rechten als de Belgen, wat meer is dan andere migranten. Het nationaal opvangbeleid is dus beperkt tot de nieuwe asielzoekers, de kandidaat-politieke vluchtelingen.

Ik wil even ingaan op de cijfers. Men heeft de indruk gekregen, vooral naar aanleiding van het feit dat zich de jongste tijd opnieuw meer vluchtelingen aanmelden, dat ons land een van die paradijzen is waar men gemakkelijk binnen kan en waar een grote toevloed is van vluchtelingen. Van de 300 000 asielaanvragen die in 1989 in Europa werden ingediend, waren er 8 000 voor België, 14 000 voor Nederland, 22 000 voor Zwitserland en 60 000 voor Frankrijk. Het is dan ook nuttig alles in perspectief te plaatsen en sommige zaken te relativeren.

Voor de eerste opvang van asielaanvragers hebben wij een enorme inspanning gedaan, zowel op wetgevend vlak als in de praktijk.

Wij hebben een wetgeving ingevoerd die het mogelijk maakt de financiële situatie van de OCMW's te verbeteren door voorschotten te geven en tijdig terug te betalen.

Degenen die klagen over de niet-terugbetaling moeten weten dat de situatie er vijf jaar geleden helemaal anders uitzag. Toen was men drie tot vier jaar achter met de terugbetaling aan de OCMW's. Indien dit nu het geval is, is dit vaak te wijten aan het OCMW dat de vereiste staten niet tijdig heeft ingestuurd. Op dit ogenblik zijn wij grotendeels bij.

Er wordt ook meer geld ter beschikking gesteld van de OCMW's. Er werd een regeling uitgewerkt waarbij het OCMW dat met mij een akkoord sluit een bijkomende vergoeding geniet voor de eerste installatie van politieke vluchtelingen. Dat is een bijkomende vergoeding die vroeger niet bestond.

Wij hebben het Klein Kasteeltje uitgerust met materiaal en met personeel; er zijn 72 personeelsleden. Wij hebben tenslotte op vrijwillige basis — en ik kan niet anders, want er is geen wetgevende basis om het anders te doen — aan de OCMW's gevraagd om allemaal een deel van de lasten, want het wordt als een last beschouwd, van de opvang van kandidaat-vluchtelingen op zich te nemen. Er is geen wettelijke basis om de OCMW's daartoe te verplichten. Trouwens, als ik zie welke moeilijkheden men nu reeds maakt rond reeds bestaande wettelijke verplichtingen, zoals de inschrijving in het vreemdelingenregister, of het verlenen van sociale hulp op basis van de OCMW-wet, dan twijfel ik er ten sterkste aan dat een wetgevend initiatief ter zake enig resultaat zou opleveren.

Zoals ik reeds zei werd dus de eerste centrale opvang gerealiseerd. Dat klinkt misschien vanzelfsprekend, maar het betekent een grote belasting voor mezelf en voor mijn directe medewerkers. Immers, alle kleine moeilijkheden in verband met het Klein Kasteeltje komen terecht op het kabinet en moeten daar een oplossing krijgen. Eén van de voorbeelden daarvan zal straks in de interpellatie van senator Vandenhaute ter sprake komen.

Het spreidingsplan dat wij hebben voorgesteld is gebaseerd op een vraag van de OCMW's om één kandidaat politiek vluchteling of erkende vluchteling op te nemen per 1 000 inwoners. Aangezien de 19 Brusselse gemeenten reeds boven dit criterium komen, wordt hun vanuit het Klein Kasteeltje nooit gevraagd nieuwe asielzoekers op te nemen.

Alle interpellaties die ertoe strekken ten aanzien van de 19 Brusselse gemeenten een ander beleid te vragen, zijn op niets gebaseerd. Van bij de start in 1986 van het Kleine Kasteeltje zitten zij boven het voorgestelde objectief. Vanuit het geleide spreidingsplan wordt aan de Brusselse OCMW's nooit gevraagd om bijkomende vluchtelingen op te nemen. Daarnaast zijn er vluchtelingen die op eigen initiatief een verblijf zoeken...

De heer Valkeniers. — Maar ze zitten er toch mee !

Mevrouw Smet, staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, toegevoegd aan de Eerste minister. — ... want zij zijn vrij zich te vestigen waar zij wensen.

Wat is nu het resultaat geweest van dit spreidingsplan ? In 1986 werden ongeveer 9 000 asielzoekers gesteund door de OCMW's. Zij werden gesteund door 25 pct. van het totaal aantal OCMW's; dus één vierde van de OCMW's nam de totaliteit van de asielzoekers te hunnen laste. Momenteel worden 11 000 asielzoekers en erkende vluchtelingen gesteund door de OCMW's, dus nauwelijks meer dan in 1986.

Dit is niet fenomenaal veel, hoewel men de indruk geeft dat er veel meer zijn. Zij worden opgevangen door 70 pct. van de OCMW's. Dus, in 1986 zorgde één vierde van de OCMW's voor de opvang, nu drie vierden van de OCMW's.

Een aantal belangrijke tendenzen zijn de volgende. Ten eerste, het aantal OCMW's met asielzoekers is aanzienlijk toegenomen. Ik heb de cijfers gegeven.

Ten tweede is het aantal gesteunde asielzoekers in de grote steden over het algemeen afgenomen. Dat was ook het doel van het spreidingsplan. Vanuit het Klein Kasteeltje hebben wij geen nieuwe asielzoekers naar de grote steden gestuurd. Sinds het einde van 1986 werden in het totaal 3 051 nieuwe asielzoekers verspreid over de gemeenten in Vlaanderen en Wallonië die beneden het quotum bleven, dus niet naar Brussel.

Zo kom ik bij de cijfers voor Brussel. Het totale aantal gesteunde asielzoekers en erkende politieke vluchtelingen samen bedroeg in 1986 4 500. De jongste beschikbare gegeven dateren van eind 1988, want om cijfers van Brusselse OCMW's te krijgen moet men hemel en aarde bewegen. Op het einde van 1988 ging het om 3 438 personen, dit wil zeggen 1 000 minder dan op het einde van 1986. De klacht van de Brusselse OCMW's, die vanop deze tribune werd geuit, is dus onterecht.

De moeilijkheden die blijven rijzen en waarop de minister van Justitie ongetwijfeld verder zal ingaan, zijn de stijging van het aantal asielaanvragen, vooral de jongste maanden, en de vertragingen in de erkenningsprocedure die hiervan het gevolg zijn. Dit heeft op zijn beurt tot gevolg dat het Kleine Kasteeltje in december overbelast was. De regering heeft toen de beslissing genomen een contract te sluiten met het Rode Kruis om deze situatie tijdelijk op te lossen. Voor een periode van zes maanden werden via het Rode Kruis 500 bijkomende plaatsen ter beschikking gesteld verspreid over het hele land. Hiervan is op het ogenblik de helft in gebruik.

In de gemeenten waar de asielzoekers zullen terechtkomen, bijvoorbeeld Oostende en Virton, is de situatie evenmin gemakkelijk, want niemand staat te springen om asielzoekers op te nemen, ondanks alle grote woorden over openheid van de gemeenten en gastvrijheid van ons land. De dagelijkse praktijk brengt een groot aantal moeilijkheden van praktische aard met zich, die ik begrijp, maar waarmee wij toch maar geconfronteerd worden.

Binnenkort zal ik de regering voorstellen om het contract met het Rode Kruis met zes maanden te verlengen, zodat wij gedurende een jaar kunnen samenwerken.

Ons probleem zou opgelost zijn indien de ontvankelijkheidsprocedure en de erkenningsprocedure vlugger zouden verlopen. Daar ligt de kern van de zaak, niet in de vermenigvuldiging van het aantal Kleine Kasteeltjes. Dat is *kurieren am Symptom.* Wij moeten de dossiers snel afhandelen, zodat een duidelijke beslissing kan worden genomen over de 20 pct. van de aanvragen die uiteindelijk worden erkend. Ik ben ervan overtuigd dat deze 20 pct. echte, erkende politieke vluchtelingen, door de OCMW's, de bevolking en de gemeentelijke politieke overheden bereidwillig zullen worden opgevangen. De erkenningsprocedure dient om die mensen te onderscheiden van de overige 80 pct. die niet worden erkend. Daaruit moeten ook de besluiten worden getrokken. Dit is de enige oplossing en ik verzet mij tegen een oplossing die bestaat in het vermenigvuldigen van het aantal Kleine Kasteeltjes. *(Applaus.)*

M. le Président. — La parole est à M. Wathelet, Vice-Premier ministre.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, je répondrai plus particulièrement aux questions posées à propos des réfugiés par M. Hasquin et d'autres intervenants et profiterai de l'occasion pour fournir à M. Vandenhaute toutes les informations qu'il souhaite. En effet, sa question orale, qui doit encore être développée rejoint sur de nombreux points les diverses questions posées à ce sujet. M. Vandenhaute étant davantage précis à certains égards, je ferai de mon mieux pour que les éléments de réponses le soient également.

M. Hasquin a émis quelques remarques à propos de la disparition de candidats réfugiés se trouvant en zone de transit. Il a notamment évoqué la facilité qu'il y aurait à renvoyer, presque collectivement, les candidats réfugiés venant de certains pays en instaurant une ligne directe — M. le Premier ministre y a fait allusion — ainsi que la non-poursuite des compagnies aériennes.

Il est exact que des candidats réfugiés parviennent à déjouer le contrôle des forces de la gendarmerie pour pénétrer illégalement sur notre territoire à partir de la zone de transit. Je signale qu'il arrive également aux Belges de déjouer pareil contrôle. Il ne s'agit dès lors pas d'un problème spécifique aux réfugiés, mais d'une question de sécurité globale inhérente à notre aéroport. Il est établi que des voyageurs en zone de transit parviennent à déjouer l'attention des forces de l'ordre. Pour faciliter les choses, d'aucuns ont considéré qu'à l'aéroport, les candidats réfugiés se trouvaient en situation de détention illégale. Certains avocats ont d'ailleurs estimé que puisque la porte qui donnait sur la piste était ouverte, les candidats réfugiés ne se trouvaient plus en zone de détention. Il est évident qu'une porte ouverte offre davantage d'occasions de fuite qu'une porte fermée. Les avocats ont mentionné ce fait au cours de leur plaidoirie. Il importe toutefois de remarquer qu'un nombre non négligeable de candidats réfugiés réembarquent volontairement, au cours de la procédure, vers leur pays d'origine, rendant de la sorte très difficile une évaluation précise du nombre de ceux qui pénètrent frauduleusement en Belgique.

En ce qui concerne l'éloignement des réfugiés qui ne sont pas reconnus ou qui n'ont aucune chance de l'être, nous devons attendre la décision finale. Dans ce domaine, les éléments extérieurs comptent beaucoup, notamment la possibilité d'imposer le rapatriement. En effet, il faut obtenir la collaboration de la gendarmerie, ce qui n'est pas chose aisée, puisque son action avait été critiquée lors d'un cas malheureux impliquant un citoyen zaïrois. La gendarmerie accusée, selon elle, à tort, hésite à offrir sa collaboration au renvoi, sous escorte, de certains étrangers illégaux ou de certains réfugiés non reconnus. La situation se présente de la même manière pour ce qui concerne les compagnies aériennes.

Vous n'ignorez certainement pas qu'après Dieu et peut-être même avant Lui, le pilote est seul maître à bord. Tel est également le cas lorsqu'il s'agit d'obtenir, pour ceux qui ont une nationalité, les documents de séjour du pays où on les renvoie parce qu'on présume que c'est de ce pays qu'ils viennent. Ce pays indique généralement que, sur sa liste, il est impossible de trouver le nom de l'étranger en question. De nombreux problèmes d'organisation se posent, c'est indéniable, et l'absence d'une ligne directe entre Bruxelles et Accra en est un. Mais il n'est cependant pas question que la Sabena en crée une, M. Dehaene l'a fait savoir au Premier ministre.

Quant aux complicités dont se rendent coupables certaines compagnies aériennes, au niveau de l'organisation de filières, pour amener chez nous des réfugiés « purement économiques », j'ai donné une injonction positive — cette notion fera peut-être l'objet d'un débat à la Commission d'enquête sur le banditisme et le terrorisme — de poursuivre les compagnies aériennes présumées de se rendre coupables de pareils délits.

Suivie ou non d'effets, cette injonction positive a déterminé des compagnies aériennes à stopper un certain nombre de comportements. Je ne les citerai pas pour éviter toute publicité, mais ces compagnies amenant un avion plein de citoyens ghanéens et aucun n'étant en possession de documents ou en position de pouvoir revendiquer, même au premier stade, auprès du Commissariat général des réfugiés apatrides, une quelconque chance d'être reconnu, il est difficile de ne pas y voir au moins une négligence, sinon une complicité d'organisation de filière.

J'en viens au point plus général de la loi de 1987 : la procédure de reconnaissance.

On a parlé de la volonté « d'émasculer la loi de 1987 ». Ces termes, à la fois vagues et ambigus, prêteraient à sourire si la problématique des demandeurs d'asile n'était à ce point sérieuse et préoccupante.

En fait, la loi de 1987 est un compromis. Alors qu'aujourd'hui tout le monde s'entend à dénoncer la longueur de la procédure, nombre de voix se sont élevées au Parlement, en 1987, pour qualifier d'expéditive la procédure mise sur pied dans la loi. Des propositions très concrètes avaient été introduites pour ajouter à l'actuelle procédure, au moins deux autres degrés d'interventions possibles, à savoir l'action en référé auprès des tribunaux.

La procédure compte aujourd'hui quatre stades, deux de recevabilité et deux quant au fond, avec la possibilité pour tout étranger, d'aller devant le tribunal de première instance pour contester le pays de renvoi, plus la possibilité d'aller au Conseil d'Etat, plus les diverses possibilités que l'on invente, l'imagination juridique étant au pouvoir — on a ainsi évoqué ce procès pour détention arbitraire à Bruxelles nationale — ce qui, manifestement, amène des délais supplémentaires. La longueur de cette procédure — cette dernière dure parfois deux ou trois ans, mais compte tenu du manque de personnel et des délais incompressibles il est impossible de descendre en dessous de six mois —, la longueur de cette procédure, disais-je, est préjudiciable au candidat, au pays et, sur le plan budgétaire, argument dont il me faut aussi parler, même s'il est accessoire, car il faut aussi les moyens de payer la démocratie !

J'ajoute, à l'adresse de M. Hasquin, qui trouve les solutions aisées, que les possibilités d'application de la loi de 1987, alors que cette dernière était votée, n'avaient pas été étudiées que ce soit en termes de personnel, j'y reviendrai, ou en termes d'installation des instances compétentes pour certains degrés de la procédure.

En mai 1988, lors de mon arrivée au département de la Justice, la commission d'appel n'existait pas, soit plus d'un an après le vote de la loi. Vous imaginez l'intérêt, pour le procédurier, d'introduire un recours auprès de la commission permanente, puisqu'elle n'existait pas, afin de gagner du temps et on sait qu'en l'occurrence, le temps, pour une série de raisons, bonnes ou mauvaises, humanitaires ou familiales, donne finalement un droit que le droit lui-même veut refuser. Il a donc fallu, d'une part, mettre sur pied la Commission permanente de recours et, d'autre part, calculer les besoins en personnel.

Je rappelle que l'année 1989 fut une année spéciale puisque le nombre des demandes est passé de 4 400 à 8 100, ce qui n'est pas exceptionnel en soi puisque ce nombre passe, en France, de 35 000 à 60 000, de 1988 à 1989, et aux Pays-Bas, de 7 500 à 14 000.

Dans ce contexte difficile, je signale à l'adresse de l'administration — en effet, il faut motiver les gens qui travaillent au Petit-Château, à l'aéroport de Bruxelles national, à l'Office des étrangers, au Commissariat général ou à la Commission permanente de recours — qu'un effort considérable a été fourni par le personnel s'occupant du traitement des dossiers des demandeurs d'asile.

Quelle est la situation en ce qui concerne le personnel ? Le gouvernement a décidé de recruter 108 personnes supplémentaires qui seront affectées à la procédure d'examen des demandes d'asile.

Nous avons ainsi fait le point de l'état de recrutement.

M. Hasquin s'interroge sur la longueur de la procédure.

Je lui répondrai qu'elle résulte généralement de lois qu'il a votées.

J'ai reçu, le 2 mai 1989, l'autorisation du Conseil des ministres de recruter 31 agents statutaires pour l'Office des étrangers; 28 agents sont en service, 1 agent va entrer prochainement et 2 engagements sont en cours.

Par autorisation du Conseil des ministres du 17 novembre 1989, je puis recruter 5 agents statutaires pour l'Office des étrangers. Ces agents entreront en service le 15 février 1990 ou le 1er mars au plus tard.

Le Conseil des ministres du 22 décembre 1989 m'autorise à recruter 8 agents statutaires pour l'Office des étrangers. La procédure est en cours. La demande a été adressée au Secrétariat permanent de recrutement le 8 janvier 1990.

Par autorisation du Conseil des ministres du 10 novembre 1989, je puis, d'autre part, faire appel à 44 agents contractuels subventionnés; 30 pour l'Office des étrangers et 14 pour le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

En ce qui concerne le contingent de 30 ACS pour l'Office des étrangers, 14 vont entrer en service le 2 février 1990, 8, le 15 février 1990, 1 le 1er mars 1990 et 7 sont en cours de recrutement.

Pour ce qui regarde le contingent de 14 ACS pour le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, 9 agents vont entrer en service le 2 février 1990 et 5 recrutements sont en cours.

Quant à la décision du Conseil des ministres du 22 décembre 1989, de détacher des miliciens juristes au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, la procédure de détachement de 20 miliciens est en cours. M. Coëme, ministre de la Défense nationale, m'a téléphoné aujourd'hui pour me signaler que plusieurs d'entre eux entreraient en service cette semaine et, en tout cas, 10 dès la fin de la semaine prochaine.

J'aborderai tout à l'heure la procédure.

J'ai mis en place la Commission permanente de recours qui fonctionne normalement. Elle est d'ailleurs d'ores et déjà en train de résorber partiellement son arriéré. Ce dernier est, en tout cas, largement stabilisé même si l'on tient compte de l'augmentation. En 1990, les effets de l'augmentation de 1989 se feront sentir et il faudra réexaminer la situation à ce moment-là.

Je voudrais répondre, à présent, de manière plus spécifique à la question posée par M. Vandenhaute. Il est vrai que la présence de demandeurs d'asile se concentre principalement à Bruxelles, au niveau de l'entrée, et très souvent au niveau du séjour subséquent. Les éléments justifiant cette situation sont clairs. C'est en effet, à Bruxelles, que sont implantés l'Office des étrangers, le Commissariat général, la Commission permanente et le Haut Commissariat des Nations Unies.

Par ailleurs, le Petit-Château ainsi que l'aéroport de Bruxelles national constituent le centre d'accueil.

Il existe donc, à Bruxelles, une infrastructure sociale. Il est indéniable que beaucoup de réfugiés arrivent à Bruxelles et y restent pendant le temps de la procédure.

Je rappelle que, depuis le 15 mai 1985, il est interdit à certains étrangers, notamment aux candidats-réfugiés, de séjourner dans six communes de la Région de Bruxelles-Capitale, à savoir: Anderlecht, Forest, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeek.

A l'initiative de Mme Smet, un plan de répartition des demandeurs d'asile sur l'ensemble du territoire du royaume a été mis en œuvre. Elle a souligné à la fois les raisons pour lesquelles elle avait instauré ce système et ses difficultés d'application.

J'ajoute qu'il s'impose que les services de l'Office des étrangers soient eux-mêmes en état de faire face au traitement des nombreux dossiers de candidats réfugiés se trouvant au Petit-Château, à Ostende ou à Virton, comme on l'a dit tout à l'heure. En effet, la loi exige un interrogatoire individuel des demandeurs d'asile et je tiens à l'appliquer. Le plus souvent, un interprète est requis. Nous ne pouvons pas demander à tous ceux qui viennent de différents pays du monde de parler nécessairement le français, le néerlandais ou même l'anglais. C'est évidemment source de problèmes difficiles à résoudre. Par ailleurs, nous devons aussi prendre en charge la poursuite de la procédure sur la recevabilité et, éventuellement, au fond.

Quant à l'établissement d'un quota fixe au-delà duquel les bourgmestres des communes de la Région de Bruxelles-Capitale pourraient refuser légalement l'inscription de nouveaux candidats réfugiés, j'ai déjà mentionné, monsieur Vandenhaute, qu'actuellement, l'interdiction d'inscrire des demandeurs d'asile était en vigueur dans six communes bruxelloises, mais en vertu d'une procédure organisée par la loi elle-même. L'arrêté royal du 7 mai 1985 prévoit que cette interdiction ne sera plus d'application à partir du 7 mai de cette année.

Toutefois, j'ai déjà envisagé d'entamer la procédure prévue par l'article 18*bis* de la loi du 15 décembre 1980 en vue de permettre à certaines communes de la Région de Bruxelles-Capitale de bénéficier de la prolongation de l'arrêté royal pris en 1985. A l'heure actuelle, j'ai reçu trois demandes allant dans ce sens. Elles ont été émises par les communes de Schaerbeek, Saint-Josse et Saint-Gilles. Selon des dispositions de la loi, j'ai demandé à ces communes de me faire parvenir l'avis positif du conseil communal appuyant la demande formulée par le collège échevinal et nécessitant un vote à une majorité des deux tiers.

Quant aux communes des Régions flamande et wallonne qui refusent l'inscription des demandeurs d'asile, je ne puis que rappeler que si aucun arrêté royal ou aucune décision ministérielle n'intervient à la suite d'une demande introduite par la commune, conformément à la procédure prévue par la loi, cette commune se trouve dans une situation illégale. Ma circulaire du 13 mars 1989 relative à la procédure de demande du statut de réfugié rappelait expressément cette disposition aux bourgmestres.

Par ailleurs, je tiens à attirer votre attention sur le fait que le ministre de la Justice n'est pas l'autorité de tutelle chargée de contrôler les actes posés par les pouvoirs communaux tels que les refus d'inscription des demandeurs d'asile dans leurs registres.

D'aucuns ont évoqué le pouvoir d'exclure ou de renvoyer les candidats non reconnus. A cet égard, le temps est à la fois un adversaire et un élément important même au niveau du droit. Souvent, après l'écoulement du temps requis par une procédure trop longue, des bourgmestres ou des communes m'informent que ma décision, quelque régulière qu'elle soit — confortée par le tribunal, par le Conseil d'Etat, par le Commissariat général ou la Commission permanente de recours — ne sera pas respectée. Bien sûr, on peut se référer aux dispositions de la loi et devenir raisonnable sur le point juridique. Cependant, il convient également de tenir compte du problème humain.

En effet, lorsque des personnes ont vécu plusieurs années sur notre territoire et ont fait l'objet d'une procédure non encore terminée, d'autres liens que des liens juridiques se créent. Elles se sont intégrées dans une commune qui ne fait peut-être pas partie de la Région de Bruxelles-Capitale car il peut, en effet, s'agir de régions rurales flamandes ou wallonnes.

Dans la mesure où ces personnes se sont intégrées et où leurs enfants ont fréquenté nos écoles pendant plusieurs années, ce qui est heureux, il est clair que le problème se pose de manière différente.

Par ailleurs, comme c'est le cas actuellement, la possibilité de régularisation est envisagée non plus sur base de la loi relative aux réfugiés puisque les autorités compétentes pour statuer quant au fonds ont émis une décision négative, mais sur base de l'article 9, paragraphe 3, de la loi de 1980. Cette dernière, pour des raisons

exceptionnelles et humanitaires, permet au ministre de la Justice de délivrer un titre de séjour chez nous à un étranger ou à une famille étrangère.

M. Valkeniers a fait observer avec raison que les procédures sont trop longues. Il est illusoire de vouloir renvoyer des candidats non reconnus alors qu'ils sont en Belgique depuis quatre ou cinq ans. Ceci confirme, en fait, les propos que je viens de tenir.

On a également fait remarquer que nous devrions avoir le courage d'en renvoyer afin d'en démotiver d'autres dans leur souhait de venir chez nous. En d'autres termes, nous devons avoir le courage d'organiser le système de manière efficiente sur le plan de la procédure et essayer de prévoir, y compris peut-être par des délais de rigueur, que le délai maximum sera d'une durée de six mois.

Suivant en cela les recommandations des Nations Unies, après cette période de six mois, nous devons absolument faire en sorte, afin de protéger les vrais réfugiés et les étrangers qui résident légalement sur notre territoire, que les mesures d'éloignement soient efficaces. S'ils peuvent rester chez nous tant légalement qu'illégalement, nous rendons un mauvais service à tous les étrangers. Les situations illégales se prolongent par l'utilisation de moyens non conformes à notre loi. Partant, nous portons atteinte à la situation des étrangers légalement installés en Belgique.

A cet égard, j'ai beaucoup apprécié le plaidoyer de notre collègue, M. Borin, dont les parents, voici cinquante-six ans, ont été accueillis chez nous parce que nous ne pratiquions ni la xénophobie ni le racisme.

Dans la mesure où un trop grand nombre d'illégaux vivraient chez nous, dans la mesure où la loi ne serait pas appliquée, les étrangers légalement installés chez nous en subiraient les conséquences. Je ne dois pas vous démontrer qu'il en serait aussi de même pour la population belge.

On pourrait imaginer qu'après les modifications quant au personnel, qu'après le délai de six mois, la poursuite des compagnies aériennes et une organisation pratique meilleure du rapatriement des illégaux, on modifie aussi la loi sur l'accueil des réfugiés.

Certains d'entre vous, dont M. Hasquin, se sont posé la question de savoir s'il ne conviendrait pas, en première instance, d'accorder la compétence au ministre et, en appel, au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. M. Pataer a, je pense, déposé une proposition en ce sens.

Si l'avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est favorable, je permets au commissariat d'examiner la demande quant au fond. Je suis également l'avis du commissaire en cas d'avis défavorable. Mais je rappelle que la volonté du législateur de 1987 a été de laisser au pouvoir exécutif, et sous le contrôle du Parlement, le soin de pouvoir prendre au moment de l'examen de la recevabilité, une décision qui peut être définitive.

Par ailleurs, modifier la loi de 1987 ne résoudrait pas à court terme les problèmes que vous avez soulevés. Vous savez les débats qu'entraînerait une telle modification. De plus, si je présentais au Parlement un système allégé qui supprimerait des degrés de procédure, je risquerais de ressortir avec une loi qui prévoirait, au contraire, un nombre accru de degrés.

En outre, à long terme, les modifications apportées à la suite d'une discussion théorique, généreuse et générale risqueraient de se retourner finalement contre les objectifs qui avaient motivé l'initiative.

Sur le plan législatif, donnons-nous le temps de faire en sorte que cette loi de 1987 soit appliquée de manière efficace. Si la loi devait finalement être modifiée, elle devrait l'être dans le sens d'un allégement de la procédure, mais je ne suis pas sûr que les discussions au Parlement aboutiraient à un tel résultat. Le président et les membres de la commission de la Justice pourront témoigner que lorsque nous imaginons des procédures, nous essayons de penser à tout — délais, garanties, procédures et formes —, ce qui ne simplifie pas le système. Dès lors, je ne recourrai à cette solution qu'en tout dernier recours.

Le problème de la nationalité abordé par le Premier ministre a été traité largement au Parlement voici quelques années et c'est dans cette même enceinte que le débat doit reprendre en cas de nécessité. De nombreuses propositions pourraient s'ajouter à celles du Commissaire royal aux immigrés.

Par ailleurs, sur le plan de la reconnaissance de la religion musulmane, je me réfère à la réponse du Premier ministre. Les suggestions émises par le Commissaire royal et par son adjoint sont certes intéressantes. Je rappelle cependant que nous n'avons pas le pouvoir de décision puisque le Conseil d'Etat a indiqué à mon prédécesseur — bien que son initiative soit louable — qu'il n'avait pas le pouvoir d'imposer, mais seulement celui de reconnaître ou de ne pas reconnaître. Cet avis me concerne également, me semble-t-il.

Les contacts pris par le Commissaire royal et son adjoint en vue d'aboutir à une solution qui agrée à l'ensemble des parties constituent certainement la bonne démarche. Les modalités doivent être discutées; elles feront l'objet de la conférence interministérielle dont le Premier ministre a parlé. Le gouvernement n'a pas encore accepté les propositions du Commissariat royal. Nous les discutons afin de déterminer au terme de quelles procédures ou de quelles démarches nous serons prêts à accorder aux représentants de la religion musulmane la reconnaissance qu'ils attendent. *(Applaudissements.)*

M. le Président. — En conclusion de cette interpellation, j'ai reçu trois motions.

La première émane de Mmes Herman et Delruelle et est ainsi rédigée:

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. Hervé Hasquin sur les carences du gouvernement en matière de politique d'immigration et les intervenants successifs;

Ayant entendu la réponse du gouvernement;

Demande à celui-ci de prendre d'urgence les initiatives en vue de coordonner l'action entre le national, le communautaire et le régional, d'une part, et les autorités communales, d'autre part, dans le cadre d'une politique fondée sur l'intégration et l'insertion mais aussi dans certains cas sur la réintégration dans les pays d'origine;

Insiste auprès du gouvernement afin qu'il prenne des mesures pour éviter les trop fortes concentrations d'immigrés et de réfugiés en particulier en Région bruxelloise et qu'il adopte des mesures concrètes en vue de dégorger le centre d'accueil du Petit-Château;

Demande, d'autre part, qu'une procédure plus rapide et simplifiée de reconnaissance des réfugiés politiques soit mise sur pied et que de toute urgence le ministre compétent mette à la disposition du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et de l'Office des étrangers du personnel supplémentaire pour que la procédure prévue par la loi du 14 juillet 1987 soit accélérée. A présent un fossé énorme existe entre les affirmations de certains membres du gouvernement à ce propos et la réalité sur le terrain;

Insiste auprès du gouvernement pour qu'il prenne immédiatement des initiatives afin que les manifestations intolérantes de l'intégrisme musulman soient découragées;

Demande au gouvernement que, s'inspirant de notre tradition d'humanisme et de tolérance ainsi que des éléments rappelés ci-dessus il prenne enfin les décisions qui s'imposent dans l'intérêt du pays et de ses communautés. »

De tweede, ingediend door de heren Seeuws, Gijs, Vandekerckhove, Lallemand en mevrouw Cahay luidt:

« De Senaat,

Na gehoord te hebben de interpellatie van de heer Hasquin tot de Eerste minister over « het falen van de regering op het stuk van migrantenbeleid »;

Gaat uit van het blijvende karakter van de aanwezigheid van mensen met vreemde herkomst en cultuur in onze samenleving;

Beseft dat de integratie van deze mensen in onze samenleving een proces van inpassing is, dat, naast een bereidheid tot aanvaarding door onze samenleving, van hen een bereidheid tot aanpassing vergt;

Stelt vast dat er eensgezindheid bestaat over de noodzaak om een beleid uit te bouwen, dat erop gericht is het samenleven tussen autochtone Belgen en migranten zo goed mogelijk te maken;

Verheugt zich over de publikatie van het eerste rapport van het Koninklijk Commissariaat voor het migrantenbeleid, dat een belangrijke aanzet vormt voor de uitbouw van een coherent beleid;

Wijst de regering op het feit dat haar houding een belangrijke invloed heeft op de wijze waarop de bevolking de migranten ziet, en vraagt de regering om duidelijke en concrete standpunten in te nemen;

Stelt vast dat de spanningen tussen migranten en autochtone Belgen op de eerste plaats te maken hebben met sociale problemen, die niet alleen de migranten maar ook de Belgische autochtone bevolking raken;

Is van oordeel dat de verschillende overheden, elk binnen hun specifieke bevoegdheden, ter zake de nodige maatregelen moeten nemen (onderwijs, huisvesting, tewerkstelling, gezondheid, ...) voor Belgen en migranten zonder onderscheid;

Erkent het recht op de beleving en het onderricht van elke eredienst en vraagt dat de regering — overeenkomstig de geldende grondwettelijke en wettelijke bepalingen — een regeling uitwerkt voor de islam, waarbij in België gevestigde en geïntegreerde moslims zich vertegenwoordigd zouden weten, dit in een geest van democratisch pluralisme en wil tot integratie;

Stelt vast dat vooroordelen en uitingen van racisme een belangrijke rol spelen en ook internationaal een groeiende aanleiding vormen tot bezorgdheid. Zij vraagt de regering om initiatieven ter bevordering van het wederzijdse begrip en respect te ondersteunen;

Vraagt de regering om wijzigingen inzake toekenning en verwerving van de Belgische nationaliteit te onderzoeken, met het oog op de bevordering van een positieve integratie;

Vraagt aan de regering erop toe te zien dat de bestaande wetgeving inzake de beperking en regeling van de immigratie van vreemdelingen uitgevoerd en gecontroleerd wordt, teneinde de illegale inwijking te bestrijden;

Verzoekt de regering om, op basis van het rapport van het Koninklijk Commissariaat, ten laatste binnen drie maanden een programma met strikte timing en agenda voor te stellen, de uitvoering ervan regelmatig te evalueren en hierover in de Senaat verslag uit te brengen;

Stelt vertrouwen in de regering en gaat over tot de orde van de dag. »

De derde ingediend door de heer Vaes en mevrouw Aelvoet luidt:

« De Senaat,

Na gehoord te hebben de interpellatie van de heer Hasquin en het antwoord van de regering, vraagt de Senaat aan de regering om vóór 31 mei 1990 een duidelijk beleidsplan aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en een wetsontwerp in te dienen dat een migrantenbeleid concretiseert, gebaseerd op het begrip inpassing, zoals uitgewerkt in het eerste rapport van de koninklijke commissaris. Dit moet in een eerste fase minstens voorzien en per prioriteit in:

1. Het voeren van een beleid van positieve beeldvorming ten aanzien van migranten via een algemene media-campagne en gerichte informatiecampagnes;

2. Het verbeteren van de juridische positie van de migrant door:

— Een wijziging van de nationaliteitswetgeving in de zin dat derde-generatiemigranten automatisch Belg worden door geboorte en het Belg worden voor eerste- en tweede-generatiemigranten wordt vergemakkelijkt;

— Een herziening van artikel 6, tweede lid, tweede zin, van de Grondwet om de militaire en burgerlijke bedieningen die voorbehouden worden aan Belgen te beperken tot de betrekkingen in overheidsdienst in de functionele zin, zoals bepaald door de rechtspraak van het Hof van justitie van de EEG;

— De onmiddellijke afschaffing van de nationaliteitsvoorwaarden in verband met het bestaansminimum, het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en de toelagen aan gehandicapten;

— Een onderzoek van en een standpuntbepaling in verband met het toekennen van een statuut van burgerschap aan alle migranten die hier langer dan vijf jaar reglementair verblijven;

3. Het treffen van de nodige maatregelen, zodat in respect met de in de Grondwet bepaalde voorwaarden vóór 1 augustus 1990 een democratisch verkozen Hoge Raad van de islamieten in België operationeel is. »

Wij stemmen later over deze moties.

Nous procéderons ultérieurement au vote sur ces motions.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

INTERPELLATION DE M. VANDENHAUTE AU SECRETAIRE D'ETAT A L'ENVIRONNEMENT ET A L'EMANCIPATION SOCIALE SUR « LA SITUATION DES ENFANTS DE REFUGIES POLITIQUES ACCUEILLIS AU CENTRE DU PETIT-CHATEAU »

INTERPELLATIE VAN DE HEER VANDENHAUTE TOT DE STAATSSECRETARIS VOOR LEEFMILIEU EN MAATSCHAPPELIJKE EMANCIPATIE OVER « DE TOESTAND VAN DE KINDEREN VAN POLITIEKE VLUCHTELINGEN IN HET OPVANGCENTRUM VAN HET KLEIN KASTEELTJE »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Vandenhaute au secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur « la situation des enfants de réfugiés politiques accueillis au Centre du Petit-Château ».

La parole est à l'interpellateur.

M. Vandenhaute. — Monsieur le Président, le Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes ayant donné, dans le cadre de son intervention, des réponses satisfaisantes aux questions préoccupantes que je me posais, je retire la question orale qui lui était adressée et qui portait sur les problèmes rencontrés par les communes de la Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne l'inscription des candidats réfugiés politiques.

Cela dit, j'en viens à mon interpellation. Dans le cadre d'une large réflexion sur le dossier de l'immigration, je pense que le moment est opportun de se préoccuper des conditions sanitaires et psychologiques dans lesquelles vivent les candidats réfugiés politiques — et plus particulièrement leurs enfants — accueillis au Centre du Petit-Château.

Je m'en tiendrai essentiellement aux aspects sociaux et humanitaires de ce problème, mon collègue Hervé Hasquin étant largement intervenu sur l'ensemble de la problématique de l'immigration.

Je voudrais vous rappeler, madame le secrétaire d'Etat, que ce Centre du Petit-Château, en réalité prévu pour l'accueil de 400 réfugiés, en compte en permanence plus de 600.

Pour preuve, à ce jour, s'y trouvent 634 réfugiés dont 130 enfants de zéro à dix-huit ans. Il est clair que cette « suroccupation » permanente pose des problèmes d'« hôtellerie », de sécurité et d'hygiène. La présence d'enfants en bas âge nécessiterait une infrastructure adaptée.

J'ai appris par la presse que le Bureau de l'Office de la naissance et de l'enfance de la Communauté française de Belgique a, en sa séance du 10 janvier 1990, décidé d'interrompre la prise en charge des soins médicaux et sociaux primaires dispensés aux enfants des candidats réfugiés politiques hébergés au Petit-Château. La raison de ce retrait ? Votre refus, clairement notifié à l'égard des propositions d'actions formulées par l'ONE.

En fait, au mois de décembre 1989, les médecins de l'Office de la naissance et de l'enfance vous ont transmis un rapport relatif à la situation sanitaire de ces enfants. Il en ressort clairement que celle-ci est réellement préoccupante, les problèmes les plus essentiels étant les infections respiratoires et cutanées et l'amaigrissement. Il est bien évident que ces affections sont liées aux mauvaises conditions dans lesquelles ces enfants sont amenés à vivre.

Cependant, madame le secrétaire d'Etat, ce qui m'a le plus attristé, c'est d'apprendre, à la lecture de ce même rapport, que la plupart des enfants arrivent en Belgique en bonne santé et qu'en réalité, ce sont les mauvaises conditions d'hébergement qui les rendent souvent malades!

La Belgique a toujours été et doit rester tant que faire se peut une terre d'accueil pour toutes les personnes poursuivies ou persécutées en raison de leur idéal politique. Il faut, dès lors, que nos conditions d'accueil restent humanitaires. Aussi, madame le secrétaire d'Etat, je me permets de vous poser cinq questions.

1. Quelles améliorations comptez-vous apporter au niveau de l'hygiène et de l'encadrement des enfants séjournant au Petit-Château ? Certes, je n'ignore pas la récente et timide initiative que vous avez prise en collaboration avec la Croix-Rouge.

2. Comptez-vous mettre en place rapidement une infrastructure répondant aux besoins de ces enfants ?

3. Actuellement, la plupart des membres du personnel sont soit des agents contractuels subsidiés, soit des objecteurs de conscience ou encore des miliciens. Il est évident que ces personnes n'ont reçu aucune formation spécifique en matière d'accueil de réfugiés. C'est pourquoi je souhaite savoir si vous comptez engager un personnel plus qualifié et si vous avez l'intention de prévoir une augmentation du personnel actuellement insuffisant.

4. Le service médical, qui comptait au départ sept infirmiers, n'en compte actuellement plus que deux pour couvrir les besoins pendant sept jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Comptez-vous engager du personnel infirmier supplémentaire pour aider ces deux personnes ?

5. Comptez-vous adopter, dans les plus brefs délais, des mesures qui s'avèrent très urgentes, tant du point de vue matériel que du point de vue moral ?

M. le Président. — La parole est à Mme Smet, secrétaire d'Etat.

Mme Smet, secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale, adjoint au Premier ministre. — Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de rectifier les chiffres cités par le sénateur Vandenhaute au sujet de l'occupation du Petit-Château. En effet, ces chiffres ne sont pas exacts. A l'heure actuelle, le Petit-Château n'héberge pas 634 demandeurs d'asile mais 536, dont 136 enfants de zéro à dix-huit ans. L'augmentation relative du nombre d'enfants est un phénomène nouveau qui se manifeste surtout depuis la seconde moitié de 1989.

Ensuite, je voudrais aborder les motifs qui ont amené l'ONE à quitter le Petit-Château. Comme vous le savez, l'ONE est chargé d'une mission préventive générale dans le domaine de la protection de la mère et de l'enfant. Cette mission est financée par la Communauté française et c'est précisément dans ce contexte que l'ONE a créé une consultation au Petit-Château; cette consultation est gratuite, comme elle l'est d'ailleurs pour l'ensemble de la population, l'ONE percevant des subsides à cet effet.

L'ONE a, d'initiative, progressivement outrepassé ses missions statutaires et s'est engagé dans le domaine de la médecine curative.

Sur la base d'un rapport, l'ONE m'a proposé un certain nombre d'améliorations et souhaitait conclure une convention avec mon département, aux termes de laquelle l'ONE réaliserait lui-même les améliorations proposées. Le coût total de cette opération était estimé à 22,8 millions, dont 18 millions de frais répétitifs d'année en année.

J'ai soumis ce rapport et les répercussions financières des propositions à la direction du Centre, à l'Inspection des finances et à l'Inspection d'hygiène. Leurs trois avis abondaient dans le même sens.

En premier lieu, certaines améliorations proposées avaient déjà été effectuées ou étaient en préparation, alors que d'autres avaient été élaborées au départ de données inexactes.

En second lieu, l'Inspection d'hygiène précisait qu'à quelques détails près, l'infrastructure était suffisante et qu'il n'était pas question de manque d'hygiène.

Les améliorations proposées par l'Inspection d'hygiène ont été apportées ou sont en voie d'exécution. Il s'agit de l'achat d'appareils pour laver et sécher les vêtements personnels des résidents, de l'installation d'une biberonnerie, de l'amélioration de l'approvisionnement en eau chaude dans le service des enfants ainsi que du remplacement systématique des robinets par des boutons poussoirs automatiques.

Dans le passé aussi, des efforts considérables ont été consentis, mais j'ai malheureusement dû constater que de nombreuses dégradations du matériel sont commises par les demandeurs d'asile eux-mêmes.

En ce qui concerne le service médical, il a été proposé d'augmenter le nombre d'effectifs en lieu et place de la solution consistant à confier cette mission à l'ONE. Le rôle de ce dernier serait limité à celui qu'il remplit à l'égard de l'ensemble de la population.

J'estime qu'il ne faut pas exagérer l'extension de l'encadrement des résidents, étant donné que les demandeurs d'asile ne sont hébergés que temporairement au centre. En cas de placement dans une commune, ils bénéficient des infrastructures mises à la disposition de la population belge.

L'Inspection des finances s'est ralliée à l'avis de l'Inspection d'hygiène; le recrutement de personnel médical et de personnel d'encadrement par mes services a, en effet, des répercussions budgétaires bien plus limitées que la solution qui consiste à charger l'ONE de cet aspect de l'accueil.

En dépit de ma proposition visant à indemniser l'ONE pour les prestations accomplies dans le passé de sa propre initiative et qui allaient au-delà de sa mission subventionnée, l'ONE a préféré mettre un terme à notre collaboration et a quitté le centre en me menaçant et en me disant que je serais interpellée par nombre de parlementaires si je refusais de payer le montant exigé. Je constate effectivement que les sénateurs et les députés de tous les partis n'ont pas tardé à m'interpeller ou à me poser des questions au sujet des requêtes de l'ONE. Je dois aussi constater que celles-ci s'inspirent de considérations plutôt financières que médicales.

En ce qui concerne l'état de santé des enfants, l'avis des médecins du Petit-Château et de l'Inspection d'hygiène me permet de contredire formellement toute affirmation selon laquelle leur situation serait alarmante ou aggravée par la qualité de l'accueil assuré par le Petit-Château.

Le groupe des demandeurs d'asile est une population « à risques », et ce pour différentes raisons. D'après les médecins du Petit-Château, l'incidence accrue des maladies infectieuses est due au fait que cette population présente, en tant que telle, une grande sensibilité à ces maladies. D'une part, sa résistance à plusieurs maladies, bénignes pour nous, est souvent très faible; d'autre part, il y a sans aucun doute un risque élevé de contamination dû à la forte concentration de demandeurs d'asile. De plus, l'épidémie de grippe qui a ravagé le pays n'a pas non plus épargné le Petit-Château. L'amaigrissement au début du séjour est un phénomène temporaire qu'il faut attribuer à l'adaptation aux habitudes alimentaires occidentales. Les enfants sont un peu plus vulnérables à ce phénomène que les adultes.

Pour faire face aux risques dans le domaine de la santé, un encadrement médical est prévu, qui est bien plus important que celui mis à la disposition de l'ensemble de la population belge.

En premier lieu, tous les nouveaux demandeurs d'asile arrivant au Petit-Château subissent un examen médical au centre médical du ministère des Affaires étrangères, rue de Bréderode. Cet examen porte surtout sur les maladies tropicales, les infections et les maladies sexuellement transmissibles.

En second lieu, le Petit-Château dispose lui-même d'un important cadre médical et paramédical, notamment un médecin généraliste à plein temps et un médecin généraliste à mi-temps, soit le double du chiffre pour l'ensemble de la population belge.

Au Petit-Château, nous avons 1,5 médecin généraliste pour cinq cents réfugiés politiques; pour la population belge, il s'agit de 1,5 médecin généraliste pour mille personnes! Nous disposons également de quatre infirmiers dont trois sont à charge de mon budget et le quatrième mis à disposition par « Médecins sans frontières ».

Le chiffre cité par le sénateur — deux infirmiers — est donc incorrect. Le service de nuit n'est pas assuré parce que cela s'est avéré superflu. Enfin, le service sera renforcé en février par un médecin généraliste à mi-temps et quatre infirmiers.

Nous aurons donc deux médecins généralistes et huit infirmiers et cela pour les services du Petit-Château. Dès que des soins spécialisés ou une hospitalisation s'imposent, on fait de toute évidence appel à l'intervention de services situés à l'extérieur du Petit-Château, mais bien entendu aux frais du centre d'accueil. Les frais des soins médicaux sont d'ailleurs considérables: ils s'élèvent à un tiers des frais de fonctionnement du Petit-Château, c'est-à-dire plus ou moins 25 millions par an, personnel non compris. Vous constaterez, dès lors, que les efforts consentis dans ce domaine ne peuvent certes pas être qualifiés de modestes.

Un mot enfin à propos du personnel du Petit-Château dans son ensemble. A l'exception de la direction et de quelques contractuels, le personnel du centre se compose uniquement d'agents contractuels subventionnés. Le Conseil des ministres s'est rallié à plusieurs reprises à ma proposition visant à doter le Petit-Château d'un cadre composé de personnel statutaire nommé à titre définitif. Le ministre de la Fonction publique a déjà donné son accord formel à un cadre limité de personnel nommé à titre définitif. Le dossier est actuellement examiné par le département du Budget.

Entre-temps, je puis compter sur le dévouement incessant des agents contractuels subventionnés qui sont aidés par des miliciens et des objecteurs de conscience affectés au Petit-Château.

De nombreux ACS travaillent au Centre depuis novembre 1986. On peut donc difficilement alléguer qu'il ne sont pas familiarisés avec l'accueil des réfugiés. Permettez-moi d'ajouter que le Petit-Château est le seul établissement de ce genre en Belgique et qu'il est, dès lors, impossible de trouver du personnel ayant reçu une formation préalable en matière d'accueil des réfugiés.

Le Petit-Château compte actuellement 74 membres du personnel, c'est-à-dire un membre pour sept demandeurs d'asile. J'estime que l'extension des effectifs globaux n'est pas prioritaire. Vu le grand nombre d'enfants, un éducateur et une puéricultrice seront bientôt recrutés, à l'intérieur du cadre.

Je crois avoir ainsi répondu à toutes les questions du sénateur Vandenhaute. Un dernier mot pour conclure: la mesure la plus efficace pour améliorer l'état de santé physique et psychique des enfants est de leur offrir des conditions d'habitation normales. C'est là la ligne de force de la politique que je défends, depuis 1986, via le plan de répartition.

Je ne puis que souligner une nouvelle fois que le but du Petit-Château est d'assurer un bref premier accueil aux demandeurs d'asile, pendant la première phase de la procédure.

Nous devons, de toute évidence, veiller à ce que cet accueil soit aussi bon et efficace que possible, et c'est d'ailleurs ce que je fais. La solution fondamentale se situe cependant au niveau de la procédure de reconnaissance. *(Applaudissements.)*

M. le Président. — La parole est à M. Vandenhaute.

M. Vandenhaute. — Monsieur le Président, je voudrais remercier Mme le secrétaire d'Etat pour la très large information qu'elle a bien voulu nous donner. Je ne vais pas entamer une polémique sur certains points de son exposé; je me contenterai de prendre acte des données qui nous ont été communiquées. Ainsi nous verrons ce qu'il en adviendra!

M. le Président. — L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Vermits de heer Vandenhaute zijn mondelinge vraag heeft ingetrokken, gaan wij nu over tot het vierde punt op onze agenda van vandaag.

ONTWERP VAN WET TOT INTERPRETATIE VAN ARTIKEL 10 VAN DE HYPOTHEEKWET VAN 16 DECEMBER 1851

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

PROJET DE LOI INTERPRETATIF DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI HYPOTHECAIRE DU 16 DECEMBRE 1851

Discussion et vote de l'article unique

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet tot interpretatie van artikel 10 van de hypotheekwet van 16 december 1851.

Nous abordons l'examen du projet de loi interprétatif de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Arts, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verslag.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

L'article unique du projet de loi est ainsi rédigé:

Article unique. Dans l'article 10, deuxième alinéa, de la loi hypohécaire du 16 décembre 1851, les mots « Il en sera de même de toute indemnité qui serait due par des tiers, à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque » doivent être interprétés comme suit: « Il en sera de même de toute indemnité qui serait due par des tiers à raison de la perte, détérioration ou perte de valeur de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque. »

Enig artikel. In het tweede lid van artikel 10 van de hypotheekwet van 16 december 1851, worden de woorden « Hetzelfde geldt voor elke schadevergoeding die door derden mocht zijn verschuldigd wegens het tenietgaan of de beschadiging van het met voorrecht of hypotheek bezwaarde goed » geïnterpreteerd als volgt: « Hetzelfde geldt voor elke schadevergoeding die door derden mocht zijn verschuldigd wegens het tenietgaan, de beschadiging of het waardeverlies van het met voorrecht of hypotheek bezwaarde goed. »

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

ONTWERP VAN WET TOT AANVULLING VAN ARTIKEL 20 VAN DE HYPOTHEEKWET VAN 16 DECEMBER 1851 EN TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 1798 VAN HET BURGERLIJK WETBOEK MET HET OOG OP DE BESCHERMING VAN DE ONDERAANNEMERS

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI COMPLETANT L'ARTICLE 20 DE LA LOI HYPOTHECAIRE DU 16 DECEMBRE 1851 ET MODIFIANT L'ARTICLE 1798 DU CODE CIVIL EN VUE DE PROTEGER LES SOUS-TRAITANTS

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet tot aanvulling van artikel 20 van de hypotheekwet van 16 december 1851 en tot wijziging van artikel 1798 van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de bescherming van de onderaannemers.

Nous abordons l'examen du projet de loi complétant l'article 20 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 et modifiant l'article 1798 du Code civil en vue de protéger les sous-traitants.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Arts, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verslag.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Artikel één luidt:

Artikel 1. Artikel 20 van de hypotheekwet van 16 december 1851 wordt aangevuld met een 12°, luidend als volgt:

« 12° Gedurende vijf jaar vanaf de datum van de factuur, de schuldvordering die de onderaannemer tegenover zijn medecontractant-aannemer heeft wegens werken die hij aan het gebouw van de bouwheer heeft uitgevoerd of laten uitvoeren, op de schuldvordering die deze medecontractant-aannemer wegens dezelfde aanneming heeft tegenover de bouwheer.

De onderaannemer wordt als aannemer en de aannemer als bouwheer beschouwd ten opzichte van de eigen onderaannemers van de eerstgenoemde. »

Article 1er. L'article 20 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 est complété par un 12°, libellé comme suit:

« 12° Pendant cinq ans à dater de la facture, la créance du sous-traitant contre son cocontractant-entrepreneur pour les travaux qu'il a effectués ou fait effectuer à l'immeuble du maître de l'ouvrage, sur la créance se rapportant à la même entreprise qu'a ce cocontractant-entrepreneur contre le maître de l'ouvrage.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur et l'entrepreneur comme maître de l'ouvrage à l'égard des propres sous-traitants du premier. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. Artikel 1798 van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

« Metselaars, timmerlieden, arbeiders, vaklui en onderaannemers gebezigd bij het oprichten van een gebouw of voor andere werken die bij aanneming zijn uitgevoerd, hebben tegen de bouwheer een rechtstreekse vordering ten belope van hetgeen deze aan de aannemer verschuldigd is op het ogenblik dat hun rechtsvordering wordt ingesteld.

De onderaannemer wordt als aannemer en de aannemer als bouwheer beschouwd ten opzichte van de eerstgenoemde. »

Art. 2. L'article 1798 du Code civil est remplacé par la disposition suivante:

« Les maçons, charpentiers, ouvriers, artisans et sous-traitants qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise ont une action directe contre le maître de l'ouvrage jusqu'à concurrence de ce dont celui-ci se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur et l'entrepreneur comme maître de l'ouvrage à l'égard des propres sous-traitants du premier. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

PROJET DE LOI VISANT A INSERER DANS LE CODE CIVIL UN ARTICLE 2276*TER* RELATIF A LA PRESCRIPTION DE LA RESPONSABILITE DES EXPERTS ET DE LEUR ACTION EN PAIEMENT DE LEURS FRAIS ET HONORAIRES

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET TOT INVOEGING IN HET BURGERLIJK WETBOEK VAN EEN ARTIKEL 2276*TER* BETREFFENDE DE VERJARING VAN DE AANSPRAKELIJKHEID VAN DESKUNDIGEN EN VAN HUN VORDERING TOT BETALING VAN HUN KOSTEN EN ERELOON

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi visant à insérer dans le Code civil un article 2276*ter*.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet tot invoeging in het Burgerlijk Wetboek van een artikel 2276*ter*.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Barzin, rapporteur. — Monsieur le Président, la commission de la Justice a examiné le projet de loi qui vous est soumis, lors de sa réunion du 17 janvier 1990. Ce projet est l'aboutissement d'une proposition de loi Klein votée par la Chambre des représentants, le 11 mai 1989.

Par l'insertion d'un article 2276*ter* dans le Code civil, le texte à l'examen instaure des prescriptions particulières pour les experts, à l'instar de celles existant déjà pour diverses professions intellectuelles et libérales. Il s'agit de limiter, dans le temps, leur responsabilité professionnelle, la charge de conserver les pièces et la faculté de réclamer en justice le paiement de leurs frais et honoraires.

Actuellement, c'est le droit commun de la prescription de trente ans qui est d'application. Pour l'auteur du projet, ce délai est beaucoup trop long, particulièrement dans l'éventualité où ce sont le conjoint survivant ou les héritiers d'un expert qui seraient amenés à se défendre dans une action en responsabilité. De même, fût-ce pour une question de place, il est difficile d'exiger la conservation pendant trente ans des archives et pièces des expertises qui sont clôturées.

Parallèlement, « par souci d'équilibre », suivant les termes employés par l'auteur, il convient de réduire aussi le délai « pendant lequel les experts peuvent réclamer en justice le paiement de leurs frais et honoraires ».

En ce qui concerne la responsabilité professionnelle et la conservation des pièces, le délai retenu serait de dix ans après l'achèvement de la mission ou, si cette dernière a été confiée en vertu de la loi, de cinq ans après le dépôt du rapport. Pour ce qui est du délai d'action en paiement, il serait limité à cinq ans.

Le ministre de la Justice a exprimé son approbation quant au contenu du projet.

Plusieurs membres se sont interrogés sur la date de prise de cours de la prescription en ce qui concerne l'action des experts en paiement de leurs frais et honoraires, article 1er, paragraphe 2.

Après un échange de vues sur ce point, la commission unanime a estimé que ce délai d'action prenait cours à dater du dépôt du rapport et de la clôture de la mission de l'expert, le point de départ de ce délai étant donc le même qu'au paragraphe premier.

L'article 2 du projet de loi dispose à titre transitoire que les nouveaux délais de prescription ne commenceront à courir qu'à la date d'entrée en vigueur de la loi.

Les deux articles ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés à l'unanimité des 16 membres présents, et il en fut de même du rapport.

En terminant, je souhaiterais ajouter une appréciation personnelle. Les développements du projet de loi expriment le souci d'un équilibre entre, d'une part, le dégagement de responsabilité dans le chef de l'expert, jusques et y compris la conservation des archives, et, d'autre part, un terme pour une action en paiement de frais et honoraires.

Il serait d'ailleurs inimaginable qu'une action en paiement puisse être introduite à un moment où le défendeur n'aurait plus la faculté d'introduire, par exemple, une action reconventionnelle en responsabilité ou, d'une façon générale, de faire valoir des griefs justifiant le non-paiement. Le fondement de ces prescriptions particulières est la sécurité juridique, voulue dans des relations de droit spécifiques, et cela vaut pour toutes les parties en présence.

En d'autres termes, la sécurité juridique, sous cet angle, n'est pas divisible. *(Applaudissements.)*

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Artikel één luidt:

Artikel 1. In het Burgerlijk Wetboek wordt een artikel 2276*ter* ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 2276*ter*. § 1. Deskundigen zijn ontlast van hun beroepsaansprakelijkheid en zijn niet meer verantwoordelijk voor de bewaring van de stukken tien jaar na het beëindigen van hun taak of als deze hun krachtens de wet werd opgedragen vijf jaar na de indiening van hun verslag.

Deze verjaring is niet van toepassing wanneer een deskundige uitdrukkelijk met het bewaren van bepaalde stukken is belast.

§ 2. De vordering van deskundigen tot betaling van kosten en ereloon verjaart na verloop van vijf jaar. »

Article 1er. Un article 2276*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le Code civil:

« Art. 2276*ter*. § 1er. Les experts sont déchargés de leur responsabilité professionnelle et de la conservation des pièces dix ans après l'achèvement de leur mission ou, si celle-ci leur a été confiée en vertu de la loi, cinq ans après le dépôt de leur rapport.

Cette prescription n'est pas applicable lorsque l'expert a été constitué expressément dépositaire de pièces déterminées.

§ 2. L'action des experts en paiement de leurs frais et honoraires se prescrit par cinq ans. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. De termijnen waarin is voorzien bij artikel 2276*ter* van het Burgerlijk Wetboek, gaan eerst in vanaf de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 2. Les délais prévus par l'article 2276*ter* du Code civil ne commencent à courir qu'à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN JUSTITIE VAN HET BEGROTINGSJAAR 1989

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTERE DE LA JUSTICE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1989

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Aan de orde is de bespreking van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Justitie van het begrotingsjaar 1989.

Nous abordons l'examen du projet de loi ajustant le budget du ministère de la Justice de l'année budgétaire 1989.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, ik weet uit goede bron en ik maak mij ook sterk dat de rapporteur van de besprekingen van dit ontwerp, namelijk collega Erdman, zou hebben verwezen naar zijn schriftelijk verslag indien hij door andere ambtsverplichtingen in dit huis niet verhinderd zou zijn geweest dit persoonlijk te verwoorden.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de bespreking van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. *(Voir documents nos 862-1 et 2, session 1989-1990, du Sénat de Belgique.)*

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. *(Zie stukken nrs. 862-1 en 2, zitting 1989-1990, van de Belgische Senaat.)*

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden:

I. *Kredietaanpassingen*

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder de Titel I, lopende uitgaven, en onder de Titel II, kapitaaluitgaven, van de begroting van het ministerie van Justitie voor het begrotingsjaar 1989 worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken):

		Gesplitste kredieten	
	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven			
Aanpassingen lopend jaar	+203,5	—	—
Kredieten voor schuldvorderingen van vorige jaren . . .	+417,7	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven			
Aanpassingen lopend jaar	—	+7,8	+22,0
Kredieten voor schuldvorderingen van vorige jaren . . .	+10,1	—	—

I. *Ajustements des crédits*

Article 1er. Les crédits prévus au Titre I, dépenses courantes, et au Titre II, dépenses de capital, du budget du ministère de la Justice de l'année budgétaire 1989, sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs):

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés — Crédits d'engagement	Crédits dissociés — Crédits d'ordonnancement
TITRE I			
Dépenses courantes			
Ajustements année courante. . . .	+203,5	—	—
Crédits pour créances d'années antérieures.	+417,7	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital			
Ajustements année courante. . . .	—	+7,8	+22,0
Crédits pour créances d'années antérieures.	+10,1	—	—

— Aangenomen.

Adopté.

II. *Diverse bepalingen*

Art. 2. Het krediet ingeschreven op het artikel 01.01 (nieuw) van sectie 61 van Titel I mag overgeheveld worden naar het artikel 60.02.A van Titel IV van onderhavige begroting om het debetsaldo aan te zuiveren van het Fonds bestemd voor de betaling van toelagen voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen andere dan die toevertrouwd aan de rijksinstituten voor observatie en opvang onder toezicht (wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming).

Het debetsaldo werd op 31 december 1988 vastgesteld op de som van 340 422 540 frank.

II. *Dispositions diverses*

Art. 2. Le crédit inscrit à l'article 01.01 (nouveau) de la section 61 du Titre I peut être transféré à l'article 60.02.A du Titre IV du présent budget en vue d'apurer le solde débiteur du Fonds destiné au paiement des subsides d'entretien, d'éducation et de traitement de mineurs d'âge autres que ceux confiés aux établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat (loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse).

Ce solde débiteur a été arrêté au 31 décembre 1988 à la somme de 340 422 540 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

Art. 3. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER VAN HET BEGROTINGSJAAR 1989

Algemene beraadslaging en stemming over artikelen

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1989

Discussion générale et vote d'articles

De Voorzitter. — Aan de orde is de bespreking van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Diensten van de Eerste minister van het begrotingsjaar 1989.

Nous abordons l'examen du projet de loi ajustant le budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1989.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

De heren Didden en Antoine verwijzen naar hun verslag.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Daar niemand het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

De regering stelt volgend amendement voor:

« Wetstabel

TITEL I. — Lopende uitgaven

B. Geheel van het departement (blz. 10)

Artikel 11.03. — Bezoldigingen, enz.

In de kolom « Aanpassingen lopend jaar », de vermindering van −7,0 miljoen frank terug te brengen tot −6,7 miljoen frank (vermeerdering: 0,3 miljoen frank).

Ontwerp van wet

Artikel 1. Op bladzijde 2, de voorgestelde tabel vervangen door onderstaande tabel (in miljoenen franken):

	Niet-gesplitste kredieten	*Gesplitste kredieten — Vastleggingskredieten*	*Gesplitste kredieten — Ordonnanceringskredieten*
TITEL I			
Lopende uitgaven			
Aanpassingen lopend jaar	*−20,2*	—	—
Bijkredieten voor vorige begrotingsjaren .	*6,7*	—	—»

« Tableau de la loi

TITRE I. — Dépenses courantes

B. Ensemble du département (p. 11)

Article 11.03. — Rémunérations, etc.

Dans la colonne « Ajustements de l'année courante », ramener la réduction de −7,0 millions de francs à −6,7 millions de francs (augmentation: 0,3 million de francs).

Projet de loi

Article 1er. Remplacer le tableau proposé en page 2 par le tableau ci-après (en millions de francs):

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés — Crédits d'engagement	Crédits dissociés — Crédits d'ordonnancement
		—	—
TITRE I			
Dépenses courantes			
Ajustements année courante . . .	−20,2	—	—
Crédits supplémentaires pour années budgétaires antérieures.	6,7	—	—»

Le vote sur l'amendement, le vote sur l'article auquel il se rattache, ainsi que le vote sur l'article premier du projet de loi sont réservés.

De stemming over het amendement, de stemming over het artikel waarop het betrekking heeft, alsmede de stemming over artikel één van het ontwerp van wet worden aangehouden.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des autres articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de bespreking van de andere artikelen van de tabel, breng ik die artikelen in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. *(Voir documents nos 800-1 à 4, session 1989-1990, du Sénat de Belgique.)*

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. *(Zie stukken nrs. 800-1 tot 4, zitting 1989-1990, van de Belgische Senaat.)*

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden:

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder de Titel I, lopende uitgaven, en onder de Titel II, kapitaaluitgaven, van de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1989 worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken):

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten — Vastleggingskredieten	Gesplitste kredieten — Ordonnanceringskredieten
		—	—
TITEL I			
Lopende uitgaven			
Aanpassingen lopend jaar	−20,5	—	—
Bijkredieten voor vorige jaren	6,7	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven			
Aanpassingen lopend jaar	+13,7	−351,0	−44,5
Bijkredieten voor vorige jaren	13,0	—	—

I. Ajustements des crédits

Article 1er. Les crédits prévus au Titre I, dépenses courantes, et au Titre II, dépenses de capital, du budget des Services du Premier ministre de l'année budgétaire 1989, sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs):

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés — Crédits d'engagement	Crédits dissociés — Crédits d'ordonnancement
		—	—
TITRE I			
Dépenses courantes			
Ajustements année courante. . . .	−20,5	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	6,7	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital			
Ajustements année courante. . . .	+13,7	−351,0	−44,5
Crédits supplémentaires pour années antérieures	13,0	—	—

— Aangehouden.

Réservé.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen van de Schatkist gedekt worden.

II. Dispositions diverses

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad.*

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge.*

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Dames en heren, ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken.

Je propose d'interrompre nos travaux. *(Assentiment.)*

Ik sta erop in het bijzonder het personeel van de diensten van de Senaat te danken voor hun uithoudingsvermogen.

De Senaat vergadert opnieuw woensdag, 31 januari 1990, te 14 uur 30.

Le Sénat se réunira mercredi, 31 janvier 1990, à 14 heures 30.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten woensdag, 31 januari 1990, te 0 h 15 m.)

(La séance est levée le mercredi 31 janvier 1990, à 0 h 15 m.)

42.901 — E. Guyot, s. a., Bruxelles